

# Compte rendu de l'Exécution Budgétaire

4<sup>e</sup> trimestre 2021



## Avant-propos

Le présent compte-rendu de l'exécution budgétaire présente les principales réalisations physiques et budgétaires des Institutions et Ministères au terme du 4<sup>e</sup> trimestre 2021.

A titre de rappel, l'année 2021 était particulièrement marquée par :

- La seconde vague de la pandémie du coronavirus au mois de Mars ;
- Le changement de la structure gouvernementale au mois d'Août ;
- La mise en place de la Loi de Finances Rectificative au mois de Juillet.

Sur le plan budgétaire, les recettes hors dons ont été réalisées à 92,6% tandis que les dépenses du Budget Général ont été exécutées à 91,4 % avec un taux d'atteinte des indicateurs cibles de 51%. Le taux de paiements au niveau du Budget Général s'élève à 91,5% des dépenses mandatées.

Il est remarqué une similitude du rythme d'exécution des dépenses entre les années budgétaires 2020 et 2021, toutes les deux bouleversées par la crise sanitaire du Covid-19.

En effet, l'exécution des dépenses a affiché un rythme peu soutenu sur la période de janvier à novembre au cours de laquelle moins de 60% ont été engagées. Un dépassement important au niveau des dépenses sur financements extérieurs est également constaté et justifié par le caractère évaluatif des inscriptions budgétaires y afférentes.

Il convient de noter que les chiffres présentés dans le présent document demeurent susceptibles de mise à jour, car bien que l'année 2021 soit achevée, les opérations relatives au budget 2021 ne seront définitivement arrêtées qu'au moment de l'adoption de la Loi de Règlement 2021.

Ainsi, nous invitons tous les acteurs budgétaires à entamer d'ores et déjà les démarches relatives à la clôture budgétaire, notamment en ce qui concerne le rapprochement des chiffres entre les ordonnateurs et comptables ainsi que la production des Bordereaux de Crédits Sans Emploi (BCSE).

Le Ministère de l'Economie et des Finances adresse ses remerciements à l'endroit de toutes les parties prenantes ayant contribué à l'élaboration du présent document et surtout à la mise en œuvre des politiques publiques à travers l'exécution du Budget de l'Etat.



RABARINIRINARISON Rindra Hasimbelo

## Sommaire

REALISATION DES RECETTES AU QUATRIEME TRIMESTRE .....	9
EXECUTION DES DEPENSES PAR CADRE ET PAR GRANDE RUBRIQUE .....	10
EXECUTION PAR FINANCEMENT ET PAR BAILLEUR.....	12
EXECUTION DU BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION/MINISTERE.....	14
EXECUTION PAR PROGRAMME .....	16
EXECUTION DU BUDGET GENERAL PAR SECTEUR .....	20
RYTHME MENSUEL DES ENGAGEMENTS .....	21
SITUATION DES MARCHES, DES MODIFICATIONS DE CREDITS.....	22
REALISATION DES INDICATEURS .....	22
PRINCIPALES REALISATIONS .....	23
SECTEUR ADMINISTRATIF.....	23
SECTEUR INFRASTRUCTURE.....	30
SECTEUR PRODUCTIF.....	33
SECTEUR SECURITE ET ADMINISTRATION DU TERRITOIRE.....	34
SECTEUR SOCIAL.....	38
ANNEXES .....	40

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Réalisation des recettes.....	9
Tableau 2 : Exécution des dépenses par cadre et par grandes rubriques .....	10
Tableau 3 : Exécution par financement et par bailleur .....	12
Tableau 4 : Exécution du Budget Général par institution/ministère .....	14
Tableau 5 : Exécution par programme (fonctionnement et PIP interne).....	16
Tableau 6 : Exécution par programme : PIP sur financement externe .....	19
Tableau 7 : Exécution du Budget Général par secteur .....	20
Tableau 8 : Situation des marchés.....	22
Tableau 9 : <i>Modifications de crédits</i> .....	22

## Liste des figures

Figure 1 : Comparaison des niveaux d'engagement entre 2020 et 2021 .....	11
Figure 2 : Rythme mensuel des engagements Fonctionnement et PIP interne .....	21
Figure 3 : Rythme mensuel des engagements PIP externe .....	21
Figure 4 : Réalisations des indicateurs.....	22

## Liste des acronymes

AFD	Agence Française de Développement
AIIB	Asian Infrastructure Investment Bank
AN	Assemblée Nationale
ANAC	Académie Nationale des Arts et de la Culture
ASIEF	Association Sportive Interministérielle pour l'Entretien des Fonctionnaires
AUGURE	Application Unique pour la Gestion Uniforme des Ressources Humaines de l'Etat
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe de Développement en Afrique
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BFM	Banky Foiben'i Madagasikara
BGGM	Bureau de Géologie et de Gemmologie de Madagascar
BIANCO	Bureau Indépendant Anti-Corruption
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BNF	Bibliothèque Nationale de France
BOA	Base Opérationnelle d'Aguerrissement
CAEDBE	Comité Africain d'Experts sur les Droits et le Bien-être de l'Enfant
CDBF	Conseil de Discipline Budgétaire et Financière
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CFM	Conseil du Fampihavanana Malagasy
CHD	Centre Hospitalier de District
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CIS	Central Intelligence Service
CNIDH	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
CNIDH	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
CNLS	Comité National de Lutte contre le Sida
CNOOC	China National Offshore Oil Corporation
CODIS	Conseil de Discipline
CRENAS	Centre de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire Sévère
CRENI	Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle Ambulatoire
CSB	Centre de Santé de Base
CSB/MNP	Centre de Santé de Base Manarapenitra
CSI	Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
CTS	Centre de Transfusion Sanguine
DE	Direction des Etudes
DGFOP	Direction Générale de la Fonction Publique
DGPP	Direction Générale des Projets Présidentiels
DGT	Direction Générale du Trésor
DREDD	Direction Régionale de l'Environnement et de Développement Durable
DRPPSPF	Direction Régionale de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
DSP	Direction de la Sécurité Présidentielle
ECAR	Eglise Catholique Apostolique Romaine
ECD	Employés de Courte Durée
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
ELD	Employés de Longue Durée
ENSP	Ecole Nationale Supérieure de la Police
EPA	Etablissements Publics à caractère Administratif
EPN	Etablissement Public National
EPP	Ecoles Primaires Publiques
EPS	Education Physique et Sportive
ESGN	Ecole Supérieure de la Gendarmerie Nationale
FAD	Fonds Africain de Développement
FAO	Food and Agriculture Organization
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GAVI	Global Alliance for Vaccines and Immunization
GEF	Global Environment Facility
GEHEM	Groupeement des Exportateurs d'Huiles essentielles, Extraits et oléorésines de Madagascar

GFATM	Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria
GPEEC	Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences
HCC	Haute Cour Constitutionnelle
HCDDDED	Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit
HCJ	Haute Cour de Justice
IBCR	International Bureau for Children's Rights
IDA	International Development Association
IGGN	Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale
IGM	Institut de Gemmologie de Madagascar
IGPN	Inspection Générale de la Police Nationale
INBAR	International Network for Bamboo and Rattan
INTH	Institut National du Tourisme et d'Hôtellerie
JORM	Journal Officiel de la République de Madagascar
KRAOMA	Kraomita Malagasy
LP	Liberté Provisoire
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MAM	Ministère de l'Artisanat et des Métiers
MATSF	Ministère de l'Aménagement du territoire et des services fonciers
MATTP	Ministère de l'Aménagement du territoire et des travaux publics
MCC	Ministère de la communication et de la culture
MD	Mandat de dépôt
MDN	Ministère de la Défense Nationale
MEAH	Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEH	Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MENETP	Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique et Professionnel
MESRS	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MICA	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat
MICC	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Consommation
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MINAE	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage
MINJUS	Ministère de la Justice
MINSAN	Ministère de la Santé Publique
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MMRS	Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques
MPEB	Ministère de la Pêche et de l'Economie Bleue
MPPSPF	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
MPTDN	Ministère des Postes, des Télécommunications et du Développement Numérique
MSP	Ministère de la Sécurité Publique
MTEFPLS	Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales
MTP	Ministère des Travaux Publics
MTTM	Ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie
ODOC	Opérations Domaniales Concertées
OGT	Opérations Globales du Trésor
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
ORTM	Office de la Radio et Télévision de Madagascar
PAC	Pôles Anti-corruption
PADEVE	Programme d'Appui et de Développement des Villes d'Equilibre
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIDC	Programme International pour le Développement de la Communication
PIPT	Programme International de l'Information Pour Tous
PLOF	Plan d'Occupation Locale Foncière
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

PPN	Produits de Première Nécessité
PREA	Programme pour la Réforme et l'Efficacité de l'Administration
PRESIDENCE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRIDE	Projet de Renforcement Intégral des Droits de l'Enfant
PRIMATURE	PRIMATURE
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PUDi	Plan d'Urbanisme Directeur
QMM	QIT Madagascar Minerals
RINADH	Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme
RNM	Radio Nasionaly Malagasy
RSS	Réforme du Secteur Sécurité
SAMIFIN	Service des Renseignements Financiers
SCNVHPR	Secrétariat d'Etat Charge des Nouvelles Villes et de l'Habitat auprès de la Présidence de la République
SDSP	Service de District de la Santé Publique
SEC	Secrétaires d'Etat Civil
SEG	Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de la Défense Nationale Chargé de la Gendarmerie Nationale
SENAT	Sénat
SFI	Société Financière Internationale
SGP	Secrétariat Général de la Présidence
TDB	Trade and Development Bank
TDR	Termes De Références
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TVM	Televiziona Malagasy
UE	Union Européenne
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNFPA	United Nations Fund for Population Activities
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UPEM	Union des Poètes et Ecrivains Malgaches
USAID	United States Agency for International Development



# 1 | REALISATION DES RECETTES AU QUATRIEME TRIMESTRE

Le quatrième trimestre de l'exercice 2021 a été marquée, d'une part, par la levée des mesures d'urgences sanitaires liées au Covid-19, et d'autre part, par la mise en œuvre des projets phares objets d'engagement présidentiel en vue de réaliser les « VELIRANO ». Afin d'atteindre ces objectifs, l'Etat a prévu de collecter un montant de 6497,7 Milliards Ariary dont 2 846,0 Milliards Ariary pour les Douanes et 3 486,8 Milliards Ariary pour les Impôts. Le tableau ci-après présente les prévisions et les réalisations effectives de recettes qui affiche une réalisation globale de 92,6%.

**Tableau 1 : Réalisation des recettes**

En milliards Ariary

TYPES DE RECETTES	PREVISION LFR 2021	RECouvreMENT CUMUL 12 MOIS	TAUX DE REALISATION 2021	TAUX DE REALISATION 2020
<b>TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>6 332,8</b>	<b>5 860,1</b>	<b>92,5%</b>	<b>93,8%</b>
<b>Douanes</b>	<b>2 846,0</b>	<b>2 657,0</b>	<b>93,4%</b>	<b>90,6%</b>
Bureaux non pétroliers	2 125,9	1 895,7	89,2%	-
Bureau pétrolier	720,1	761,3	105,7%	-
<b>Impôts</b>	<b>3 486,8</b>	<b>3 203,1</b>	<b>91,8%</b>	<b>96,6%</b>
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains	1 520,7	1 446,4	95,1%	-
Impôts sur la propriété	45,3	36,4	80,4%	-
Impôts sur les biens et services	1 890,5	1 707,1	90,3%	-
Impôts sur autres biens et services (dont assurances)	12,7	11,3	88,9%	-
Autres recettes fiscales (droit de timbres)	17,6	1,9	10,7%	-
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>164,9</b>	<b>159,8</b>	<b>96,9%</b>	<b>69,9%</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>6 497,7</b>	<b>6 019,9</b>	<b>92,6%</b>	<b>92,8%</b>

Source : DGD-DGI-DGT, 07/02/2022

Le taux de réalisation des recettes atteint 92,6% des prévisions fixées dans la LFR 2021, soit un GAP de 477,8 Milliards Ariary. Par rapport à l'année 2020, le taux de recouvrement affiche une baisse de 0,2 point de pourcentage, toutefois, le total en montant encaissé accuse une hausse de 941,9 milliards Ariary. Plus de la moitié des recettes réalisées est constituée par les impôts sur les biens et services et les impôts sur le revenu.

Près de 29% de ces recettes réalisées proviennent des impôts sur les biens et services, à savoir la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), la taxe sur les marchés publics (TMP) et le Droit d'Accise (DA). Le montant recouvré au titre de ces deux impôts s'élève à 1 707 milliards Ariary. Le taux de recouvrement y afférent s'élève à 90,3% ; une performance tirée vers le bas à cause de la faible réalisation au niveau des TMP recouverts à seulement 35,1% par rapport aux prévisions fixées dans la LFR 2021. Ainsi, les statistiques témoignent de la complexité du recouvrement du TMP, malgré que la procédure soit simple avec le retenu direct par le comptable public lors du paiement des prestataires. Le TMP a été renommé en Impôt sur les Marchés Publics (IMP) depuis la LFR 2021 mais le mécanisme demeure inchangé.

Pour les impôts sur le revenu les bénéfices et gains, ils constituent 24,7% des recettes réalisées. Le taux de recouvrement global s'élève à 95,1%. Les prévisions ont été dépassées pour les impôts sur le revenu, sur le revenu des capitaux mobiliers et sur les plus-values immobilières, taux de recouvrement respectivement de 100,7% - 136% - 106%. Le plus faible taux de recouvrement est enregistré au niveau des impôts sur le revenu des salariés avec un taux de 82,7%.

## 2 | EXECUTION DES DEPENSES PAR CADRE ET PAR GRANDE RUBRIQUE

Tableau 2 : Exécution des dépenses par cadre et par grandes rubriques

En milliards Ariary

CADRE – GRANDES RUBRIQUES	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENGAGEMENT (*)	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE (**)	TAUX ENG 2020
<b>Budget Général</b>	<b>11 489,6</b>	<b>11 025,8</b>	<b>11 151,5</b>	<b>11 739,2</b>	<b>105,3%</b>	<b>8 785,2</b>	<b>8 039,2</b>	<b>91,5%</b>	<b>83,2%</b>
Dette	482,5	436,0	436,0	428,0	98,2%	337,3	326,9	96,9%	71,4%
Solde	2 958,4	2 941,6	2 941,6	2 702,1	91,9%	2 698,7	2 628,0	97,4%	98,5%
Indemnités	223,6	210,2	210,2	177,9	84,6%	177,7	169,1	95,1%	87,0%
Biens et Services	1 164,7	1 220,7	1 220,7	1 113,6	91,2%	1 097,3	1 002,2	91,3%	90,2%
Transferts	1 464,0	1 862,3	1 862,3	1 654,2	88,8%	1 635,9	1 580,5	96,6%	96,2%
PIP Externe	3 167,0	2 521,7	2 647,3	3 963,3	149,7%	1 164,2	872,0	74,9%	49,8%
PIP Interne	2 029,4	1 833,4	1 833,4	1 700,0	92,7%	1 674,2	1 460,4	87,2%	94,3%
<b>Budget annexe</b>	<b>34,7</b>	<b>34,9</b>	<b>34,9</b>	<b>16,2</b>	<b>46,5%</b>	<b>15,1</b>	<b>12,3</b>	<b>81,6%</b>	<b>40,9%</b>
<b>Compte particulier du Trésor</b>	<b>1 503,9</b>	<b>1 463,7</b>	<b>1 463,7</b>	<b>1 221,5</b>	<b>83,5%</b>	<b>949,7</b>	<b>899,2</b>	<b>94,7%</b>	<b>81,6%</b>
<b>Fonds de Contrevaieur</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>4,1%</b>
<b>Dettes Publiques</b>	<b>3 581,8</b>	<b>3 478,1</b>	<b>3 478,1</b>	<b>1 912,3</b>	<b>55,0%</b>	<b>1 263,7</b>	<b>1 240,9</b>	<b>98,2%</b>	<b>36,1%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16 616,3</b>	<b>16 008,9</b>	<b>16 134,6</b>	<b>14 889,1</b>	<b>92,3%</b>	<b>11 013,6</b>	<b>10 191,6</b>	<b>92,5%</b>	<b>73,8%</b>

Source : Situation SIIGFP du 25/01/2022

(\*) Taux d'engagement : part des crédits modifiés engagés par les ordonnateurs et visés par le Contrôle Financier ou par les ordonnateurs eux-mêmes (CHED). Mode de calcul : crédits engagés / crédits modifiés

(\*\*) Taux payé : part des dépenses mandatées par les ordonnateurs et payé par le Trésor Public. Mode de calcul : dépenses payées / crédits mandatés

Suivant les dispositions de la circulaire n°164-2021-MEF/SG/DGFAG/DB/SSB du 16 novembre 2021 portant clôture de gestion de l'exercice budgétaire 2021, les phases d'exécution au niveau des ordonnateurs des dépenses ont été clôturées en date du 31 décembre 2021. Toutefois, la phase comptable de paiement n'est pas encore clôturée. De ce fait, toutes les statistiques utilisées dans le présent document ont été extraites en date du 25 janvier 2022 et sont susceptibles de modifications. De même pour les données de l'année 2020 qui ont été mises à jour et extraites également à la même date.

A noter que les mises à jour post-clôture concernent celles relatives à la préparation des Lois de Règlement au cours de laquelle des procédures de rapprochement des écritures des ordonnateurs et des comptables seront effectuées, modifiant les montants des engagements (par dégagement) et les montants des paiements (par prise en charge des mandats par le comptable).

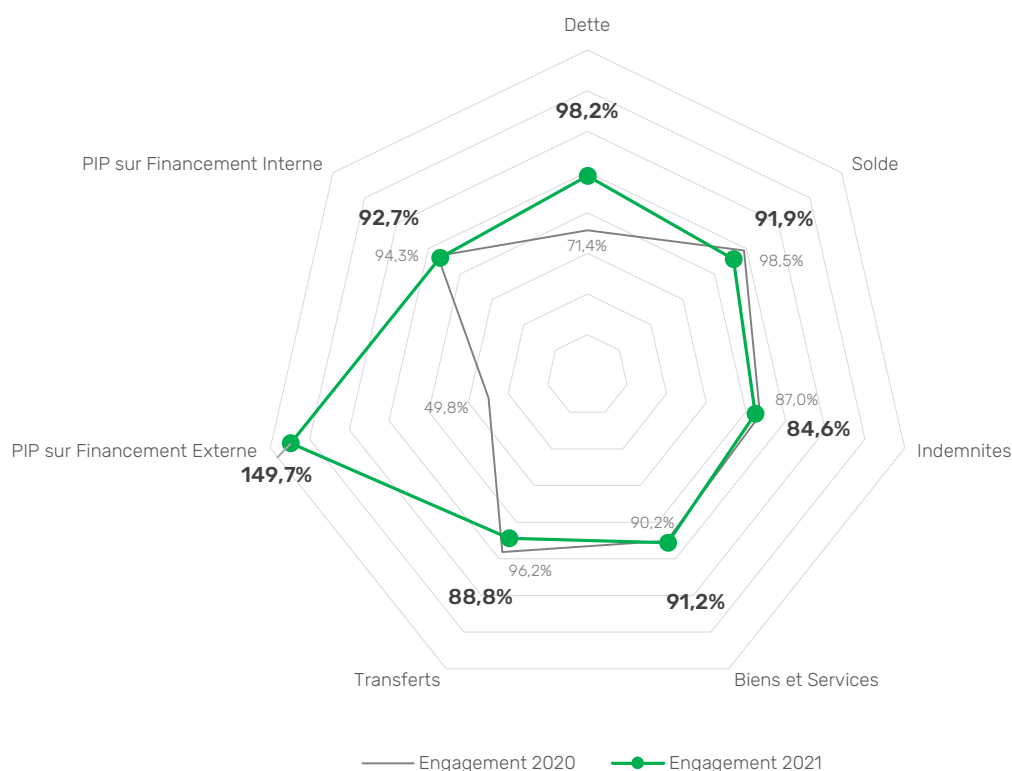
Ainsi, suivant les statistiques extraites en date du 25 janvier 2022, le niveau d'engagement global, tous cadres confondus, s'élève à 92,3% pour l'exercice 2021. Un niveau apparent amélioré comparé à l'année précédente où le niveau des engagements s'élevait à 73,8%.

Il est toutefois nécessaire de préciser que cette réalisation 2021 est tirée à la hausse par un dépassement considérable au niveau des engagements des financements extérieurs dont le niveau est de 149,7%. Ce dépassement est inhérent aux procédures d'exécution même de ces financements qui consistent à engager globalement en début d'année les dépenses sur la base des Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) communiqués par les agences d'exécution et non conformément aux prévisions inscrites dans la Loi de Finances. Ce dépassement témoigne également de l'existence d'écarts entre les PTBA et les prévisions inscrits dans le Budget.

Pour les autres Grandes Rubriques du Budget Général, le niveau des engagements dépasse 91% sauf pour les indemnités et les transferts. Pour la rubrique Indemnités, engagée à 84,6%, des instructions émanant du Gouvernement ont été émises pour sélectionner des agents ECD à maintenir et à les basculer en agents ELD. Pour les dépenses de transferts, engagées à 88,8%, les procédures ont été modifiées de sorte que tous les transferts engagés pour les établissements publics doivent passer par la Primature.

En matière de paiement, les statistiques en date du 25 janvier affichent un taux de paiement de 92,5% des dépenses mandatées présentées au niveau du Trésor Public. Le plus faible taux est enregistré au niveau des financements extérieurs, s'élevant à 74,9%. Ce niveau ne peut être interprété qu'à l'issue du bouclage final des régularisations relatives à ces dépenses.

**Figure 1 : Comparaison des niveaux d'engagement entre 2020 et 2021**



Source : Situation SIIGFP du 25/01/2022

Entre les années 2020 et 2021, les taux de réalisation concernant toutes les rubriques ont suivi à peu près le même rythme, sauf pour les Intérêts de la Dette et les Investissements sur financement externe.

Pour les Intérêts de la Dette, le taux d'engagement s'élève à 98,2% en 2021 contre 74,1% en 2020. Cette amélioration témoigne de l'amélioration des prévisions. En effet, la prévision sur le montant des Intérêts de la Dette a été ajustée au cours de la Loi de Finances Rectificative, passant de 482,5 Milliards Ar à 436 Milliards Ar.

Pour les Investissements sur financement externe, le taux d'engagement 2021 s'élève à 149,7% contre 49,8% en 2020. Ceci du fait que les opérations de régularisation des dépenses de 2020 ont été effectuées et que par conséquent, les statistiques y afférentes sont plus à jour par rapport aux données de 2021. Les deux taux ne seront comparables qu'à l'achèvement des opérations de régularisation des dépenses de 2021.

Pour les autres grandes rubriques, seuls les biens et services affichent un meilleur résultat par rapport à 2020. De même qu'en montant, le volume total engagé en 2021 pour le Budget Général hors financement extérieur est inférieur au volume engagé en 2020, respectivement de 7775,9 Milliards Ar et 7803,9 Milliards Ar.

### 3 | EXECUTION PAR FINANCEMENT ET PAR BAILLEUR

Tableau 3 : Exécution par financement et par bailleur

En milliards Ariary

FINANCEMENT - PTF	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENGAGEMENT	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>10-Ressources Propres</b>	<b>13 028,2</b>	<b>13 119,6</b>	<b>13 119,6</b>	<b>10 506,4</b>	<b>80,1%</b>	<b>9 705,4</b>	<b>9 240,9</b>	<b>95,2%</b>	<b>78,7%</b>
ETAT	13 028,2	13 119,6	13 119,6	10 506,4	80,1%	9 705,4	9 240,9	95,2%	78,7%
<b>20-Droits et Taxes à l'Importation</b>	<b>103,0</b>	<b>103,0</b>	<b>103,0</b>	<b>76,9</b>	<b>74,7%</b>	<b>72,9</b>	<b>60,3</b>	<b>82,8%</b>	<b>97,0%</b>
ETAT	103,0	103,0	103,0	76,9	74,7%	72,9	60,3	82,8%	97,0%
<b>30-Taxes sur les valeurs ajoutées</b>	<b>19,0</b>	<b>19,0</b>	<b>19,0</b>	<b>7,3</b>	<b>38,5%</b>	<b>7,3</b>	<b>3,4</b>	<b>46,3%</b>	<b>37,0%</b>
ETAT	19,0	19,0	19,0	7,3	38,5%	7,3	3,4	46,3%	37,0%
<b>40-Fonds de Contrevaleur</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>4,1%</b>
JAPON	6,4	6,4	6,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	4,6%
<b>60-Subventions</b>	<b>1 193,9</b>	<b>1 016,9</b>	<b>1 142,5</b>	<b>1 090,8</b>	<b>95,5%</b>	<b>314,6</b>	<b>236,4</b>	<b>75,2%</b>	<b>30,2%</b>
AFD	81,9	95,3	95,3	62,2	65,2%	28,1	23,5	83,7%	39,8%
ALLEMAGNE	57,5	52,8	52,8	12,3	23,2%	0,7	0,2	29,7%	30,9%
ARC	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
BAD/FAT	7,9	8,9	8,9	7,6	86,4%	0,5	0,5	92,3%	13,0%
BADEA	0,0	1,2	1,2	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
BADFAE	2,5	2,5	2,5	8,7	356,3%	4,2	4,2	100,0%	0,0%
BEI	3,0	3,0	3,0	35,9	1193,6%	5,8	5,8	100,0%	0,0%
CHINE	26,5	26,5	26,5	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
CIR					-			-	0,0%
COREE DU SUD	9,7	9,7	9,7	3,1	32,4%	1,4	1,4	100,0%	4,4%
FAD	28,4	24,3	24,3	65,9	271,4%	53,7	52,3	97,3%	29,0%
FAO	4,4	4,4	4,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
FIDA	23,3	18,7	18,7	38,3	205,1%	20,3	18,2	89,4%	67,2%
FNUAP	42,2	24,6	24,6	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
FOCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
GAVI	0,0	1,5	1,5	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
GEF	22,0	22,0	22,0	28,9	131,5%	6,8	6,8	99,4%	9,4%
GFATM	26,3	26,3	26,3	2,6	9,8%	0,3	0,0	1,5%	0,9%
IDA	183,3	171,0	296,7	667,1	224,9%	163,7	121,0	73,9%	117,5%
INDE	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
JAPON	25,2	25,2	25,2	0,5	2,1%	0,0	0,0	100,0%	101,4%
JHPIEGO	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
NORVEGE	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
OIBT	0,2	0,2	0,2	0,2	110,0%	0,0	0,0	-	0,0%
OMS	36,1	36,1	36,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
ONUDI	36,1	6,0	6,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PAM	103,6	99,8	99,8	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PNUD	3,2	4,2	4,2	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
UE	233,7	173,2	173,2	125,3	72,4%	3,1	2,5	82,9%	23,0%
UNICEF	79,9	48,6	48,6	5,2	10,7%	0,0	0,0	-	0,0%
USAID	156,3	128,1	128,1	27,1	21,1%	25,9	0,0	0,0%	0,1%

FINANCEMENT - PTF	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENGAGEMENT	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>70-Emprunts Etat (incluant les AEP)</b>	<b>2 265,8</b>	<b>1 744,2</b>	<b>1 744,2</b>	<b>3 207,6</b>	<b>183,9%</b>	<b>913,5</b>	<b>650,6</b>	<b>71,2%</b>	<b>69,2%</b>
ABU D'HABI	19,1	3,9	3,9	28,6	727,3%	0,0	0,0	-	0,0%
AFD	118,3	109,9	109,9	192,7	175,4%	70,1	53,9	76,9%	92,3%
ARABIE SAOUDITE	35,3	33,6	33,6	44,3	131,7%	6,5	6,4	98,5%	19,5%
BAD/FAT	60,7	35,7	35,7	87,7	245,8%	21,6	19,8	92,0%	73,0%
BADEA	55,3	39,5	39,5	38,1	96,6%	6,0	5,6	93,5%	22,5%
BEI	218,5	224,5	224,5	344,0	153,2%	72,1	23,1	32,1%	68,0%
BELGIQUE	5,6	13,9	13,9	31,4	225,7%	18,8	18,8	100,0%	0,0%
BPI FRANCE	11,8	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
CHINE	301,3	211,3	211,3	240,2	113,7%	130,9	21,2	16,2%	115,2%
COREE DU SUD	5,7	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
DB	6,3	3,0	3,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
ESPAGNE	10,3	5,8	5,8	7,2	123,0%	2,2	2,4	109,5%	109,9%
FAD	120,8	112,1	112,1	135,6	120,9%	34,3	34,2	99,8%	35,2%
FIDA	59,6	60,0	60,0	70,2	117,0%	34,2	32,5	95,2%	65,7%
FSN	11,7	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
IDA	679,2	619,2	619,2	1 625,0	262,4%	497,4	412,9	83,0%	89,3%
INDE	13,6	11,7	11,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
JAPON	273,1	170,6	170,6	286,2	167,8%	15,0	15,0	100,0%	100,0%
KOWEIT	23,8	7,9	7,9	12,1	154,0%	0,0	0,0	-	0,0%
OPEP	76,1	39,1	39,1	64,3	164,2%	4,8	4,8	100,0%	19,4%
TDB	159,6	38,6	38,6	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
TF	0,0	3,9	3,9	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
<b>Total général</b>	<b>16 616,3</b>	<b>16 008,9</b>	<b>16 134,6</b>	<b>14 889,1</b>	<b>92,3%</b>	<b>11 013,6</b>	<b>10 191,6</b>	<b>92,5%</b>	<b>73,8%</b>

Source : Situation SIIGFP du 25/01/2021

Le tableau ci-dessus donne la répartition par financement du budget, tous cadres confondus. Concernant les emprunts, 2 521,7 Milliards Ariary sont inscrits au niveau du Budget Général au titre des investissements du Gouvernement et 239,4 Milliards Ariary sont enregistrés au niveau des Comptes particuliers du Trésor au titre des Autres Emprunts Publics (AEP). Ces AEP sont des emprunts rétrocédés par le Gouvernement à des organismes comme le port de Toamasina et destinés à financer des investissements.

La répartition des engagements par financement et par bailleur permet de constater que le dépassement au niveau des Financements Extérieurs provient de l'exécution des emprunts. En effet, seuls les financements sur emprunt affichent un dépassement avec un niveau d'engagement de 183,9%.

Les procédures de régularisation ne sont pas encore closes pour ces dépenses. Ainsi, ce niveau d'engagement sera mis à jour ultérieurement à la suite de opérations de dégagement ou de prise en charge dans les écritures des comptes.

Pour les subventions, bien que le niveau global ne soit pas en dépassement, l'exécution au niveau de quelques bailleurs affichent des dépassements dont le plus important est celui de l'IDA, prévu à 171 Milliards Ariary mais engagé à hauteur de 667,1 Milliards Ariary. Ceci s'explique par un décret d'avances adopté au profit du Ministère de la Santé Publique dans le cadre du projet d'appui à l'acquisition de vaccins dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 et du projet Renforcement du Système de Santé.

## 4 | EXECUTION DU BUDGET GENERAL PAR INSTITUTION/MINISTERE

Tableau 4 : Exécution du Budget Général par institution/ministère

En milliards Ariary

FINANCEMENT – MINISTERE/INSTITUTION	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENGAGEMENT	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>Financement externe (PIP Externe)</b>	<b>3 167,0</b>	<b>2 521,7</b>	<b>2 647,3</b>	<b>3 963,3</b>	<b>149,7%</b>	<b>1 164,2</b>	<b>872,0</b>	<b>74,9%</b>	<b>49,8%</b>
PRESIDENCE	29,8	34,0	34,0	33,0	97,2%	12,5	11,0	88,1%	17,2%
PRIMATURE	197,6	198,5	198,5	428,1	215,7%	220,0	231,7	105,3%	283,9%
MID	44,4	32,7	32,7	33,2	101,5%	5,0	4,7	95,0%	100,1%
MINJUS	10,6	10,6	10,6	7,2	67,7%	0,0	0,0	-	31,0%
MEF	258,7	219,8	219,8	329,6	149,9%	143,7	119,6	83,2%	52,1%
MINTOUR	0,0	0,0	2,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
MICA	131,4	24,1	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
MCC	1,1	1,1	1,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
MICC	0,0	0,0	24,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
MAEP	458,1	398,8	82,0	93,0	113,4%	93,0	93,7	100,7%	43,4%
MEDD	49,6	30,6	30,6	32,2	105,4%	6,1	2,8	45,2%	1,8%
MPEB	0,0	0,0	34,1	76,4	224,1%	10,2	7,4	72,1%	-
MINAE	0,0	0,0	282,7	595,7	210,7%	72,4	64,5	89,2%	-
MEH	210,1	159,8	159,8	392,5	245,6%	55,2	52,3	94,7%	75,6%
MEAH	96,4	37,3	37,3	34,7	92,9%	30,1	4,2	14,0%	0,0%
MDNTDPT	0,0	0,0	17,7	43,7	247,0%	43,7	0,0	0,0%	-
MATTP	1 049,1	847,6	86,7	106,0	122,2%	106,0	106,0	100,0%	63,1%
MTTM	14,6	7,1	0,0	0,0	-!	0,0	0,0	-	0,0%
MTP	0,0	0,0	611,0	944,3	154,5%	159,2	74,0	46,5%	-
MATSF	0,0	0,0	149,9	284,9	190,1%	56,1	38,9	69,4%	-
MPTDN	39,8	17,7	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
MTM	0,0	0,0	4,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
MINSAN	387,5	326,2	451,9	214,5	47,5%	79,3	13,6	17,1%	14,1%
MJS	4,0	4,0	4,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
MPPSPF	18,0	18,0	18,0	8,2	45,7%	3,4	2,7	78,4%	9,6%
MENETP					-			-	58,0%
MEN	146,4	134,7	134,7	295,3	219,2%	63,3	40,1	63,4%	19,7%
METFP	12,3	13,0	13,0	10,6	81,7%	4,8	4,8	100,0%	0,0%
MESRS	7,5	6,0	6,0	0,1	1,2%	0,1	0,1	100,0%	-
<b>Financement interne (Intérêt de la dette, dépendances du personnel, fonctionnement et PIP interne)</b>	<b>8 322,6</b>	<b>8 504,2</b>	<b>8 504,2</b>	<b>7 775,9</b>	<b>91,4%</b>	<b>7 621,0</b>	<b>7 167,1</b>	<b>94,0%</b>	<b>93,7%</b>
PRESIDENCE	162,1	163,9	147,8	132,1	89,4%	127,6	122,8	96,3%	97,3%
SENAT	16,6	16,5	15,9	15,8	99,0%	15,7	15,3	97,0%	99,3%
AN	50,7	54,8	67,0	66,7	99,6%	66,7	66,2	99,2%	99,9%
HCC	9,2	9,1	8,5	8,4	98,5%	8,3	6,8	82,2%	98,5%
PRIMATURE	66,6	65,2	52,5	47,6	90,7%	46,9	41,9	89,2%	96,3%
CFM	7,8	7,8	7,8	7,3	94,5%	7,3	6,4	87,0%	99,3%
CENI	15,0	14,8	12,7	12,6	98,9%	12,6	10,6	84,1%	99,4%
MAE	84,5	82,7	79,3	73,5	92,6%	73,2	67,6	92,4%	85,6%
MDN	390,0	378,4	358,4	340,8	95,1%	340,6	322,5	94,7%	98,2%
SEG	317,7	309,5	322,1	319,7	99,2%	319,6	313,8	98,2%	100,0%
MID	350,2	327,7	333,8	287,4	86,1%	286,7	237,2	82,7%	99,2%
MSP	202,8	195,0	194,5	176,5	90,7%	176,3	158,7	90,0%	98,6%
MINJUS	208,8	190,8	176,0	163,6	92,9%	162,3	145,0	89,3%	99,0%
MEF	3 516,0	4 013,4	4 316,1	3 961,2	91,8%	3 856,3	3 764,6	97,6%	91,9%
MTEFPLS	28,6	25,7	25,9	23,7	91,5%	23,7	22,7	95,8%	99,7%
MINTOUR	0,0	0,0	1,3	1,0	75,4%	1,0	0,6	66,6%	-
MICA	78,0	75,3	41,2	39,5	95,7%	39,3	38,8	98,8%	93,4%
MCC	37,7	25,7	33,8	31,7	93,7%	31,7	28,3	89,2%	98,0%

FINANCEMENT – MINISTÈRE/INSTITUTION	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENGAGEMENT	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
MAM	0,0	0,0	0,7	0,6	85,5%	0,6	0,0	0,0%	-
MICC	0,0	0,0	5,0	3,5	70,8%	3,5	2,6	73,6%	-
MAEP	86,8	74,4	41,3	36,2	87,7%	36,2	35,4	97,7%	95,3%
MEDD	37,3	27,5	26,3	23,6	89,8%	23,3	20,6	88,3%	96,0%
MPEB	0,0	0,0	6,9	6,2	89,1%	5,1	4,5	89,1%	-
MINAE	0,0	0,0	14,0	13,0	93,1%	6,3	4,9	77,7%	-
MEH	26,3	6,7	6,6	4,6	70,2%	4,6	4,2	90,5%	83,1%
MEAH	65,3	28,5	24,6	24,1	97,9%	23,1	12,1	52,3%	68,4%
MMRS	21,2	17,7	17,0	14,2	84,0%	14,1	11,9	84,5%	99,1%
MDNTDPT	0,0	0,0	0,2	0,2	72,1%	0,2	0,1	66,7%	-
MATTP	309,2	257,2	32,1	28,9	89,9%	28,8	27,8	96,3%	92,4%
MTTM	44,1	133,4	13,5	11,7	87,0%	11,5	11,1	96,6%	96,5%
SCNVHPR	0,0	0,0	18,2	17,2	94,5%	17,2	6,7	38,9%	-
MTP	0,0	0,0	95,6	95,1	99,5%	92,0	33,9	36,8%	-
MATSF	0,0	0,0	3,5	2,6	75,4%	2,0	0,8	42,3%	-
MPTDN	8,1	2,9	1,7	1,0	61,4%	1,0	1,0	95,8%	79,1%
MTM	0,0	0,0	112,2	111,1	99,0%	111,1	111,0	99,9%	-
MINSAN	376,3	331,5	336,9	297,8	88,4%	295,4	263,1	89,1%	95,0%
MJS	155,9	145,9	52,5	47,6	90,5%	47,5	47,0	98,9%	98,8%
MPPSPF	26,2	38,1	31,1	29,6	95,0%	29,2	17,0	58,3%	87,0%
MENETP					-			-	99,3%
MEN	1 261,4	1 146,8	1 181,1	1 033,5	87,5%	1 011,8	934,5	92,4%	86,6%
METFP	58,4	49,0	49,6	46,4	93,4%	45,9	41,2	89,8%	95,8%
MESRS	296,7	281,6	232,1	212,1	91,4%	208,7	200,1	95,9%	88,9%
CNIDH	1,6	1,2	1,0	1,0	100,0%	1,0	1,0	100,0%	100,0%
HCDDED	1,8	1,8	1,9	1,9	100,0%	1,9	1,9	100,0%	100,0%
HCJ	3,8	3,7	3,7	3,1	83,9%	3,1	3,0	97,3%	92,0%
<b>Total général</b>	<b>11 489,6</b>	<b>11 025,8</b>	<b>11 151,5</b>	<b>11 739,2</b>	<b>105,3%</b>	<b>8 785,2</b>	<b>8 039,2</b>	<b>91,5%</b>	<b>83,2%</b>

Source : Situation SIIGFP du 25/01/2022

En ce qui concerne l'exécution du Budget Général au niveau des Institutions et Ministères, pour les dépenses financées sur ressources propres (intérêt de la dette, dépenses du personnel, fonctionnement et investissement interne), les statistiques affichent un taux global d'engagement qui s'élève à 91,4% contre un niveau de 93,7% en 2020.

Au niveau de chaque Ministère et Institution, en faisant abstraction des Ministères dissouts :

- 25 Ministères et Institutions ont un taux d'engagement d'au moins 90% ;
- 11 Ministères et institutions ont un taux d'engagement entre 75% et 90% ;
- 3 Ministères ont un taux d'engagement de 70,2% à 72,1%.

Deux des 3 ministères ayant les plus faibles niveaux d'engagement sont de nouveaux ministères restructurés, formés lors du dernier remaniement gouvernemental.

Ces faibles niveaux d'engagement sont dus notamment aux très faibles exécutions des investissements internes. Le nouveau ministère des Postes, ainsi que le Ministère de l'Energie n'ont effectué aucun engagement sur les investissements, le nouveau ministère de l'Industrie n'a engagé que 31,1% des crédits d'investissement.

En ce qui concerne les dépenses financées sur ressources externes (PIP externes), l'achèvement des procédures de régularisation est nécessaire pour apprécier le niveau réel des dépenses exécutées.

## 5 | EXECUTION PAR PROGRAMME

**Tableau 5 : Exécution par programme (fonctionnement et PIP interne)**

En milliards Ariary

PROGRAMMES	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENGAGEMENT	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
> Action sociale et développement	6,4	6,3	6,3	5,6	88,1%	5,6	5,2	94,2%	75,1%
> Administration et Coordination	858,6	557,8	490,4	438,6	89,4%	431,9	387,2	89,7%	91,5%
> Administration judiciaire	11,8	11,5	10,6	10,4	97,9%	10,0	8,8	88,2%	98,3%
> Administration pénitentiaire	53,1	53,0	39,1	38,8	99,3%	38,7	27,5	71,1%	95,0%
> Administration Territoriale	85,6	85,0	85,9	65,9	76,7%	65,6	46,2	70,5%	99,4%
> Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme	0,2	0,2	0,8	0,7	83,0%	0,7	0,5	65,6%	86,5%
> Agriculture	26,0	24,8	13,2	12,9	97,8%	6,3	5,6	89,1%	89,1%
> Aménagement et développement du secteur tourisme	2,1	1,9	0,6	0,6	100,0%	0,5	0,5	96,8%	97,8%
> Aménagement et équipement des villes	0,8	0,8	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	98,4%
> Appui à la gouvernance et à l'Etat de droit	21,6	22,0	17,8	15,8	88,5%	15,7	14,2	90,6%	98,3%
> Appui au développement	27,3	27,3	14,7	13,6	92,6%	13,4	10,8	80,5%	92,1%
> Appui au développement social et économique	3,9	3,7	3,4	2,9	85,6%	2,9	2,3	78,2%	99,5%
> Armée de l'Air	1,1	1,1	1,1	1,1	100,0%	1,1	1,1	99,8%	100,0%
> Armée de Terre	14,7	14,7	14,7	14,7	99,9%	14,7	13,2	89,8%	99,9%
> Artisanat	5,4	5,4	0,3	0,3	100,0%	0,3	0,3	99,1%	31,5%
> Commerce Extérieur	1,6	1,6	1,0	0,1	12,9%	0,1	0,1	84,0%	95,6%
> Commerce Intérieur	3,3	3,3	0,8	0,8	99,9%	0,8	0,8	98,5%	66,8%
> Contrôle Budgétaire et Financière	2,3	2,3	2,3	2,1	92,5%	2,0	1,5	73,4%	93,5%
> Contrôle externe des Finances Publiques	0,8	0,6	0,6	0,6	86,0%	0,6	0,5	83,6%	97,1%
> Coopération internationale et développement économique	0,1	0,1	0,1	0,1	100,0%	0,1	0,1	100,0%	100,0%
> Culture	7,2	6,9	9,8	9,8	99,7%	9,8	7,7	78,4%	96,9%
> Décentralisation et Développement Local	199,1	199,0	199,7	180,8	90,5%	180,8	156,9	86,8%	98,6%
> Démocratie	1,8	1,8	1,9	1,9	100,0%	1,9	1,9	100,0%	100,0%
> Développement de la pêche et des ressources halieutiques	5,6	5,6	7,5	6,9	91,5%	5,8	5,4	93,1%	95,4%
> Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	21,8	21,8	16,6	16,6	100,0%	15,6	5,2	33,1%	67,4%
> Développement des infrastructures					-			-	95,7%
> Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales	0,3	0,3	0,3	0,3	98,9%	0,3	0,2	84,1%	74,9%
> Développement des infrastructures Radio et Télévision	0,0	0,0	6,1	6,1	100,0%	6,1	5,9	97,0%	100,0%
> Développement des infrastructures routières	192,9	192,9	94,3	94,2	99,9%	91,0	33,2	36,4%	96,5%
> Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales				-			-	73,7%	73,7%
> Développement du secteur Minier	1,1	1,1	1,1	1,0	92,8%	1,0	0,8	76,7%	99,3%
> Développement du secteur pétrolier	0,7	0,7	0,7	0,7	95,3%	0,7	0,6	84,2%	99,7%
> Développement du secteur pétrolier et des biocarburants	0,0	0,0	0,0	0,0	99,7%	0,0	0,0	95,9%	98,8%
> Développement du Secteur Privé	0,1	0,1	0,1	0,1	99,9%	0,1	0,1	92,2%	100,0%
> Développement météorologique	1,4	1,2	1,1	0,7	66,3%	0,7	0,7	91,0%	92,9%
> Diplomatie et Coopération	9,5	8,5	7,7	15,6	203,3%	15,5	15,2	98,5%	172,9%
> Domaine et sécurisation foncière					-			-	96,8%
> Douanes	2,5	2,2	2,2	1,6	72,3%	1,6	1,4	89,5%	98,3%



PROGRAMMES	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENGAGEMENT	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
> Economie	1,3	1,0	1,0	0,9	84,7%	0,9	0,8	93,1%	98,5%
> Education Electorale et Communication	0,2	0,2	0,2	0,2	99,8%	0,2	0,1	26,4%	99,5%
> Education fondamentale de 9 ans	288,7	181,9	220,1	144,4	65,6%	124,4	80,5	64,7%	83,7%
> Education non formelle	0,5	0,5	0,1	0,1	98,5%	0,1	0,1	95,9%	75,4%
> Education préscolaire	3,3	5,4	5,3	5,3	99,4%	5,3	3,0	56,9%	77,7%
> Elevage	1,5	1,4	0,5	0,4	82,8%	0,4	0,3	76,3%	99,6%
> Enseignement secondaire générale	11,6	11,8	14,1	11,3	80,1%	11,3	3,1	27,7%	43,6%
> Enseignement Supérieur	50,6	45,5	37,6	37,5	99,6%	34,1	32,8	96,3%	98,6%
> Enseignement Technique et Professionnel	8,1	6,4	8,3	6,9	82,8%	6,8	4,1	60,1%	-
> Formation	1,7	1,7	1,7	1,7	99,7%	1,7	1,5	85,9%	99,7%
> Formation et réforme	12,4	6,2	6,0	6,0	99,9%	6,0	6,0	99,4%	99,7%
> Formation Professionnelle	0,6	0,6	0,6	0,6	99,5%	0,6	0,5	84,5%	-
> Formation Professionnelle et Technique					-			-	90,0%
> Fourniture des soins de santé de qualité	82,7	81,1	72,7	72,2	99,3%	70,1	46,7	66,7%	89,7%
> Genre et développement	1,4	2,7	1,7	1,7	100,0%	1,6	0,4	24,1%	100,0%
> Gestion des Risques et des Catastrophes					-			-	100,0%
> Gestion du Budget	1 578,6	2 101,4	2 398,4	2 271,3	94,7%	2 263,7	2 227,7	98,4%	93,1%
> Gestion du patrimoine routier	0,1	0,1	0,3	0,2	65,7%	0,2	0,2	79,6%	20,9%
> Gestion durable des ressources naturelles	2,9	2,4	2,4	2,3	93,2%	2,3	2,0	90,7%	128,4%
> Gestion Financière du Personnel de l'Etat	15,3	15,5	15,5	9,5	61,3%	8,9	6,3	71,4%	96,3%
> Gestion Fiscale	4,8	4,5	4,5	4,3	95,8%	4,2	3,1	74,5%	99,4%
> Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat	6,3	6,3	5,8	5,7	98,9%	5,7	5,5	95,6%	98,4%
> Gouvernance Responsable	35,6	39,8	50,9	50,7	99,6%	50,6	51,5	101,6%	99,9%
> Industrie	14,3	14,3	1,1	0,6	55,8%	0,6	0,5	79,5%	95,2%
> Intervention spéciale et/ou mixte	6,7	6,7	6,7	6,4	95,5%	6,4	6,3	98,7%	99,9%
> Jeunesse et Loisirs	5,6	5,5	5,1	5,1	99,9%	5,1	5,3	103,1%	80,4%
> Lutte contre les maladies	2,7	2,5	1,5	1,5	98,2%	1,5	1,3	86,3%	61,3%
> Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes malagasy	0,1	0,1	0,1	0,1	93,5%	0,1	0,1	74,2%	99,2%
> Marine Nationale	1,4	1,4	1,4	1,4	100,0%	1,4	1,4	99,4%	100,0%
> Média	0,0	0,0	0,0	0,0	99,9%	0,0	0,0	100,0%	99,3%
> Mise en Œuvre du Processus Electoral	6,8	6,8	4,7	4,6	99,4%	4,6	3,4	74,3%	100,0%
> Nouvelles Villes et Logements	22,7	22,9	16,2	16,2	100,0%	16,2	7,1	43,6%	23,0%
> Pilotage de la politique de défense	29,6	29,1	22,6	22,4	99,0%	22,2	12,2	55,2%	99,7%
> Pilotage et coordination, appui, mise en œuvre, suivi et contrôle des actions gouvernementales	10,4	10,2	9,5	9,2	96,8%	8,9	8,5	95,5%	99,1%
> Planification	0,1	0,1	0,1	0,1	99,9%	0,1	0,1	100,0%	100,0%
> Population et développement	2,8	5,0	2,2	2,2	99,5%	2,0	0,7	36,8%	99,9%
> Pouvoir Juridictionnel à l'endroit des Hautes Personnalités/Gouvernants	3,0	3,0	3,0	2,7	91,1%	2,7	2,6	97,5%	99,9%
> Promotion de l'inspection et de l'administration du Travail	0,3	0,3	0,3	0,2	90,5%	0,2	0,2	93,4%	97,5%
> Promotion de l'intégrité	0,5	0,5	0,5	0,4	94,3%	0,4	0,3	83,4%	99,6%
> Promotion et protection des Droits de l'Homme	0,6	0,4	0,4	0,4	100,0%	0,4	0,4	100,0%	100,0%
> Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent	0,3	0,3	0,3	0,3	93,4%	0,3	0,3	94,2%	97,4%
> Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail	0,1	0,1	0,1	0,1	92,0%	0,1	0,1	99,2%	92,2%

PROGRAMMES	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENGAGEMENT	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
> Promouvoir une fonction publique professionnelle moderne, intègre et centrée sur le service public	0,3	0,3	0,3	0,3	77,4%	0,3	0,2	94,3%	97,1%
> Protection sociale	2,6	7,6	6,0	6,0	100,0%	6,0	0,5	7,8%	47,5%
> Recherche Scientifique	0,3	0,3	0,3	0,3	97,6%	0,3	0,3	84,5%	97,2%
> Réconciliation Nationale	0,9	0,9	0,9	0,7	79,6%	0,7	0,5	66,9%	97,4%
> Réforme de l'Administration	0,0	0,0	0,0	0,0	43,3%	0,0	0,0	100,0%	100,0%
> Réformes Administratives	0,3	0,3	0,3	0,3	99,5%	0,3	0,3	77,9%	96,2%
> Répression des actes de corruption	3,5	3,4	3,4	2,7	78,8%	2,6	2,6	99,3%	98,2%
> SECURITE ET ORDRE PUBLICS	8,9	8,6	8,6	8,5	99,2%	8,5	7,9	92,6%	99,6%
> Sécurité publique	25,6	25,4	25,4	25,3	99,7%	25,2	18,3	72,7%	87,5%
> Sports	133,0	124,3	31,4	28,9	91,9%	28,8	28,7	99,8%	99,4%
> Surveillance du territoire et renseignements généraux	6,4	6,4	6,4	6,1	95,8%	6,1	4,0	66,3%	100,0%
> Survie et développement de la mère et de l'enfant	4,5	4,5	18,9	18,9	100,0%	18,9	18,6	98,5%	99,4%
> Transports Maritime, Fluvial et Aérien	2,5	2,4	1,1	0,9	82,1%	0,9	0,9	99,1%	87,5%
> Transports Routier et Ferroviaire	5,4	115,6	111,2	110,9	99,7%	110,9	110,9	100,0%	96,5%
> Trésor	900,5	935,5	935,5	766,6	81,9%	761,2	729,9	95,9%	96,9%
<b>Total général</b>	<b>4 881,7</b>	<b>5 126,6</b>	<b>5 126,6</b>	<b>4 645,7</b>	<b>90,6%</b>	<b>4 585,0</b>	<b>4 212,2</b>	<b>91,9%</b>	<b>93,4%</b>

Source : Situation SIIGFP du 25/01/2022

Au niveau des engagements par programme, en ne tenant compte que des dépenses de fonctionnement et investissement sur financement interne, il est à remarquer le dépassement au niveau du programme « Diplomatie et Coopération » auprès du Ministère des Affaires Etrangères avec un niveau d'engagement de 203,3%. Ce dépassement est dû au fait que certaines dépenses de ce ministère ont un caractère évaluatif. Ainsi, les dépenses ont été doublées par rapport aux prévisions.

Cependant, bien que ces dépenses aient un caractère obligatoire, le dépassement de l'exécution augmente le déficit budgétaire. Des instructions ont été émises lors de la préparation du budget 2022 pour rapprocher au mieux les prévisions et l'exécution.

Pour l'ensemble des programmes, la majorité des programmes ont atteint un niveau d'engagement d'au moins 75%. Seuls 8 programmes ont réalisé moins de 75% et dont un seul à un taux de 12,9%.

Tableau 6 : Exécution par programme : PIP sur financement externe

En milliards Ariary

PROGRAMMES	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
> Administration et Coordination	224,3	199,6	196,8	217,7	110,6%	85,9	64,2	74,6%	28,0%
> Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme	0,0	0,0	2,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
> Agriculture	401,6	364,7	364,7	688,7	188,9%	165,4	158,2	95,7%	46,4%
> Aménagement et équipement des villes	176,7	177,3	177,9	316,4	177,8%	87,6	70,6	80,6%	88,6%
> Appui à la gouvernance et à l'Etat de droit	16,4	20,5	20,5	28,8	141,0%	9,4	8,2	87,0%	41,6%
> Appui au développement	197,6	198,5	198,5	428,1	215,7%	220,0	231,7	105,3%	283,9%
> Appui au développement social et économique	13,5	13,5	13,5	4,2	30,8%	3,0	2,8	91,5%	10,0%
> Commerce Extérieur	73,9	6,7	6,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Décentralisation et Développement Local	40,9	29,2	29,2	33,2	113,6%	5,0	4,7	95,0%	131,1%
> Développement de la pêche et des ressources halieutiques	56,5	34,1	34,1	76,4	224,1%	10,2	7,4	72,1%	21,0%
> Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement	96,4	37,3	37,3	34,7	92,9%	30,1	4,2	14,0%	0,0%
> Développement des infrastructures	150,5	81,3	80,7	27,7	34,3%	21,2	21,2	100,0%	61,2%
> Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales	210,1	159,8	159,8	392,5	245,6%	55,2	52,3	94,7%	75,6%
> Développement des infrastructures routières	718,2	585,3	585,3	990,9	169,3%	212,3	127,1	59,9%	57,0%
> Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales	39,8	17,7	17,7	43,7	247,0%	43,7	0,0	0,0%	0,0%
> Domaine et sécurisation foncière	1,0	1,0	1,0	0,2	19,0%	0,2	0,0	0,0%	0,0%
> Education fondamentale de 9 ans	146,4	134,7	134,7	295,3	219,2%	63,3	40,1	63,4%	36,0%
> Enseignement Supérieur	7,5	6,0	6,0	0,1	1,2%	0,1	0,1	100,0%	-
> Formation Professionnelle	6,0	6,0	6,0	10,6	178,2%	4,8	4,8	100,0%	-
> Formation Professionnelle et Technique					-			-	0,0%
> Fourniture des soins de santé de qualité	24,0	12,7	12,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Genre et développement	2,4	2,4	2,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Gestion des Risques et des Catastrophes					-			-	-
> Gestion durable des ressources naturelles	49,6	30,6	30,6	32,2	105,4%	6,1	2,8	45,2%	1,8%
> Industrie	57,5	17,4	17,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Jeunesse et Loisirs	3,1	3,1	3,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Lutte contre les maladies	184,2	159,7	159,7	1,6	1,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Média	1,1	1,1	1,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Population et développement	5,5	5,5	5,5	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Protection sociale	10,0	10,1	10,1	8,2	81,8%	3,4	2,7	78,4%	19,1%
> Sports	0,9	0,9	0,9	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Survie et développement de la mère et de l'enfant	174,1	148,7	274,3	213,0	77,6%	79,3	13,6	17,1%	31,2%
> Transports Maritime, Fluvial et Aérien	3,9	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
> Transports Routier et Ferroviaire	8,0	4,1	4,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
> Trésor	65,5	52,0	52,0	119,1	229,0%	57,8	55,5	96,0%	105,3%
<b>Total général</b>	<b>3 167,0</b>	<b>2 521,7</b>	<b>2 647,3</b>	<b>3 963,3</b>	<b>149,7%</b>	<b>1 164,2</b>	<b>872,0</b>	<b>74,9%</b>	<b>49,8%</b>

Source : Situation SIIGFP du 25/01/2022

## 6 | EXECUTION DU BUDGET GENERAL PAR SECTEUR

Tableau 7 : Exécution du Budget Général par secteur

En milliards Ariary

FINANCEMENT - SECTEUR	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>Financement externe</b>	<b>3 167,0</b>	<b>2 521,7</b>	<b>2 647,3</b>	<b>3 963,3</b>	<b>149,7%</b>	<b>1 164,2</b>	<b>872,0</b>	<b>74,9%</b>	<b>49,8%</b>
Administratif	501,9	468,0	468,0	797,9	170,5%	376,2	362,3	96,3%	95,2%
Education hors MEN	19,9	19,0	19,0	10,7	56,2%	4,9	4,9	100,0%	0,0%
Infrastructure	1 313,6	1 032,3	1 029,5	1 771,4	172,1%	420,2	271,1	64,5%	64,1%
Productif	639,1	453,5	456,2	797,4	174,8%	181,7	168,4	92,7%	36,1%
Sécurité et Administration du Territoire	44,4	32,7	32,7	33,2	101,5%	5,0	4,7	95,0%	100,1%
Social	648,1	516,3	641,9	552,7	86,1%	176,2	60,6	34,4%	17,2%
<b>Financement interne (solde, fonctionnement, investissement interne)</b>	<b>7 840,1</b>	<b>8 068,2</b>	<b>8 068,2</b>	<b>7 347,9</b>	<b>91,1%</b>	<b>7 283,8</b>	<b>6 840,2</b>	<b>93,9%</b>	<b>95,2%</b>
Administratif	3 884,2	4 386,9	4 566,6	4 169,7	91,3%	4 148,6	4 024,0	97,0%	95,0%
Education hors MEN	355,1	330,7	281,7	258,4	91,7%	254,6	241,4	94,8%	89,6%
Infrastructure	387,6	400,3	283,6	272,5	96,1%	268,5	196,6	73,2%	92,2%
Productif	223,3	194,8	153,7	137,9	89,7%	129,4	119,4	92,2%	95,4%
Sécurité et Administration du Territoire	1 260,6	1 210,6	1 208,8	1 124,3	93,0%	1 123,2	1 032,2	91,9%	99,0%
Social	1 729,2	1 544,9	1 573,7	1 385,0	88,0%	1 359,5	1 226,6	90,2%	94,0%
<b>Total général</b>	<b>11 007,1</b>	<b>10 589,9</b>	<b>10 715,5</b>	<b>11 311,1</b>	<b>105,6%</b>	<b>8 448,0</b>	<b>7 712,3</b>	<b>91,3%</b>	<b>83,8%</b>

Source : Situation SIIGFP du 25/01/2022

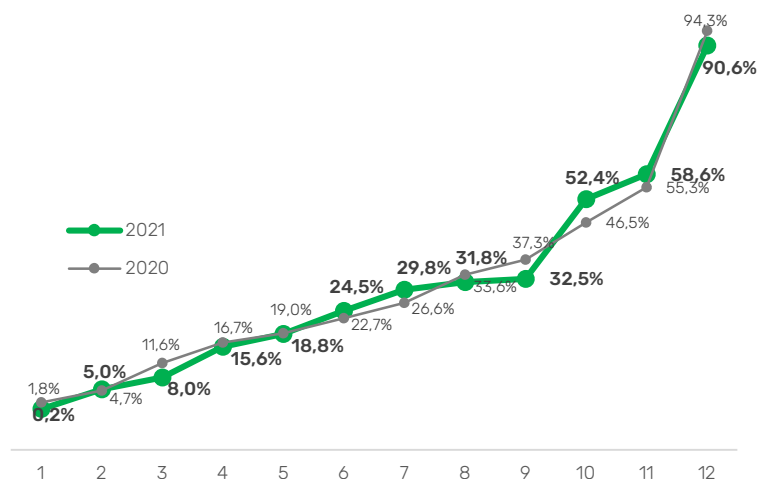
La structuration par secteur adoptée dans le tableau ci-dessus est conforme à celle du FMI en ce qui concerne le secteur Social. En effet, ledit secteur est formé par les quatre ministères retenus par le FMI, à savoir le Ministère de l'Eau, le Ministère de la Santé, le Ministère de la Population et le Ministère de l'Education Nationale.

Pour les engagements par secteur du Budget Général, pour les dépenses sur financement interne (solde, fonctionnement, investissement interne), les secteurs Education hors MEN et secteur infrastructure affichent une meilleure performance par rapport à l'année 2020.

La contreperformance du secteur social est à remarquer, fait dû à un niveau d'engagement en baisse du Ministère de la Santé Publique, 88,4% en 2021 contre 94,0% en 2020.

## 7 | RYTHME MENSUEL DES ENGAGEMENTS

Figure 2 : Rythme mensuel des engagements Fonctionnement et PIP interne

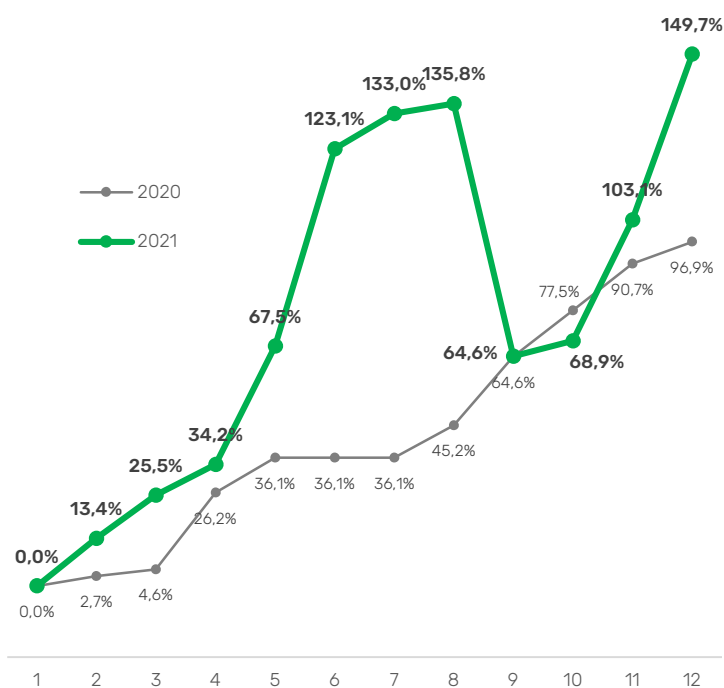


Source : SIIGFP, 25/01/2022

Le graphique ci-contre montre la similitude des tendances entre l'année 2020 et 2021. Pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement sur financement interne, la tendance montre qu'au mois de novembre, moins de 60% des dépenses sont engagées alors que les crédits sont ouverts à 100%.

Au niveau des secteurs, la tendance se rapproche de la tendance générale à l'exception du secteur productif qui affiche un taux d'engagement de plus de 30% dès le mois de février en raison du paiement des contributions internationales au niveau du ministère de l'industrie et du commerce.

Figure 3 : Rythme mensuel des engagements PIP externe



Source : SIIGFP, 25/01/2022

Le graphique ci-après montre l'évolution mensuelle des engagements des crédits d'investissement sur financement extérieur.

En général, l'exercice 2021 accuse un plus fort accroissement, ceci en raison des dispositions instaurant l'engagement global suivant les PTBA.

La baisse significative du taux d'engagement constatée au mois de septembre est due au basculement des crédits suite au remaniement gouvernemental au mois d'Août, nécessitant le dégagement de certaines dépenses pour les ministères ayant fait l'objet de scission.

Par ailleurs, une appréciation effective et une comparaison d'année en année du rythme d'engagement des deux exercices budgétaires ne peuvent être faites qu'après achèvement des opérations de régularisation des dépenses de 2021.

## 8 | SITUATION DES MARCHES, DES MODIFICATIONS DE CREDITS

Tableau 8 : Situation des marchés

Contrats	Nombre	Montant (En milliards Ariary)
Marché de Gré à Gré	81	42,5
Marché sur Appel d'Offres Restreints	28	10
Marché à appel à Manifestation d'Intérêt	93	56,9
Achat direct	2 349	43,8
Marché sur Appel d'Offres National	1 604	1 694,30
Marchés subséquents	56	3,6
Consultation par voie d’Affichage	6 108	238,1
Marchés sur Appel d'Offres Ouvert Pré-Qualifié	4	596,2
<b>TOTAL</b>	<b>10 323</b>	<b>2 685,30</b>

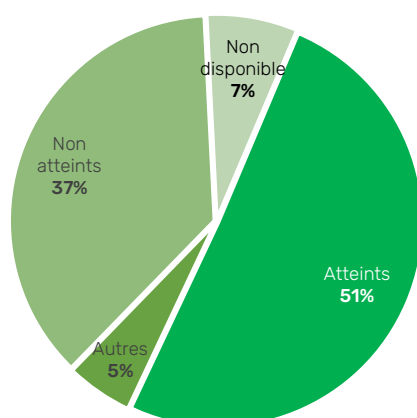
Source : CNM le 03/01/2022

Tableau 9 : Modifications de crédits

Type de modifications de crédits	Nombre
Arrêté d'aménagement	181
Décret de virement de crédits	4
Décret de transferts de crédits	33
Décret d'avances	1

## 9 | REALISATION DES INDICATEURS

Figure 4 : Réalisations des indicateurs



Le graphique ci-contre montre le niveau d'atteinte des indicateurs inscrits dans le document de performance. Ainsi, 51% des indicateurs évalués ont été atteints avec 91,4% de budget engagé.

Le nombre total d'indicateur évalué s'élève à 739 dont 374 atteints et 273 non atteints. Six ministères n'ont pas parvenu leurs évaluations pour le quatrième trimestre.

Par ailleurs, 1064 indicateurs demeurent sans évaluation dans le SIIGFP. Ceci peut s'expliquer par le fait que le système informatique comprend un certain nombre d'indicateurs qui ne sont plus forcément utilisés par les Ministères ou les Institutions.

Source : SIIGFP, 25/01/2022

Sur la qualité des indicateurs, la gestion de performance actuelle à Madagascar consiste à recourir aux indicateurs de résultats pour mesurer la contribution des politiques publiques sur l'amélioration de l'environnement socioéconomique.

Toutefois, le nombre élevé d'indicateur rend l'appréciation plus difficile, d'autant plus que certains indicateurs ne reflètent pas des résultats apportant des changements ou sont difficilement mesurables. Parmi les indicateurs ne reflétant pas des résultats, les plus fréquents sont : nombre de procès-verbaux, de missions, de dossiers traités, de réunion, de formation ...

## 10 | PRINCIPALES REALISATIONS

### SECTEUR ADMINISTRATIF

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- Elaboration du document d'anticipation stratégique face aux risques et menaces, pouvant porter atteinte à la sécurité nationale et de l'Etat et de la Nation (SPDSN) ;
- Elaboration du document cadre d'orientation de la Réforme du Secteur de la Sécurité (SPDSN) ;
- Elaboration en cours du livre Blanc de la Défense avec l'équipe du Ministère de la Défense Nationale (SPDSN) ;
- Réunion de travail avec les responsables de l'Union Africaine et des Systèmes des Nations Unies sur l'élaboration d'une note conceptuelle pour la relance de la RSS (SPDSN) ;
- Formation de cadre du SPDSN sur la maîtrise des risques et le contrôle interne par le DCAF ;
- Formation des formateurs sur la maîtrise des risques et le contrôle interne ;
- Participation du personnel à la formation garde présidentielle tunisienne sur la sécurité nucléaire (SPDSN) ;
- Elaboration du document de Politique de Sécurité Nationale, document de Stratégie de Sécurité Nationale, document de Stratégie Maritime Intégrée avec l'équipe du Ministère de la Défense Nationale et l'Etat Major des Armées (SPDSN) ;
- Exploitation de notes de renseignements journaliers reçus et de notes de synthèses mensuelles sur les incidences sécuritaires dans toute l'île (SPDSN) ;
- Animation et encadrement des personnes vulnérables au VIH SIDA (CNLS) ;
- Approche au PCPER (CNLS) ;
- Approvisionnement des médicaments aux personnes malades du VIH SIDA ;
- Soutien Psychologique et Social des Personne vivant avec le VIH (CNLS) ;
- Etude et recherche sur l'impact des prises en charges psychosocial des Personne vivant avec le VIH (CNLS) ;
- Dépistage massif des grandes villes et Sensibilisation durant Célébration Journée Mondiale du SIDA (CNLS) ;
- Réalisation Team Building et renforcement des capacités des personnels du SE/CNLS et des Médecins Référent ;
- Réunion des coordinations et Forum des partenaires, Suivie et évaluation des activités des Points Focaux et les Services référents ;
- Elaboration de la stratégie de la réforme des marchés publics (PREA) ;
- Mise en place des comités de gestion de la réforme de l'Etat Civil (PREA) ;
- Utilisation de l'Application Unique pour la Gestion Uniforme des Ressources humaines de l'Etat (AUGURE) (PREA) ;
- Visites et contrôles des unités excentriques de la Gendarmerie Nationale effectuées (IGGN) ;
- Réunions des Inspecteurs et des grandes formations de la Gendarmerie Nationale (IGGN) ;
- Réorganisation structurelle et fonctionnelle de la Médiature de la République ;
- Participation à la mise en place de la "lutte contre la corruption basée sur les droits de l'Homme", à Madagascar (MEDIATURE) ;
- Traitement des doléances et résolutions des problèmes des requérants (MEDIATURE) ;
- Participation virtuelle à l'Assemblée Générale de l'AOMF (Association des Ombudsmans et Médiateur Francophone) et promotion de Madagascar comme membre du Conseil d'Administration (MEDIATURE) ;
- Réunions avec les chefs hiérarchiques (IGAM) ;
- Missions d'audits, évaluations et inspections des Zones de Défense et de Sécurité (ZDS) (IGAM) ;
- Elaboration du document de synthèse de la situation des états d'avancements des projets présidentiels auprès des départements ministériels (DGPP) ;
- Opérationnalisation du plan d'actions de la politique nationale de bonnes gouvernances (CSI) ;
- Création d'un cadre de concertation multi-acteurs et plan d'actions sur la lutte contre la corruption appliquée aux droits de l'homme (CSI) ;
- Participation à l'Assemblée extraordinaire des Nations-Unies sur la corruption (UNGASS) (CSI) ;
- Recrutement du DG SAMIFIN et du DG ARAI, magistrats et greffiers des PAC Tana, Fianarantsoa (CSI) ;
- Organisation de la journée africaine (11 juillet) et de la journée internationale (9 décembre) de la lutte contre la corruption (CSI) ;
- Organisation de portes ouvertes à l'occasion des événements de lutte contre la corruption (CSI) ;
- Organisation de concours vidéo sur la bonne gouvernance et l'intégrité (CSI) ;
- Etude sur la définition d'une mesure nationale de la lutte contre la corruption :
  - Collecte de données de référence ;
  - Formation des staffs du CSI.

- Recrutement des consultants pour le développement d'un système d'information intégré de la gouvernance et de la lutte contre la corruption (CSI) ;
- Organisation de séances de travail avec les Secteurs et état des lieux sur les dispositifs sectoriels de gouvernance (CSI) ;
- Auto-hébergement de site web et de mails du CSI grâce à l'opérationnalisation des nouveaux serveurs (CSI) ;
- Traitement et transmission de dossiers aux autorités compétentes (SAMIFIN) ;
- Validation technique de l'Evaluation Nationale des Risques (SAMIFIN) ;
- Réunion task force, conseil des Ministres de l'ESAAMLG (SAMIFIN) ;
- Renforcement de capacités du personnel technique (SAMIFIN) ;
- Participation à la Journée Internationale de la Lutte contre la Corruption (SAMIFIN) ;
- Préparation à l'adhésion au Groupe Egmont (SAMIFIN) ;
- Atelier régional à la recommandation GAFI et visite de SRF à l'Ile Maurice (SAMIFIN) ;
- Acquisition d'équipements techniques répondant au standard spécifique de sécurisation (SAMIFIN) ;
- Renouvellement du parc informatique (SAMIFIN)
- Paiement du 3<sup>ème</sup> attachement relatif à la construction de Bâtiment Administratif R+2 sis à Ambohitsorohitra (SGP) ;
- Construction de bureau de Fokontany d'Ambatolahikoso, Commune Urbaine de Fianarantsoa (SGP) ;
- Construction d'un centre de formation sis à Tuléar (SGP) ;
- Réhabilitation des ouvrages en bois dans le Palais d'Etat Iavoloha (SGP) ;
- Acquisition de matériel technique (CIS) ;
- Aménagement de l'amphithéâtre (CIS) ;
- Achats des consommables informatiques et fournitures des bureaux (DSP) ;
- Maintenance des matériels informatiques (DSP).

#### **SENAT**

- Rénovation de bâtiment ;
- Paiement à temps des salaires ;
- Assurance du fonctionnement et des dépenses obligatoires malgré l'insuffisance de crédits ;
- Paiement des salaires des Sénateurs et militaires ;
- Descente dans les CTD ;
- Ténue de la deuxième session ordinaire ;
- Adoption de 10 lois.

#### **PRIMATURE**

- Correction de 09 JORM (Bon à tirer) (Direction des Etudes) ;
- Traitement de 70 dossiers (DE) ;
- Organisation d'ateliers, réunions et missions du personnel (DE) ;
- Renforcement de Capacité de l'équipe technique : 04 séances de partages (CDBF) ;
- Exécution de décision du Conseil (CDBF) ;
- Sensibilisation de 97 acteurs budgétaires (CDBF) ;
- Vulgarisation de 14 supports d'IEC (CDBF) ;
- Appui au 43 Gouvernance locale (CDBF) ;
- Etude de 12 textes de législation sur la gestion budgétaire et financière (CDBF) ;
- Recherche de textes législatifs et réglementaires, réalisation : 2996 (CDBF) ;
- Numérisation, archive et publication de 1582 textes législatifs et réglementaires (CDBF).

#### **COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE**

- Elaboration et envoi d'un communiqué de presse relatif au rapport de fin de mandat du 29 octobre 2021 ;
- Présentation du rapport de fin de mandat du Bureau Permanent de la CENI ;
- Prestation de serment des nouveaux membres de la CENI ;
- Point de presse relatif à la présentation de fonctions des membres du Bureau Permanent ;
- Diffusion du spot de sensibilisation relative à l'inscription sur la liste électorale dans les stations de la RNM et de la TVM ;
- Collaboration avec les stations radios et TV privées au niveau des 119 Districts pour la diffusion à titre gratuit du spot de sensibilisation relatif à l'inscription à la liste électorale ;
- Numérisation de tous les actes réglementaires prise par la CENI depuis 2015 ;
- Rédaction des fiches techniques de préparation des études pour l'année 2022 : vote de la diaspora et des détenus ;
- Instruction sur la Révision Annuelle de la Liste Electorale 2021-2022 ;
- Réactualisation et opérationnalisation à 100% des applications nécessaires à l'inscription et à l'enregistrement des électeurs au niveau du CNTDI et des CID.



## COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME

- 13<sup>ème</sup> Conférence biennale du Réseau des institutions nationales africaines des droits de l'Homme (RINADH) : Impact du COVID-19 sur les droits de l'Homme en Afrique dont l'objectif est le redressement meilleur et durable vers un développement au-delà du COVID-19 ;
- Atelier de concertation autour du Protocole de Maputo ou Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits de la femme en Afrique : campagne 2021 des 16 jours d'activisme contre les violences à l'égard des femmes et des filles ;
- Célébration des Droits de l'Homme : Allée des droits humains, exposition, esplanade Analakely et Cour Suprême de Madagascar ;
- Visite du centre Sandratra Ambohijanaka : donation PPN et douceur aux enfants ;
- Mise en place d'un Comité de travail dans le cadre de la mise en œuvre du Projet IBCR/PRIDE CNIDH afin de piloter le processus de réalisation de diagnostic institutionnel de la CNIDH et le renforcement de capacités des membres dans le domaine de la promotion et la protection des droits des enfants ;
- Diffusion de deux émissions audio et audio-visuelles par mois en partenariat avec la RNM et la TVM ;
- Atelier régional de sensibilisation en ligne organisé conjointement par le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE) et le Réseau des Institutions Nationales Africaines des Droits de l'Homme (RINADH) ;
- Sensibilisation sur le travail des enfants mineurs à Faratsiho ;
- Visite de prisons et de maisons centrales de Tsiafahy et donation d'une citerne d'eau ;
- 2 plaintes traitées et 5 plaintes en cours de traitement.

## CONSEIL DU FAMPIHAVANANA MALAGASY

- Confection de la Note Conceptuelle et budgétisation de suivi du plan stratégique et programmatique du projet pour faire face aux défis relatifs à la consolidation de la paix et à la prévention de conflits électoraux ;
- Confection de proposition d'une Note de présentation de l'organisation des colloques et séminaires dans toutes les Régions du territoire Malagasy en vue de la prévention et de résolution de crises avant, pendant et après les élections prochaines ;
- Recherche des documents sur la prévention de crises électorales à l'échelon 2023 ;
- Travaux de recherches et montage des documents relatifs à la crise de 2002 et à la Réconciliation ;
- Participation à la cérémonie d'ouverture de l'Exposition « Connaissez vos droits », organisée par la CNIDH au parvis Hôtel de ville Analakely ;
- Participation à la réunion de préparation pour la mise en œuvre du Sehatra Ifampiresahana (SIF) dans les 6 Régions (Anôsy, Atsimo-Andrefana, Menabe, Boeny, Sofia, Alaotra-Mangoro) ;
- Descentes à Ambondromamy et Tsaramandroso, région Boeny pour le recueil d'informations sur la migration interne et rédaction du rapport de mission y afférent ;
- Participation à la réunion avec le Comité préparatoire sur la migration interne ;
- Etablissement d'un projet de TDR de la mission mandatée par le Président du CFM du 25/10/21 en l'occurrence de l'évaluation et de contrôle au titre d'audit interne des activités à incidences administratives, financières et logistiques des Cabinets et Directions au sein du CFM ;
- Participation à la réunion d'information dirigée par le Secrétaire Exécutif avec les Directeurs, chefs de cabinet et chefs de service sur l'audit interne ;
- Recherche des documents sur la prévention de crises électorales à l'échelon 2023 ;
- Participation à la cérémonie d'ouverture de l'Exposition « Connaissez vos droits », organisée par la CNIDH au parvis Hôtel de ville Analakely ;
- Organisation du Team building du CFM sur la mise en place des espaces de dialogues ;
- Elaboration et présentation du magazine Fihavanana : Edition spéciale sur la migration interne ;
- Participation à la cérémonie d'ouverture de l'Exposition « Connaissez vos droits », organisée par la CNIDH au parvis Hôtel de ville Analakely ;
- Organisation du Team building du CFM sur la mise en place des espaces de dialogues ;
- Acquisition des matériels et mobiliers de bureau ;
- Réhabilitation d'une partie du bâtiment du CFM ;
- Acquisition des matériels informatiques et électroniques ;
- Etablissement du projet sur le rapport de suivi durant les 4 années de partenariat avec le Comité Paritaire pour la Charte (sur le processus électoral) ;
- Elaboration et présentation du magazine Fihavanana : Edition spéciale sur la migration interne.
- Présentation du rapport sur les étapes réalisées et la collaboration avec le Vice-président du Faritany Antananarivo concernant le « Kianja maintso » à l'Assemblée Générale du CFM ;
- Finalisation de la modalité d'organisation et du fonctionnement du Comité Technique de Coordination et du Suivant (CTCS) avec le BIANCO ;
- Confection du projet "Réconciliation et Décentralisation" ;
- Confection d'un document intitulé " NAM-Evaluation des besoins électoraux pour Madagascar " : un document demandé par l'ONU en vue de la bonne gouvernance électorale à Madagascar et à présenter par le Président du CFM avec la visioconférence du 02/06/21 ;
- Rédaction d'un article intitulé : « La migration interne des Antandroy » ;

- Résolution sur les impacts néfastes causés par la pandémie Covid-19 dans la société ;
- Rédaction d'un article intitulé « Les femmes et la réconciliation à Madagascar » ;
- Des travaux de confection du projet de Pack 2 contenant le cadre juridique du CFM, des principes et règles et des axes stratégiques (notamment la prévention de crises électorales et la gestion de la migration interne) ;
- Conception d'un avant-projet de la fiche technique sur le CFM ;
- Confection d'un avant-projet du guide de la mise en place des espaces de dialogue (Sehatra IFampiresahana (SIF) et KIANJA) ;
- Confections des documents sur le guide pratique de la mise en place des espaces de dialogue et le tableau synoptique du CFM : "Les grandes orientations du CFM : perspectives et mise en œuvre (outils, moyens, résultat)" et la "Place et importance du CFM dans le processus de la Réconciliation Nationale" ;
- Confection de la Note conceptuelle et budgétisation de suivi du plan stratégique et programmatique du projet pour faire face aux défis relatifs à la consolidation de la paix et à la prévention de conflits électoraux ;
- Confection de proposition d'une Note de présentation de l'organisation des colloques et séminaires dans toutes les Régions du territoire Malagasy en vue de la prévention et de résolution de crises avant, pendant et après les élections prochaines.

#### **HAUTE COUR CONSTITUTIONNELLE**

- Acquisition d'un véhicule terrestre ;
- Acquisition de 7 kits de caméra surveillance, d'un ordinateur de bureau complet type 1, d'une imprimante multifonction couleur, de 10 ordinateurs portables Macbook.

#### **HAUTE COUR DE JUSTICE**

- Exécution du budget de la Haute Cour de Justice ;
- Vulgarisation de mandat de la Haute Cour de Justice dans la province de Tuléar ;
- Etudes des dossiers auprès du Parquet Général.

#### **MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES**

- Appui à la mobilisation de la solidarité internationale, appel éclair pour le grand Sud du 18 janvier 2021 et du 18 novembre 2021 ;
- Journée Internationale des Régions pour la région Itasy et Sofia.

#### **MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

- Mise en fonctionnement technique des établissements pénitentiaires nouvellement construits : Prison de Haute Sécurité d'Imerintsiatosika et Maison Centrale de Volamena Fianarantsoa ;
- Avancement des travaux de construction des nouveaux établissements pénitentiaires : Maisons de Force de Toamasina et d'Ihohy, Maisons Centrales d'Ambositra, de Fenerive Est, d'Amboasary Atsimo, de Belo sur Tsiribihina et d'Antananarivo Avaradrano. Travaux destinés à améliorer les conditions de détention en milieu carcéral.

#### **MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

- Construction de route en pavé vers tsena Analavory (district Miaraminavo) ;
- Assainissement de l'ECAR Notre Dame de Lourdes Antsirabe I ;
- Pavage d'une route à Geyser (Soavinandriana) ;
- Construction d'un centre de formation à Antsiranana I (en cours d'exécution) ;
- Plafonnage de l'ECAR Notre Dame de Lourdes Antsirabe I ;
- Construction d'un bloc sanitaire de l'ECAR Notre Dame de Lourdes Antsirabe I ;
- Pavage d'une piste vers la Chute de la Lily (Soavinandriana) ;
- Construction d'une école à 3 salles à Miaraminavo ;
- Construction d'un marché et bloc sanitaire à Miaraminavo ;
- Réhabilitation d'un bâtiment administratif à Soavinandriana.
- Amélioration des services rendus aux usagers :
  - Paiement du solde des fonctionnaires via caisse mobile à la Commune Rurale Mahitsy ;
  - Paiement des pensions de retraite par « paositra money ».
- Développement des secteurs financier, bancaire et assurance, adoption de 04 textes juridiques et réglementaires applicables au secteur financier :
  - Arrêté sur la contribution des compagnies d'assurance aux frais de contrôle de l'Etat et de fonctionnement du Conseil des Assurances ;
  - Arrêté d'autorisation d'exercer des activités de microfinance de Hardi ;
  - Décret fixant le capital minimum des Institutions de Microfinance ;
  - Décret portant nomination des membres du Conseil des Assurances.

- Amélioration de la gestion des opérations de change :
  - Rappel à l'APB des dispositions à prendre en référence aux mesures d'obligation de cession de devises ;
  - Décret sur l'amende administrative adopté en conseil du Gouvernement.
- Gestion de la dette publique :
  - Signature de 16 accords de financement avec les partenaires techniques et financiers ;
  - Règlement à échéance des services de la dette (sans arriérés) : dette extérieure : 416 716,84 millions d'Ariary, dette intérieure : 2 389 635,77 millions d'Ariary.
- Gestion du portefeuille de l'Etat :
  - Recouvrement dividende des participations financières de l'Etat : 72 576 millions d'Ariary
  - Prise de participation financière de l'Etat au niveau de 06 organismes internationaux : 82 260 095 933,32 MGA (FMI, BAD, AIIB, TDB, BIRD, SFI)
- Gouvernance financière :
  - Mise en place progressive du Compte Unique du Trésor (application virement centralisé fonctionnelle auprès de 07 postes comptables et utilisation ponctuelle auprès de 05 postes comptables) ;
  - Mise à jour progressive du portail open data, interface publiant les dépenses et les recettes des entités publiques (application disponible, mise en ligne des données sur les paiements publics, par crédits ouverts, mandatés et payés au niveau des Ministères et Institutions au titre des exercices 2019 et 2020).
- Statistiques des finances publiques :
  - Production mensuelle des tableaux des Opérations Globales du Trésor depuis le mois de Novembre 2020 jusqu'en Octobre 2021 ;
  - Production de l'OGT lié à la Loi de Finances 2021.
- Audit et contrôle de la gestion comptable et financière des organismes publics : mission de contrôle auprès de 67 postes comptables, 6 EPN, 01 régie et 9 départements ministériels.

#### **MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES LOIS SOCIALES**

- Recensement de 10% des activités informelles transformées en activités formelles ;
- Recensement de 50% des travailleurs bénéficiant de promotion sociale ;
- Participation de Madagascar à des réunions virtuelles organisées par les différents organismes internationaux suite à la pandémie du COVID-19 (Rapport sur les conventions en cours) ;
- Etablissement de plan d'action de Lutte contre VIH et le SIDA dans le monde du travail, réalisation allant de 25%, pourcentage des entreprises, Ministère et Institution, Association et ONG possédant un Plan d'action ;
- Accès des 22 régions aux services de la fonction Publique du Travail et des Lois Sociales ;
- Maîtrise des outils GPPEC par 30 responsables RH ;
- Couverture de l'AUGURE à 27% ;
- Mise à jour et opérationnalisation de base de données (taux de réalisation 50%) :
  - Collecte de données sur terrain : enquête qualitative et quantitative concernant l'étude sur la chaîne d'approvisionnement du textile et de l'habillement à Madagascar ;
  - Saisie ;
  - Apurement et traitement de données ;
  - Rédaction de l'étude ;
  - Réalisation de l'atelier de présentation des résultats de l'étude.
- Formation de 400 jeunes sur les métiers urbains et ruraux (valeur cible plus élevée que la prévue) ;
- Jugement de 78 agents de l'État par le CODIS ;
- Placement des activités des directions techniques sous l'autorité de la DGFOP et les services régionaux de la FOP.

#### **MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE**

- Lancement officiel du site web de l'ORTM [www.ortm.mg](http://www.ortm.mg) ;
- Dotation en matériels techniques de la TVM et la RNM Mananjary et Anjozorobe ;
- Pose Première Pierre de l'Auditorium et Musée de l'Audiovisuel « HAVORIA » dans l'enceinte de l'ORTM Anosy par SEM le Président de la République.
- Participation de Madagascar à la 41<sup>ème</sup> session de la Conférence générale de l'UNESCO à Paris :
  - Renforcement de la coopération avec l'UNESCO : projets dans le cadre des deux programmes de l'UNESCO en matière de communication à savoir le Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC) et le Programme International de l'Information Pour Tous (PIPT) ;
  - Financement dans le cadre du PIDC du programme de renforcement de capacité des journalistes, mise en place d'un référentiel de formation dans le domaine du journalisme ;
  - Perspective de collaboration pour la numérisation du patrimoine audiovisuel notamment après la mise en place de l'Auditorium et Musée de l'audiovisuel HAVORIA ;

- Election de Madagascar en tant que Vice-président au sein du Bureau du PIDC qui est un programme multilatéral de l'UNESCO ayant pour vocation de mobiliser la communauté internationale pour le développement et la promotion des médias ;
- Introduction de la langue malagasy dans l'Atlas des langues du monde.
- Identification et rapatriement du Kabeso de l'Ampanjaka Toera conservé actuellement au Musée de l'Homme ; Inventaire et restitution des biens culturels malagasy conservés parmi les collections des musées publics français ; Formation dans le domaine des arts et de la Culture ; Inscription de l'Eglise catholique d'Ambodifotatra dans la liste du patrimoine mondial ;
- Renforcement de la coopération avec l'UNESCO dans le volet de l'encadrement juridique du métier d'artiste, dans le domaine du cinéma, dans l'opérationnalisation de l'ANAC, dans le renforcement de capacités des techniciens de la conservation du patrimoine ;
- Inscription du "Kabary malagasy" au Patrimoine Culturel Immatériel de l'Humanité adopté par le Comité Intergouvernemental en session connectée le 15 Décembre 2021 ;
- Promotion des livres et de la lecture publique : la poursuite de l'accord de don avec l'ancien Président de la Bibliothèque Nationale de France a été l'objet de la rencontre avec la nouvelle Présidente de la BNF. La ville de Poissy a également manifesté sa volonté d'appuyer la Bibliothèque Nationale de Madagascar dans ses efforts d'extension des ouvrages disponibles et des activités dont une visite introductive à la Médiathèque Christine de Pizan à Poissy et à la Médiathèque de Carrières-sous-Poissy effectuée par le Directeur Général de la Bibliothèque Nationale de Madagascar Njaka RAONISON ; il a été reçu par l'Adjointe au Maire à la Culture et la Directrice de la Médiathèque, Cécile BOULET le 26 Novembre 2021 ;
- Présentation du livre " L'origine des Malagasy " à Mananjary à SEM le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Madame la Présidente de l'Assemblée Nationale ainsi que les autorités élues et traditionnelles de la région Vatovavy ;
- Remise du livre " l'origine des Malagasy " aux chercheurs qui ont été consultés lors de la collecte des données et de la validation des méthodologies adoptées pour la conduite du livre aux établissements publics et privés (écoles primaires, lycées, universités) ainsi qu'aux bibliothèques et centres de lecture dans tout Madagascar ;
- Le premier Championnat National FANORONA intitulé « TOMPON-DAKA » est réalisé ;
- La semaine de l'HAVATSA UPEM est réalisé à la Bibliothèque Nationale Anosy ;
- Adoption au niveau des deux chambres parlementaires de la « Charte de la renaissance culturelle de l'Afrique » ;
- « Foire du Livre » 2021 à la Bibliothèque Nationale Anosy ;
- Célébration de la Journée internationale des Volontaires sur le thème « Mirotsaha an-tsitrano anio ho an'ny ho avy tsara kokoa »,
- Première édition de la « Nuit de la Culture » ; soirée de levée de fonds pour la reconstruction de deux bâtiments, classés patrimoines nationaux, à savoir « LA RESIDENCE DU MAIRE » à Mahajanga et « L'HOTEL DES MARINES » à Antsiranana afin qu'ils deviennent des musées ;
- Présentation officielle du Malagasy Folkloric Band ou MAF'B, des artistes multidisciplinaires venant des quatre coins de Madagascar pour former un groupe destiné à représenter Madagascar. Pour cette première, une comédie musicale tirée d'une légende Malagasy « FIHALIA » a été produite à l'IVOKOLO ;
- Programme de formation en Entrepreneuriat Culturel « TOSIK'ART » dans les six Chefs-lieux de Province. La formation comporte un volet technique entre autres : la gestion de projet, les bases du business plan, l'essentiel du marketing. Le volet pratique comporte des conférences ainsi que des séances de partage ; mais surtout des pratiques en entreprise ;
- Célébration du 20<sup>ème</sup> anniversaire (14 Décembre 2001-14 Décembre 2021) de l'inscription de la Colline Royale d'Ambohimanga sur la liste du Patrimoine mondial ;
- TAGNAMARO, Journée citoyenne chaque troisième samedi du mois, marquée dans les 119 Districts de Madagascar et des TAGNAMARO spéciales dans certains districts.

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

- Basculement des agents ECD en ELD ;
- Sortie de 146 Maîtres et maîtresses en EPS de l'Académie Nationale des Sports ;
- Construction de 3 gymnases de 4000 places à Mahajanga, Toamasina et Toliary ;
- Construction de 2 piscines olympiques à Mahajanga et Toliary ;
- Construction de 15 gymnases de 1000 places à Fort Dauphin, Ambovombe, Farafangana, Fénérive - Est, Betafo, Ikongo, Ihosy, Mahanoro, Sakaraha, Maintirano, Ampanihy, Mandritsara, Antalaha, Manakara, Antsohihy ;
- Mise en place du pôle emplois jeunes au Novotel avec la collaboration de PNUD, Fihariana, UNFPA et d'autre partenaire ;
- Renforcement de capacité sur le leadership, la stratégie Fanoitra, le lifeskills ont été réalisés ;
- Mise à l'échelle du programme lifeskills dans les régions Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Analanjirofo, Boeny, Sava et Diana ;
- Renforcement de la participation des jeunes figurait parmi la réalisation du Ministère à travers les programmes U-Réport et JRC ;

- Célébration de la journée Internationale de la consolidation de la paix dans la région SAVA ;
- Contribution au bien des jeunes à lutter contre l'oisiveté et la toxicomanie par la promotion des activités des loisirs ;
- Promotion des centres des jeunes et associations des jeunes ;
- Versement de subvention au profit de l'Association nHigh Five Madagascar relative à la formation de formateurs et des jeunes leaders en lifeskills Fanoitra dans la région Analamanga, Itasy, Vakinankaratra, Amoron'i Mania ;
- Participation de Madagascar au championnat du Monde de Body Building du 01 au 07 octobre 2021 en Ouzbékistan ;
- Participation de Madagascar au sport boule du 04 au 8 novembre 2021 à Ouagadougou, Benin.

## SECTEUR INFRASTRUCTURE

### MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

- Contrôle et surveillance des travaux de construction du Viaduc de SAHASINAKA ;
- Contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation des digues de la SISAONY, IKOPA, ANDRIANTANY – VAHILAVA et MAMBA ;
- Gestion, contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation de voiries urbaines dans la Commune Urbaine d'Antananarivo :
  - Lot 1 : Travaux d'Urgence de la RN 2 entre le PK 0+000 et le PK 6+000 (Gare Soarano – Mahazo) et de la RN 3 entre le PK 1+500 et le PK 10+500 (Andravoahangy Ambony – Sabotsy Namehana) ;
  - Lot 2 : Travaux d'urgence de la RN 4 entre le PK 0+000 et le PK 9+200 (Soarano-Imerina Afovoany) ;
  - Lot 3 : Travaux d'Urgence de la RN 7 entre le PK 0+000 et le PK 11+000 (Soarano-Mandriamena) ;
  - Lot 4 : Travaux d'Urgence de la RN 1 entre le PK 2+500 et le PK 7+900 (Rond-point Anosy – Sortie Pont Ampitatafika) ;
- Gestion, contrôle et surveillance des travaux de réhabilitation de voiries urbaines dans la Commune Urbaine d'Antananarivo, de la Route d'Itaosy du pont d'Ampasika à la Cité des assureurs Itaosy, et la Bretelle d'Avarabohitra ;
- Gestion, Contrôle et surveillance des travaux de réparation des infrastructures de transport, suite aux dégâts climatiques sur tout le territoire malgache ;
- Réactualisation des études d'APD, Gestion, Contrôle et Surveillance des travaux de réhabilitation de la route nationale secondaire N°43 « Faratsiho – Sambaina ; Ambohibary–Ampetsapetsa (PK127 de la RNP7) et Analavory– Soavinandriana ;
- Assistance à Maîtrise d'Ouvrage Délégué relative au projet de prolongation de la Rcade urbaine au Nord Est d'Antananarivo ;
- Mise en œuvre d'un plan de communication institutionnel sur le projet Rcade ;
- Réhabilitation de la voie Urbaine dans les grandes Villes repartis en sept lots (contrat cadre) :
  - Lot 1 : Ville d'Antananarivo – Axe : PK0 (ROND POINT FILATEX ANKADIMBAHOAKA) AU PK 1+100 (STATION JOVENA ANDRONDRAKELY) ;
  - Lot 2 : Ville d'Antananarivo – Axe : PK 1+100 (STATION JOVENA ANDRONDRAKELY) AU PK2+900 (STATION SHELL ROND POINT BYPASS) en intervenant sur les chaussées (délai de garantie en cours) ;
- Réhabilitation de la RNP 2 repartis en 3 lots :
  - Lot 1 : entre PK 6+000 et PK 30+000, et entre PK 68+000 et PK 115+000 (délai de garantie en cours) ;
  - Lot 2 : entre PK 203+000 et PK 250+000 – (délai de garantie en cours) ;
- Réparation de la route RNS 5 entre Foulpointe et Fenerive Est, travaux terminés sur le marché initial, en attente de l'Avenant n°1 (en cours de Demande d'Autorisation d'Engagement) ;
- Travaux de traitement des points noirs au PK 8+000 et PK 9+200 de la RNT 8C ;
- Entretien courant de route reliant Anosizato vers Andranomena 11,100 km (en attente de l'Avenant n°1 sur les travaux supplémentaires) ;
- Construction de route dans le district d'Ambohidratrimo (Routes des œufs) (en attente de réception provisoire) ;
- Construction de dix-huit (18) dalots sur la Route RNS 5 entre Mananara Nord et Maroantsetra ;
- Construction du Viaduc de SAHASINAKA ;
- Construction d'un pont définitif à BETSIZARAINA commune rurale Ambohiborina Faratsiho ;

### MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DES SERVICES FONCIERS

- Modernisation de l'administration foncière :
  - Service foncier modernisé : 65 PLOF élaboré, validé et vérifié par commune sur 100 élaborés ;
  - Documents topographiques fonciers informatisés, PLOFs Fiables élaborés et délimitation des terrains inventoriés : 152 793 documents topographiques délivrées sur 76 000 au niveau national, 20 575 dossiers de repérage traités sur 15000 au niveau national, 3555 plans établis sur 1000 au niveau national.
- Mise en œuvre du programme foncier national :
  - Propriété foncière sécurisée : 2128 titres fonciers établis via immatriculation individuelle sur 15 000 au niveau national, 16 170 titres fonciers dématérialisés sur 157 000.
- Opérations Domaniales Concertées (ODOC) : 2 490 Plans établis :
  - 100 plans individuels établis (Avaratr'Ankatso) ;
  - 112 ODOC Amboasary ;
  - 50 ODOC Betroka ;
  - 03 ODOC Tolagnaro ;



- 05 ODOC Vohémar ;
- ODOC Antsirabe : 365 titres remis ;
- ODOC Betafo: 70 titres remis ;
- 1218 ODOC Morondava, descente effectuée ;
- 442 ODOC Mandoto ;
- 125 ODOC Ambovombe, Andramasina ;
- 240 lots, 240 imprimés, 177 envoyés pour vérification ;
- Androhibe : 50 lots, "Golf", descente effectuée, vérification en cours ;
- Antanandrano: 70 lots, "Marais d'Ambohitrahaha", descente effectuée, vérification en cours ;
- Ambohidepona: 145 lots, "Ambohidepona", descente effectuée, vérification en cours ;
- Tsiadana Andohanimandroseza: 200 lots "Aurandaise", descente effectuée ;
- Mahavelona Itasy: travaux de terrain effectué le 25 août 2021: 193 lots, élaboration plan en cours ;
- Andohatapenaka: 180 lots, descente effectuée, Travaux au bureau en cours ;
- ODOC Masindray, 168 lots, descente effectuée ;
- Contrôle de 1 050 000 Certificats Fonciers à Moramanga, Fenerive Est, Fianarantsoa, Toamasina II, Vatomaniry, Brickaville, Toamasina I, Arivonimamo, Miaramivato, Tsiroanomandidy, Marovoay, Mahajanga I, Diego I, Ambilobe, Ambanja, Antsohihy, Port-Berger, Ambatondrazaka.
- PADEVE
  - Mission d'expropriation, d'appui à la CAE et de délivrance de l'ordonnance d'expropriation
  - 1159 PAPs indemnisés, taux de réalisation 73,59 % à Antsiranana I et II, Fianarantsoa, Toliara I et II ;
  - Travaux d'infrastructures et équipements divers dans la ville d'Antsiranana : 6595 ml de routes réalisées, 1781 ml de ruelles réalisées, 2 Espaces publics aménagés, 1 PUDI élaboré, 2 PUDé élaborés, Taux de réalisation 99,98% (TF) et 99, 61% (TC) ;
  - Travaux d'infrastructures et équipements divers dans les villes de Fianarantsoa : 1845ml de routes réalisées, 2697ml de ruelles réalisées, 2 Espaces publics aménagés, 1 PUDI élaboré, 2 PUDé élaborés, Taux de réalisation 96,17% (TF) et 81,59% (TC) ;
  - Travaux d'infrastructures et équipements divers dans les villes de Toliara : 6793 ml de routes réalisées, 5840 ml de ruelles réalisées, 2 Espaces publics aménagés, 1 PUDI élaboré, 2 PUDé élaborés, Taux de réalisation 98,57% (TF) et 44,10% (TC) ;
- LALANKELY III : 2 Voies carrossables (VC) à Antananarivo-Renivohitra, Antananarivo- Atsimondrano ; PGES Validé ; Travaux en cours de démarrage ;
- PROJET PRODUIRE : mise en œuvre du PUDI TANA par l'application de MATAF sur quelques Communes pilotes dont 17 communes bénéficiaires sur 36 communes concernées à Antananarivo.

## **MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE, DE LA TRANSFORMATION DIGITALE, DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

- Campagne de vulgarisation des TIC dans la région Boeny ;
- Journée d'initiation au développement informatique en partenariat avec Orange Madagascar, les élèves du lycée d'Andranofasika et d'Ambatoboeny (SCRATCH) ;
- Visite de la bibliothèque numérique du Lycée Philibert TSIRANANA de Mahajanga ;
- Préparation à l'installation des matériels pour le Data Center, Elte, ODN, IT ;
- Préparation à la livraison et installation des IdeaHub pour la Présidence de la République, la Primature, le Ministère du Développement Numérique, de la Transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications ;
- Réception du 2<sup>nd</sup> batch contenant 46 colis (IP phone et accessoires) - par voie aérienne ;
- Réception du 2<sup>nd</sup> batch contenant 57 colis (IdeaHub et accessoires) - par voie maritime ;
- Formation des formateurs avec Orange Madagascar pour la vulgarisation des Tics ;
- Réunion du comité partenarial de pilotage et de coordination TIC (CS2PC-TIC) ;
- Suivi des projets e-Fokontany (mois Octobre) : Andavamamba Anjezika, Antetazana Afovoany I, Anatihazo Isotry, Cité 67 Ha Afovoany Andrefana, Tsiadana, Ampasanimalo, Ambohimiadana Atsimo ;
- Suivi des projets e-Fokontany (mois Octobre) : Andavamamba Anjezika, Antetazana Afovoany I, Anatihazo Isotry, Cité 67 Ha Afovoany Andrefana, Tsiadana, Ampasanimalo, Ambohimiadana Atsimo ;
- Suivi des projets e-Fokontany 102 Fokontany (mois de Novembre) : Tana I, Tana II, Tana III, Tana IV, Tana V, Tana VI ;
- Projet d'insertion des bases de données dans le logiciel public e-vahiny ;
- Réception du 1<sup>er</sup> batch de matériels pour la mise en place du premier data center de l'Etat ;
- Arrivée du 2<sup>ème</sup> batch (IP phone et accessoires / IdeaHub et accessoires) ;
- Suivi du projet de rénovation des locaux de la Paositra à Mananjary ;
- Visite des bureaux des Postes dans la province de Fianarantsoa : Mananjary, Tanambazaha, Mananjary Tanambao, Farafangana, Ifanadiana, Ranomafana, Andranovorivato, Ambalavao, Ankaramena ;
- Visite des bureaux des Postes dans la province de Toliary: Ihosy, Ranohira, Ivohibe, Iakora, Ranotsara ;

- Visite de 5 bureaux des opérateurs ayant une licence d'exploitation : Colis Expres, Rapide service, DHL (Fianarantsoa), Rapide service et Colis Expres (Ihosy) ;
- Identification et incitation des opérateurs informels à intégrer le secteur formel : Godana Express, Transport colis, Colis kofimanga, Chrono colis, Sonatra Plus, Spécial Sava et Trans Tafaray ;
- Recouvrement des taxes et des redevances à la hauteur de 756% de la valeur cible ;
- Relance des opérateurs aux paiements des arriérés ;
- Suivi du projet HOTSPOT WiFi à Mananjary ;
- Visite des infrastructures du Ministère et des bureaux de la Paositra Malagasy à Manakara (rebranding) ;
- Suivi des installations « Hotspot Wifi » mises en place au niveau de la Gare de Manakara et le Lycée Siteny Paul ;
- Passation de service entre les Secrétaires Généraux et les Directeurs entrants et sortants ;
- Obtention de l'agrément EME (Etablissement de Monnaie Electronique) pour la Paositra Malagasy ;
- Lancement des cartes de paiement pour les maîtres Fram dans la région de Vatovavy et à Mananjary ;
- Réactivation de la connexion des Tics Bus dans les provinces ;
- Mise en place de la stratégie nationale en matière de cyber-sécurité ;
- Festivités pour la célébration de la journée mondiale de la Poste à Ranofamana District d'Ifanadiana en présence du Ministre du développement Numérique, de la transformation Digitale, des Postes et des Télécommunications ;
- Visite de courtoisie de l'équipe du groupe Gulfsat Madagascar ;
- Lancement officiel du programme e-fokontany dans les fokontany d'Ambatobe, d'Ampefiloha Ambondirano, d'Ankorondrano Andrefana ;
- Rencontre avec les autorités de la région Boeny et Mahajanga : échange de présentation des axes de développement du ministère, principales réalisations de la ville de Mahajanga et diverses observations des autorités locales ;
- Rencontre avec le MAE pour la mise en place des projets axés sur le Numérique et le Digital au niveau du MAE, et en partenariat avec le MNDPT ;
- Visite de chantier SMART VILLAGE d'Andranofasika ;
- Soutien de Monsieur Le Ministre et son équipe au Groupe Chorale et artistique du Ministère ainsi que l'équipe sportive participante à l'ASIEF ;
- Médiatisation des activités du MNDPT (Parution dans le journal télévisé de TV Plus Madagascar) ;
- Visite WEBHELP à Tamatave ;
- Participation à des organisations événementielles (Nombre de supports conçus : spot, banderole, affiche, agenda, calendrier, invitation : 16) ;
- Installation d'un monitoring à la salle de réunion du MNDPT ;
- Entretien et maintenance des matériels informatiques de certains services et directions (DGIN, SAI, Service Budget et Solde, SPSE).



## SECTEUR PRODUCTIF

### MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

- Reboisement sur 71 179,39 ha dont 58 966,90 ha terrestre et 12 212,49 ha de mangrove ; superficie des dunes stabilisés : 689 ha ; nombre de plants produits : 160 829 463 ;
- 109 contrôles forestiers et environnementaux ;
- Construction de bureau CEF Sonierana Ivongo, Région Analanjanorofo ;
- Construction d'une clôture de 170m linéaire pour le bureau DREDD Melaky ;
- Construction de bâtiment TEF à Amboangibe SAVA (44m², 2 pièces, toiture en tôle) ;
- Promotion de filières vertes, production de compost et culture maraîchère, écovillage Région Atsimo Andrefana ;
- Partenariat avec GEHEM : Groupement des Exportateurs d'Huiles Essentielles, Extraits et Oléorésines de Madagascar, Equipe nationale Rugby malagasy " XV MAKIS, INBAR (International Bambou and Rattan Organisation).

### MINISTERE DES MINES ET DES RESSOURCES STRATEGIQUES

- Convention d'établissement de QMM SA ;
- Démarrage de délimitation des zones du plateau continental dans le Sud de Madagascar ;
- Détermination des conditions de renégociation de Contrat de Partage de Production entre la future compagnie de substitution (CNOOC) et l'Etat Malagasy ;
- Elaboration de dossiers techniques pour la promotion des 44 blocs pétroliers ;
- Identification de piste de résolution des problèmes d'empiètement entre les blocs pétroliers ainsi que les zones sensibles et les aires protégées ;
- Mise en conformité des perspectives des projets miniers sur les normes techniques et environnementaux ;
- Renforcement de la contribution des projets pétroliers au développement local ;
- Mise à jour de la carte situant les blocs pétroliers avec les zones sensibles ;
- Préparatifs à la réouverture des permis miniers ;
- Liquidation de l'IGM et démarches d'opérationnalisation du Bureau de Géologie et de Gemmologie de Madagascar (BGGM) ;
- Appel à concours relatif aux études et recherches géologiques sur huit (08) zones à potentialités minières ;
- Vectorisation de quinze anciennes cartes géologiques ;
- Etudes préalables à la promotion des pierres précieuses, fines et semi-précieuses dans le processus de labélisation de gemmes de Madagascar en collaboration avec les Experts-gemmologues internationaux et les étudiants Malagasy ;
- Démarches de résolution des problèmes de KRAOMA ;
- Commercialisation de 1 003 580,54 grammes ou 1 003,58 kg d'Or équivalant à 202 082 189 742,09 Ariary auprès de BFM par les comptoirs agréés sélectionnés ;
- Mise à jour de Projet de texte sur les valeurs marchandes des produits miniers.

## SECTEUR SECURITE ET ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION

- Transferts des subventions de fonctionnement des 1695 communes pour l'année 2021 réalisés à 99,88% ;
- Transferts pour les Secrétaires d'état civil (SEC) réalisés à 100% ;
- Transferts pour les Ecoles Primaires Publiques (EPP) réalisés à 100% ;
- Transferts pour les Centres de Santé de Base (CSB) réalisés à 96,76% ;
- Transferts pour les EPA réalisés à 95,69% ;
- Collectes et analyses des documents budgétaires des CTD : 1379 sur 1695 Communes ;
- Travaux de construction des sièges du démembrement du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes réparties en deux (02) lots : Lot n°01 : Toamasina ; Lot n°02 : Mahajanga.

### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

- Deuxième corps d'état de la tranche conditionnelle 2021 de la construction de la BOA de Miandrivazo, Isandra, Betroka, Ankazoabo, Kandrehlo ;
- Finition du DSS d'Anjozorobe et de Mitsinjo ;
- Formation des jeunes recrues 2021/2 ;
- Recyclages des nouveaux rengagés ;
- Renforcement capacitaire opérationnelle : Recyclage des militaires au niveau tactique et les règles d'engagement ;
- Contrôle périodique des éléments sur terrains ;
- Contrôle et suivi de formation dans chaque bataillon et au centre d'instruction ;
- Stages des officiers, et des sous-officiers : ACT, casernement, protection civile ;
- Déploiement des militaires dans ZDS, DSS et BOA ;
- Travaux de toiture bâtiment Escorte MDN ;
- Peinture extérieure Chapelle Militaire ;
- Travaux de maçonneries, plomberies et vitreries ;
- Réhabilitation Amphithéâtre CPO ;
- Entretien des matériels roulants des entités militaires ;
- Contrôle et inspection des dépôts des armes et munitions ;
- Assurer le paiement de l'indemnité et carburants des directeurs de l'EMA partants en missions ;
- Renforcement des capacités des militaires par des stages, tels que : CT2 Hôtellerie (en collaboration avec INTH), XI<sup>ème</sup> promotion ACT (en cours et pour une durée de 6 mois), 29<sup>ème</sup> promotion CPOS (en cours et pour une durée de 4 mois), 31<sup>ème</sup> promotion COQS (en cours et pour une durée de 6 mois).

### SECRÉTARIAT D'ETAT AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE CHARGÉ DE LA GENDARMERIE NATIONALE

- Lutte contre les vols de bœufs (VB) et actes de banditisme (AB) :
  - 3 278 bœufs récupérés ;
  - 227 malfaiteurs arrêtés : 146 placés sous Mandat de Dépôt (MD), 81 en Liberté Provisoire (LP) et 46 neutralisés ;
- Lutte contre le blanchiment de bœufs volés :
  - 33 cas occasionnant à la mise en fourrière de 219 bovidés.
  - 84 individus arrêtés : 37 placés sous MD et 47 en LP ;
- Lutte contre la prolifération des armes :
  - 188 armes découvertes ;
  - Armes saisis : 13 armes de guerre, 02 grenades, 31 fusils de chasse, 142 armes de fabrication artisanale et 137 munitions.
- Lutte contre les actes de banditisme : 98 malfaiteurs arrêtés : 69 placés sous MD, 29 en LP, 09 neutralisés.
- Lutte contre le kidnapping :
  - En milieu urbain : Aucun cas enregistré depuis Janvier 2021. Phénomène de kidnapping en ville quasiment maîtrisé ;
  - En milieu rural : 16 cas enregistrés (contre 05 au troisième trimestre) ;
  - 35 victimes malagasy : 32 libérées, une tuée par les ravisseurs et deux non encore retrouvées ;
  - 36 malfaiteurs arrêtés : 26 placés sous MD, 10 en LP et 03 neutralisés.
- Lutte contre les attaques sur les axes routiers : 07 cas relevés (contre 12 cas au troisième trimestre) ;
- Lutte contre les trafics de stupéfiants :
  - 10 167,624 kg de cannabis, 02 litres d'huile et 600 kg de drogue dure saisis ;
  - 1 320 790 pieds détruits ;
  - 115 trafiquants arrêtés : 104 placés sous MD et 11 bénéficie d'une LP.

- Lutte contre les trafics de ressources naturelles :
  - Faune : 04 cas enregistrés conduisant à la saisie de 125 tortues.
  - 03 trafiquants arrêtés et placés sous MD.
- Lutte contre le vol des vanilles :
  - Vols de vanilles vertes : 12 cas relevés ont fait 552 kg des vanilles volées et 36 kg récupérées. 11 individus arrêtés dont huit (08) placés sous MD et 03 en LP.
  - Vols de vanilles préparées : 30 cas enregistrés ont fait 1 147,3 kg de vanilles volées et 400 kg récupérées. 68 individus arrêtés dont 58 placés sous MD et 10 en LP.
- Formation de 1193 élèves gendarmes à L'EGNA ;
- Formation de 15 Stagiaires 17ème BS1 ADM ;
- Formation de 22 Stagiaire 26ème BS1 AEB à L'ESGN Moramanga ;
- Assainissement et motivation du personnel :
  - Assainissement interne : 07 sous-officiers poursuite pour des infractions pénales : 02 placé sous MD, 02 en LP et 03 en cours d'enquête.
  - Actes méritoires : avancement de grade à titre exceptionnel à un officier général, primes de bravoures à 02 sous-officiers.
- Actions contre la propagation du coronavirus :
  - En externe : Intensification de la surveillance du respect des gestes barrières et sanitaires par la population, application des mesures de la vigilance sanitaire sur toute l'étendue du territoire national ;
  - En interne : renforcement de la sensibilisation du personnel sur le respect des mesures et gestes barrières.
- Maintien de l'Ordre public :
  - Intervention à la District d'Ambilobe, Région Diana, due à la manifestation du fokonolona à la commune de Beramanja ;
  - Intervention à la manifestation sur la voie publique relative au Dinan'ny Melaky, au District de Maintirano, Région Melaky ;
  - Intervention à Farafangana concernant la revendication sur la libération des 18 membres du « Kadine » ;
  - Intervention de l'EMMO/REG Analamanga face à la manifestation du 10 décembre 2021 à Analakely ;
  - Adoption de dispositif de dissuasion par l'EMMO/REG Atsimo Andrefana face à l'intention de manifestation dans l'enceinte de Magro à Andaboly, District de Toliara I, Région Atsimo Andrefana.

## **MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

- Traitement des avancements d'échelon, de classe, titularisation et nomination au titre 1/5ème
  - 1 000 avancements d'échelon et classe de grades confondus traités en temps réel ;
  - 250 avancements en échelon et grade confondus ;
- Formation des élèves policiers ;
  - 1.100 déjà opérationnelles depuis 27/12/2021 ;
  - 49 en cours de formation à l'ENSP (promotion 2020-2022) ;
  - 1.200 en stage pratique (2021-2022) ;
  - 50 en cours de formation à l'ENSP (promotion 2021-2023) ;
- Nombre des policiers formés bénéficiaires de stages, cours ou participations à des ateliers, séminaires, réunions à l'extérieur :
  - 400 policiers bénéficiaires de formation professionnelle sur différents ;
  - Thématiques, ateliers et recyclages pour l'amélioration de service de la police
  - 02 candidats présélectionnés à l'ENSP France ;
  - 14 missionnaires dont : 06 MONUSCO, 01 MUNISMA, 01 MUNISCA, 04 DARFOUR, 02 EGYPTÉ ;
- Mise en place de 03 ateliers virtuels ;
- Adoption et diffusion des divers textes préparés :
  - 3 Textes diffusés auprès des différents services de la Police Nationale ;
  - 8 textes informatisés auprès des différents services au sein de la Police Nationale ;
  - 45 textes traduits en bilingue ;
  - 5 textes diffusés ;
  - 15 textes exploités ;
  - 24 textes élaborés ;
  - 16 réunions techniques assistées ;
  - 03 textes étudiés et analysés ;
  - 5 dossiers instruits ;
  - 300 dossiers traités ;
  - 01 dossier contentieux ;
  - 37 instructions transmises du Ministre ;

- 65 correspondances envoyées et rédigées ;
- 35 Correspondances administratives préparées ;
- 5 présentations administratives devant le Conseil d'Etat ;
- 10 autorisations de poursuite étudiées ;
- 01 texte adopté en conseil de Gouvernement ;
- 04 documents élaborés ;
- 4 communications verbales présentées en Conseil ;
- 5 demandes d'autorisation poursuites étudiées ;
- 2 représentations effectuées devant le conseil d'Etat ;
- 23 courriers arrivés ;
- 30 dossiers archivés et informatisés auprès des différents services PN ;
- 15 séances de représentation auprès des autres institutions par le MSP ;
- 01 descente effectuée sur terrain pour le projet CAPMADA ;
- 01 assistantes de MSP lors du point de presse sur le 60ème anniversaire de la Police Nationale
- Nombre des publications par voie médiatique :
  - 75 articles publiés sur la page officielle FB de la Police Nationale (réseaux sociaux) ;
  - 20 publications des informations sur la page WEB de MSP ;
  - 10 articles surveillés et analysés consacrés à la police Nationale ;
  - 3 Textes diffusés auprès des différents services de la Police Nationale ;
  - 160 couvertures médiatiques ;
  - 25 émissions radiophoniques réalisées (RNM) ;
  - 26 émissions médiatiques effectuées ;
  - 2 communications médiatiques réalisées ;
  - 8 points de presse effectués
  - 13 demandes de renseignements téléphoniques ;
  - 50 revues de presse réalisées ;
- Nombre de maintien de l'ordre effectués :
  - 10.417 services d'ordre effectués ;
  - 5.635 d'actions relatives à l'Etat-major Mixte Opérationnel (EMMO) réalisé dont 134 barrages sanitaires COVID 19 ;
  - 453 remises à l'Ordre Publique réalisées ;
- Nombre d'assainissements des arrêts bus rond-point et anti-pickpocket :
  - 1.418 Assainissements, Arrêt Bus et Rondpoint ;
  - 84 opérations anti-pickpocket ;
- Taux d'élucidation de traitement des affaires judiciaires relevant de la compétence de la Direction de la Police Judiciaire : 11.541 affaires traitées sur les 23.925 reçues, faisant 4.019 MD et 4.660 LP ;
- Taux d'élucidation des infractions à caractère économique et financière : 1.177 traitées sur les 2.178 reçues avec 582 MD et 545 LP ;
- Détournement de fonds publics au JIRAMA : Cas de détournement de fonds publics détecté au JIRAMA SOFIA dont 03 personnes ont été placées MD. La totalité du préjudice s'élève à Ar 3.140.341.644 au niveau Central ;
- Nombre de cas de vols de vanille : 100 kg sur 1.581,274 kg vanilles vertes saisies sont récupérés avec 15 personnes MD et 01 LP ;
- Taux d'élucidation des affaires sur la cybercriminalité : 335 traitées sur les 601 reçues faisant 59 MD et 256 LP ;
- Nombre de cas de vols d'ossements humains : 06 individus arrêtés et placés sous MD ;
- Quantité de cannabis saisis : Affaire impliquant 247 individus arrêtés dont 213 MD et 34 LP ;
- Quantité de drogue dure saisie (en gr) : 1,7 Quantité de méthamphétamine (en gr), 118 Quantité d'ecstasy (comprimé en gr) ;
- Nombre des vols à mains armées : 50 enregistrés par DPJ, 25 avortés ;
- Atteinte à la sûreté de l'État : 08 personnes arrêtées pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et tentative d'assassinat de son Excellence Mr Le Président de la République (APPOLLO 21) contre RAFANOHARANA Nantonirina Paul et consorts dont 03 (H) MD à Tsiafahy, 02 (F) MD à Manjakandriana, 01(H) sous contrôle judiciaire, 02 (H) LP ;
- Nombre de cas des vols des bovidés : - 120 sur 170 bovidés volés sont récupérés et 30 dahalo arrêtés dont 20 placés sous MD et 5 LP et 5 neutralisés/succombés ;
- Nombre de trafic des armes : - 01 kalachnikov saisie par SRFIP Menabe ; 01 PA MAB original par SRPJ ATSIMO-ANDREFANA avec 01 trafiquant placé sous MD ;
- Nombre de port illégal d'arme à feu : - 03 ports illégaux d'arme à feu - 02 détentions illégales d'arme à feu ;
- Nombre d'armes saisies : 40;
- Nombre des cartouches et munitions saisies : 05 boîtes chargeurs avec munitions des différents calibres saisies ;
- Nombre de voitures et moto saisies : 10 voitures et 03 motos ;

- Taux d'élucidation des infractions liées à la protection de bonnes mœurs et des mineurs : 520 traitées ;
- Nombre des attestations exceptionnelles de circulation délivrées et autorisations parentales délivrées par SCPAF : 43 attestations exceptionnelles de circulation, 342 autorisations parentales délivrées par SCPAF ;
- Nombre des passagers contrôlés au niveau des aéroports (arrivées et départs) : 6700 Nationaux, 3360 Étrangers résidents, 2400 Étrangers non-résidents ;
- Nombre des passagers contrôlés au niveau des ports (arrivées et départs) : Il s'agit des passagers dans les 15 navires, 700 nationaux, 260 Étrangers résidents, 65 étrangers non-résidents ;
- Nombre des bateaux contrôlés : 33 embarquements, 30 débarquements, 800 équipages contrôlés
- Déclaration de perte de passeport : 250 Nationaux, 20 Étrangers, 01 autres documents de voyages
- Nombre des étrangers faisant l'objet d'arrestation, d'enquête et d'examen de situation : 26 Étrangers objets de convocation, 22 Nationaux objets de convocation, 45 Étrangers objets d'enquêtes et examen de situation, 03 arrestations et retenues de passeport, 20 arrestations des étrangers pour enquêtes, 01 arrestations pour rétention de passeport et de carte résident, 01 objets d'arrestations, 7 étrangers convoqués pour nécessité d'enquête ;
- Nombre d'enquêtes effectuées sur demande de renseignement des autres instances, enquête de moralité et établissement fiche 8 (EDBM) : 52 enquêtes sur demande des autres instances, 125 enquêtes de moralité et fiche 33 EDBM ;
- Nombre des renseignements collectés et transmis : 6500 Renseignements généraux ;
- Nombre de renseignements collectés par le service central de la lutte contre le terrorisme :
- 22 notes des renseignements, 03 renseignements Afripol, 13 diverses attestations délivrées, 9 enquêtes et recoupements ;
- Nombre de cas de fraudes documentaires enregistrés : 02 cas d'escroqueries, 02 cas de faux et usage de faux enregistrés dans le cadre de la lutte contre la fraude des documents de voyage avec 01 MD, 01 faux et usage de faux de passeport, 01 faux et usage de faux de titre de séjour, 3 documents vérifiés pour authenticité ;
- Nombres des matériels roulants et équipements acquis : 02 Nissan 4x4 HILUX 17073 WWT pour DRSP SAVA et 17081 WWT pour DRSP Melaky, 01 4X4 ZNA N°25867 pour DEI, 12 matériels informatiques pour les différents services de police, 07 lampes torches et 05 menottes pour les différents services de police ;
- Nombres de dossiers traités par SCFB : 33.779 avis de crédit distribués, 2.336 bons de caisse, 45 éditions spéciales effectuées, 61 mandats engagés effectués, 68 mandats mandatés ;
- Nombre des opérations de réhabilitations effectuées : 52 dépannages et petites réparations effectuées par section bâtiment ;
- Nombre des matériels roulants réparés : -25 réparations dans la division garage ;
- Nombre d'installations de système, accessoires et maintenances : 125 Maintenances des matériels informatiques et accessoires, 75 Maintenances des logiciels, 01 transferts des compétences en matière de TIC pour le bon fonctionnement du système d'information, 10 installations des nouveaux matériels, logiciels et des réseaux locaux, internet et téléphonie, 4 dépannages et installations des équipements radio et caméras de surveillance, 22 paramétrages effectués par la DSIT ;
- Nombre des contrôles, descentes et réunions effectués par l'IGPN: 04 contrôles et surveillances par IGPN, 17 ateliers et formations par IGPN, 31 Participations des ateliers de formation, visioconférences par DLCD, 01 conférence de presse par IGPN, 15 descentes de l'équipe de la SCIA sur voie publique pour rappel à l'ordre au comportement, la vigilance, maître du métier (code de la route) et transmission aux éléments sur terrain sur l'instruction verbal de CIGPN, 29 Descentes sur terrains effectuées par le DLCD, 1.120 descentes sur terrains effectuées par DEI dans 285 secteurs ;
- Nombre des dossiers d'infraction constatée et enregistrée au SCEIS, IGPN : 7 dossiers transmis au parquet, 8 dossiers transmis au SCAD ;
- Taux d'efficacité du SCEIS dans le traitement des affaires mettant en cause des Policiers : 10 dossiers traités ;
- Nombre de Policiers sanctionnés : 01 policiers radiés au tableau d'avancement, 02 policiers sanctionnés d'abaissement de classe sans perte d'ancienneté, 01 policiers sanctionnés de blâme, 4 policiers frappés d'avertissement, 3 policiers pas de sanction après l'audience ;
- Taux d'efficacité dans le traitement de dossiers disciplinaires : 22 dossiers disciplinaires traités ;
- Taux d'efficacité de CODIS dans l'élucidation des dossiers en instances : 11 dossiers disciplinaires élucidés ;
- Nombre des Policiers traduits devant le Conseil de Discipline, Répartition par grade : 02 inspecteurs de police, 15 policiers du corps de Brigadiers et agents de police, Les fautes disciplinaires recensées impliquant les Policiers 4 pour acte incompatible avec la fonction d'agent de force publique, 4 pour abandon de poste, 3 pour acte de nature à porter la déconsidération du corps auquel il appartient, 01 pour acte d'insubordination et indiscipline, 01 pour inverse en service, 02 pour absence irrégulière, 01 pour négligence ayant entraîné la perte de matériel de l'État ;
- Nombre des dossiers disciplinaires enrôlés et instruits : 01 dossier d'acte d'insubordination, 01 dossier d'absence irrégulière réitérée, 01 dossier d'ivresse manifeste pendant le service, 01 dossier d'acte d'indiscipline et ivresse manifeste pendant le service.

## SECTEUR SOCIAL

### MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

- Construction à 100% des 31 CSB/MNP ; en cours de finition (de 80 à 98% de réalisation) des 25 CSB/MNP sur les 119 prévus dans le cadre du Projet Présidentiel ;
- Construction de 08 nouveaux CSB (CSB 2 Sendrisoa SDSP Ambalavao, CSB 2 Manjarivo SDSP Manakara, CSB 1 Mahatsara SDSP Ambatopndrazaka, CSB 2 Ambohimandroso SDSP Amparafaravola, CSB 1 Ambatoharanana SDSP Moramanga, CSB 2 Beahitse SDSP Ampanihy, CSB Andekaleka SDSP Brickaville et CSB 1 Ampanantaovana SDSP Antsirabe II) dans le cadre de la collaboration avec des ONG ;
- Construction des logements pour médecin, et salle de garde au niveau des 7 CHD (Manandriana, Ambohimahaso, Vohibato, Mahabo, Analalava, Mampikony et Mandritsara) ;
- Construction et extension de l'ATU CHU Joseph Ravoahangy Andrianavalona ;
- Prise en charge des premiers soins d'urgence VONJY- AINA au niveau des hôpitaux publics : dans 22 Centres Hospitaliers Universitaires, 16 Centres Hospitaliers de Référence Régionale et 99 Centres Hospitaliers de Référence de District ;
- Organisation de caravane médicale dans les districts de Moramanga, Vatomaniry et Fenerive Est ;
- Réhabilitation du Centre d'Appareillage de Madagascar ;
- Réhabilitation du logement de personnel au CSB 2 Ambodimanga Ramena District d'Ambanja.
- Ouverture des 23 postes de transfusion sanguine ;
- Recrutement des donneurs de sang bénévole dans 87 Centres de Transfusion Sanguine ;
- Dotation de matériels techniques dans 23 Régions ;
- Approvisionnement des poches à sang et réactifs de validation dans 93 Centres de Transfusion Sanguine (CTS) des 23 régions ;
- Dotation de 13 LAPTOPS UNOPS HP PROBOOK 450 G7 Intel core i7 8565U pour les Pha-G-Dis A2 ;
- Recrutement des bénévoles sur 900 postes budgétaires de l'Etat ;
- Basculement des agents Employés de Courte Durée du MSANP en Employés de Longue Durée dans toutes les Régions : 310 sur 311 dossiers finalisés, un en cours, un agent décédé ;
- Dotation en matériels de maintenance des responsables TIC au niveau des 22 régions (tablette avec housse, tournevis...) ;
- Campagne d'Aspersion Intra Domiciliaire d'insecticide à effet rémanent (CAID) dans la Région Atsimo Andrefana (districts de Toliary II, Sakaraha et Betioky Sud) et la Région Ihorombe (district d'Ihosy et Iakora) ;
- Investigation et riposte à l'épidémie de peste dans la Commune Miandrindra District Arivonimamo ;
- Investigations et riposte de cas de rage humaine à Ambato-Boeny, Itaosy Antananarivo Atsimondrano, Mandoto et Soamanandrariny Antananarivo Renivohitra ;
- Investigations et riposte à des cas de Fièvre de Vallée de Rift à Mananjary ;
- Mise en œuvre de la campagne de distribution de masse de médicament (DMM) dans 114 Districts
- Formation en PCI/PCE sur le COVID-19 et l'humanisation des soins : dans les Régions Analamanga, Atsinanana, Haute Matsiatra, Analanjirofo, Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Androy, Anosy, Vakinankaratra ;
- PCI/PEC/HDS Covid-19 à Ankazobe, Tsiroanomandidy, Tana Renivohitra, Manjakandriana, Andramasina, Soavinandriana, Miarinarivo, Arivonimamo, DIANA ;
- Recrutement de volontaires dans le cadre de la riposte à la COVID 19 : 747 agents volontaires actuellement au poste, contrat à durée déterminée d'un an, redéploiement effectué après la fermeture des CTC et des hôpitaux hôtels ;
- Soins de proximité dans 8 districts (Beloha, Ampanihy, Toliara II, Moramanga, Fandriana, Maevatanana, Antananarivo Atsimondrano et Miarinarivo) ;
- Dotation en KIT VIOL pour CENTRE VONJY, CHU PZAGA MAHAJANGA ;
- Prise en charge des 1 225 Femmes Victimes de Fistules Obstétricales ;
- Mise en place des 66 CSB Amis des Jeunes ;
- Campagne de riposte Polio 1ère phase et 2ème phase dans 16 régions (Amoron'i Mania, Analamanga, Analanjirofo, Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinanana, Atsinanana, Boeny, Haute Matsiatra, Ihorombe, Melaky, Menabe, Vakinankaratra, Vatovavy, Fitovinany et leurs 85 districts ;
- Acquisition des Kits TRO pour 381 CSB de tous les districts d'Alaotra Mangoro et d'Analamanga ;
- Brassards tricolores (MUAC) et montres trotteuses pour 1 034 sites PCIMEc de tous les districts d'Alaotra Mangoro et d'Analamanga sauf Antananarivo Renivohitra ;
- Approvisionnement en Vitamine A pour les Enfants de 6 à 59 mois dans 114 districts ;
- Approvisionnement en Aliments Thérapeutique (Lait F100, Lait F75 et Plumpy Nut) dans les CRENAS et CRENI des Régions Anosy, Androy, Atsimo Andrefana, Menabe, Analanjirofo, Atsimo Atsinanana, Atsinanana, Betsiboka et Analamanga ;
- Mise en place des structures amies des bébés (CSB et Lieu de travail) dans la Région Haute Matsiatra et Analamanga.

**MINISTÈRE DE LA POPULATION, DE LA PROTECTION SOCIALE ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME**

- Acquisition des Chapiteaux pour les sinistrés ;
- Acquisition des imprimantes multifonction laser pour les nouveaux bureaux du DRPPSPF ;
- Construction du Bâtiment administratif dans le District de Miandrivazo, Lalangina, Ankazoabo, Bekily, Ikongo, Ampanihy, Sakaraha, Nosy-Varika, Miandrivazo, Antsiranana II, Antanambao Manampotsy
- Réhabilitation du Bureau Régional de la DRPPSPF DIANA ;
- Acquisition des matériels et mobiliers de bureau pour les nouveaux Centre et bureau du DRPPSPF construit ; ;
- Aménagement extérieur et construction de clôture du Centre d'Écoute et de Conseil Juridique à Beloha ;
- Aménagement extérieur et construction de clôture du Centre de Protection des Personnes en situation d'Handicap ;
- Acquisition des matériels techniques pour le Bâtiment central MPPSPF ;
- Acquisition des matériels techniques pour les bâtiments administratifs ;
- Achat des produits et denrées alimentaires ;
- Achat de PPN ;
- Célébration de la Journée Internationale des Personnes handicapées ;
- Construction de la Maison des Femmes dans la Commune rurale Maromandia District Analalava ;
- Construction Centre de Protection de violence Basé sur le Genre à Ambovombe Androy ;
- Construction du Centre d'écoute et de conseil juridique dans le District Morombe Région Atsimo Andrefana ;
- Réhabilitation du Bâtiment du DRPPSPF du District Mandoto Région Vakinankaratra ;
- Réhabilitation du Centre de Protection des Personnes Agées à Moramanga Région Alaotra Mangoro ;
- Construction du Centre d'Écoute et des Conseils Juridiques dans le District Tsaratanana Région Betsiboka ;
- Acquisition des matériels et mobiliers de logement ;
- Acquisition des matériels techniques pour les bâtiments techniques ;
- Réhabilitation du Bâtiment du SDPPSPF du district Mampikony Région Sofia ;
- Acquisition des Matériels et Mobiliers de bureau ;
- Construction de la Maison des Femmes à Ampanihy, Bekily, Fenerive-Est ;
- Construction du Centre d'Ecoute et de conseil juridique dans le district Tsaratanana Région Betsiboka.



## ANNEXES

## Annexe 1 : Exécution par programmes et par grandes rubriques

En millions Ariary

PROGRAMME – GRANDE RUBRIQUE	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>Action sociale et développement</b>	<b>6,4</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>5,6</b>	<b>88,1%</b>	<b>5,6</b>	<b>5,2</b>	<b>94,2%</b>	<b>75,1%</b>
Indemnités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	45,2%
Biens et Services	0,8	0,8	0,8	0,8	94,9%	0,7	0,5	73,4%	97,2%
PIP sur Financement Interne	5,5	5,5	5,5	4,8	87,2%	4,8	4,7	97,4%	71,0%
<b>Administration et Coordination</b>	<b>1 082,9</b>	<b>757,4</b>	<b>687,2</b>	<b>656,3</b>	<b>95,5%</b>	<b>517,8</b>	<b>451,3</b>	<b>87,2%</b>	<b>78,1%</b>
Indemnités	119,6	106,9	107,9	97,5	90,4%	97,7	94,4	96,7%	99,4%
Biens et Services	155,3	150,6	156,1	138,1	88,5%	133,0	109,4	82,3%	95,5%
Transferts	188,8	183,0	112,6	110,0	97,7%	109,8	107,2	97,7%	80,1%
PIP sur Financement Externe	224,3	199,6	196,8	217,7	110,6%	85,9	64,2	74,6%	28,0%
PIP sur Financement Interne	394,9	117,3	113,8	93,0	81,7%	91,5	76,1	83,2%	94,0%
<b>Administration judiciaire</b>	<b>11,8</b>	<b>11,5</b>	<b>10,6</b>	<b>10,4</b>	<b>97,9%</b>	<b>10,0</b>	<b>8,8</b>	<b>88,2%</b>	<b>98,3%</b>
Biens et Services	4,3	4,0	4,0	3,8	95,1%	3,3	2,6	78,1%	95,2%
Transferts	2,5	2,5	1,6	1,6	98,4%	1,6	1,6	96,1%	99,7%
PIP sur Financement Interne	5,0	5,0	5,0	5,0	99,9%	5,0	4,6	92,4%	100,0%
<b>Administration pénitentiaire</b>	<b>53,1</b>	<b>53,0</b>	<b>39,1</b>	<b>38,8</b>	<b>99,3%</b>	<b>38,7</b>	<b>27,5</b>	<b>71,1%</b>	<b>95,0%</b>
Biens et Services	9,9	9,7	9,7	9,6	98,7%	9,6	8,7	90,4%	98,8%
Transferts	1,0	1,0	0,5	0,5	96,5%	0,5	0,4	93,8%	99,8%
PIP sur Financement Interne	42,2	42,2	28,8	28,7	99,6%	28,7	18,5	64,3%	92,5%
<b>Administration Territoriale</b>	<b>85,6</b>	<b>85,0</b>	<b>85,9</b>	<b>65,9</b>	<b>76,7%</b>	<b>65,6</b>	<b>46,2</b>	<b>70,5%</b>	<b>99,4%</b>
Indemnités	0,8	0,4	0,4	0,3	79,0%	0,3	0,2	82,3%	88,6%
Biens et Services	43,4	43,2	43,2	23,3	53,9%	23,2	16,2	69,9%	99,0%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0%	0,0	0,0	100,0%	100,0%
PIP sur Financement Interne	41,4	41,4	42,3	42,3	100,0%	42,1	29,8	70,7%	100,0%
<b>Administration, normalisation et formalisation du secteur tourisme</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>3,6</b>	<b>0,7</b>	<b>19,5%</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>65,6%</b>	<b>86,5%</b>
Indemnités	0,0	0,0	0,1	0,0	23,2%	0,0	0,0	100,0%	-
Biens et Services	0,1	0,1	0,3	0,3	78,0%	0,3	0,2	85,8%	99,1%
Transferts	0,1	0,1	0,4	0,4	97,6%	0,4	0,2	51,6%	74,2%
PIP sur Financement Externe	0,0	0,0	2,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Agriculture</b>	<b>427,6</b>	<b>389,5</b>	<b>377,9</b>	<b>701,7</b>	<b>185,7%</b>	<b>171,7</b>	<b>163,9</b>	<b>95,4%</b>	<b>48,1%</b>
Indemnités	1,7	0,9	0,9	0,8	87,9%	0,7	0,7	95,7%	99,0%
Biens et Services	2,5	2,3	2,3	2,1	89,8%	2,0	1,7	83,6%	97,7%
Transferts	1,8	1,8	1,5	1,5	99,7%	1,0	1,0	100,0%	99,9%
PIP sur Financement Externe	401,6	364,7	364,7	688,7	188,9%	165,4	158,2	95,7%	46,4%
PIP sur Financement Interne	19,9	19,9	8,6	8,6	100,6%	2,5	2,2	87,2%	86,2%
<b>Aménagement et développement du secteur tourisme</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>96,8%</b>	<b>97,8%</b>
Indemnités	0,3	0,2	0,1	0,1	99,8%	0,1	0,1	88,6%	95,1%
Biens et Services	0,6	0,6	0,4	0,4	100,0%	0,3	0,4	100,3%	98,4%
Transferts	1,2	1,2	0,2	0,2	100,0%	0,1	0,0	91,5%	99,7%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Aménagement et équipement des villes</b>	<b>177,6</b>	<b>178,2</b>	<b>177,9</b>	<b>316,4</b>	<b>177,8%</b>	<b>87,6</b>	<b>70,6</b>	<b>80,6%</b>	<b>89,0%</b>
PIP sur Financement Externe	176,7	177,3	177,9	316,4	177,8%	87,6	70,6	80,6%	88,6%
PIP sur Financement Interne	0,8	0,8	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	98,4%
<b>Appui à la gouvernance et à l'Etat de droit</b>	<b>37,9</b>	<b>42,5</b>	<b>38,3</b>	<b>44,6</b>	<b>116,5%</b>	<b>25,2</b>	<b>22,5</b>	<b>89,2%</b>	<b>76,8%</b>
Indemnités	5,6	5,9	5,9	4,6	78,3%	4,6	4,4	95,5%	99,4%
Biens et Services	3,6	3,8	3,8	3,2	84,1%	3,2	2,4	75,1%	97,0%
Transferts	8,5	8,5	7,3	7,3	99,7%	7,3	7,2	99,8%	100,0%
PIP sur Financement Externe	16,4	20,5	20,5	28,8	141,0%	9,4	8,2	87,0%	41,6%
PIP sur Financement Interne	3,8	3,8	0,8	0,6	82,9%	0,6	0,2	29,1%	94,0%
<b>Appui au développement</b>	<b>225,0</b>	<b>225,7</b>	<b>213,2</b>	<b>441,7</b>	<b>207,2%</b>	<b>233,4</b>	<b>242,5</b>	<b>103,9%</b>	<b>224,6%</b>
Indemnités	0,1	0,0	0,0	0,0	92,7%	0,0	0,0	99,9%	100,0%
Biens et Services	0,2	0,2	0,2	0,2	98,1%	0,2	0,2	89,1%	99,2%
Transferts	5,3	5,3	7,4	7,4	100,0%	7,4	7,4	100,0%	100,0%
PIP sur Financement Externe	197,6	198,5	198,5	428,1	215,7%	220,0	231,7	105,3%	283,9%
PIP sur Financement Interne	21,7	21,7	7,1	6,0	84,8%	5,8	3,2	55,1%	90,1%



PROGRAMME – GRANDE RUBRIQUE	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>Appui au développement social et économique</b>	<b>17,4</b>	<b>17,2</b>	<b>16,9</b>	<b>7,0</b>	<b>41,7%</b>	<b>5,9</b>	<b>5,0</b>	<b>85,0%</b>	<b>15,3%</b>
Indemnités	1,4	1,3	1,3	0,8	67,6%	0,8	0,8	93,6%	99,7%
Biens et Services	1,2	1,1	1,1	1,1	96,1%	1,1	1,0	89,3%	99,7%
Transferts	0,1	0,1	0,1	0,1	87,5%	0,1	0,0	79,3%	99,7%
PIP sur Financement Externe	13,5	13,5	13,5	4,2	30,8%	3,0	2,8	91,5%	10,0%
PIP sur Financement Interne	1,2	1,2	0,9	0,9	97,2%	0,9	0,4	49,7%	98,9%
<b>Armée de l'Air</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>99,8%</b>	<b>100,0%</b>
Indemnités	0,5	0,5	0,5	0,5	100,0%	0,5	0,5	99,7%	99,9%
Biens et Services	0,5	0,5	0,5	0,5	100,0%	0,5	0,5	99,9%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Armée de Terre</b>	<b>14,7</b>	<b>14,7</b>	<b>14,7</b>	<b>14,7</b>	<b>99,9%</b>	<b>14,7</b>	<b>13,2</b>	<b>89,8%</b>	<b>99,9%</b>
Indemnités	9,3	9,3	9,3	9,3	99,9%	9,3	9,0	96,5%	99,9%
Biens et Services	5,4	5,4	5,4	5,4	99,9%	5,4	4,2	78,3%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	100,0%
<b>Artisanat</b>	<b>5,4</b>	<b>5,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>99,1%</b>	<b>31,5%</b>
Biens et Services	0,2	0,2	0,1	0,1	100,0%	0,1	0,1	97,7%	99,0%
PIP sur Financement Interne	5,3	5,3	0,2	0,2	99,9%	0,2	0,2	100,0%	25,7%
<b>Commerce Extérieur</b>	<b>75,4</b>	<b>8,3</b>	<b>7,7</b>	<b>0,1</b>	<b>1,7%</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>84,0%</b>	<b>3,7%</b>
Biens et Services	0,1	0,2	0,1	0,1	95,5%	0,1	0,1	84,0%	99,9%
PIP sur Financement Externe	73,9	6,7	6,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	1,4	1,4	0,9	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	95,0%
<b>Commerce Intérieur</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>99,9%</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>98,5%</b>	<b>66,8%</b>
Indemnités	0,8	0,8	0,7	0,7	99,9%	0,7	0,7	100,0%	58,6%
Biens et Services	0,2	0,1	0,1	0,1	100,0%	0,1	0,1	90,3%	99,8%
PIP sur Financement Interne	2,3	2,3	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	100,0%
<b>Contrôle Budgétaire et Financière</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>92,5%</b>	<b>2,0</b>	<b>1,5</b>	<b>73,4%</b>	<b>93,5%</b>
Indemnités	0,5	0,5	0,5	0,3	73,5%	0,3	0,4	107,0%	100,0%
Biens et Services	1,9	1,8	1,8	1,7	97,3%	1,7	1,1	66,7%	91,4%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	99,9%	0,0	0,0	85,6%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Contrôle externe des Finances Publiques</b>	<b>0,8</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>86,0%</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>83,6%</b>	<b>97,1%</b>
Indemnités	0,1	0,1	0,1	0,1	74,3%	0,1	0,1	99,4%	100,0%
Biens et Services	0,6	0,5	0,5	0,5	86,9%	0,5	0,4	82,1%	96,5%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	97,3%	0,0	0,0	78,4%	97,8%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Coopération internationale et développement économique</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	100,0%	0,1	0,1	100,0%	100,0%
<b>Culture</b>	<b>7,2</b>	<b>6,9</b>	<b>9,8</b>	<b>9,8</b>	<b>99,7%</b>	<b>9,8</b>	<b>7,7</b>	<b>78,4%</b>	<b>96,9%</b>
Indemnités	0,5	0,2	0,2	0,2	88,0%	0,2	0,2	94,7%	100,0%
Biens et Services	0,0	0,0	0,0	0,0	99,8%	0,0	0,0	100,0%	99,8%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	95,7%	0,0	0,0	99,4%	100,0%
PIP sur Financement Interne	6,6	6,6	9,5	9,5	100,0%	9,5	7,4	77,8%	96,9%
<b>Décentralisation et Développement Local</b>	<b>240,0</b>	<b>228,2</b>	<b>228,9</b>	<b>214,0</b>	<b>93,5%</b>	<b>185,8</b>	<b>161,7</b>	<b>87,0%</b>	<b>101,3%</b>
Indemnités	0,3	0,1	0,1	0,1	87,8%	0,1	0,1	99,4%	99,9%
Biens et Services	0,6	0,6	0,6	0,5	96,5%	0,5	0,4	68,3%	99,7%
Transferts	109,9	109,9	108,5	108,5	100,0%	108,5	108,4	99,9%	97,5%
PIP sur Financement Externe	40,9	29,2	29,2	33,2	113,6%	5,0	4,7	95,0%	131,1%
PIP sur Financement Interne	88,4	88,4	90,4	71,6	79,2%	71,6	48,0	67,0%	100,0%
<b>Démocratie</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Transferts	1,8	1,8	1,9	1,9	100,0%	1,9	1,9	100,0%	100,0%
<b>Développement de la pêche et des ressources halieutiques</b>	<b>62,1</b>	<b>39,6</b>	<b>41,6</b>	<b>83,2</b>	<b>200,1%</b>	<b>16,0</b>	<b>12,8</b>	<b>79,7%</b>	<b>26,5%</b>
Indemnités	0,1	0,1	0,1	0,1	100,0%	0,1	0,0	96,3%	99,5%
Biens et Services	0,5	0,4	0,3	0,3	99,7%	0,3	0,3	94,8%	96,6%
Transferts	4,3	4,3	6,8	6,2	90,6%	5,3	5,0	94,7%	98,7%
PIP sur Financement Externe	56,5	34,1	34,1	76,4	224,1%	10,2	7,4	72,1%	21,0%
PIP sur Financement Interne	0,8	0,8	0,3	0,3	99,3%	0,1	0,0	0,0%	41,6%
<b>Développement de l'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement</b>	<b>118,1</b>	<b>59,1</b>	<b>53,9</b>	<b>51,3</b>	<b>95,1%</b>	<b>45,8</b>	<b>9,4</b>	<b>20,5%</b>	<b>29,8%</b>
Biens et Services	0,2	0,2	0,2	0,2	99,9%	0,2	0,2	93,2%	99,3%
Transferts	3,2	3,2	0,7	0,7	100,0%	0,7	0,7	100,0%	100,0%
PIP sur Financement Externe	96,4	37,3	37,3	34,7	92,9%	30,1	4,2	14,0%	0,0%
PIP sur Financement Interne	18,4	18,4	15,7	15,7	100,0%	14,8	4,3	29,2%	65,2%
<b>Développement des infrastructures</b>	<b>150,5</b>	<b>81,3</b>	<b>80,7</b>	<b>27,7</b>	<b>34,3%</b>	<b>21,2</b>	<b>21,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>64,4%</b>

PROGRAMME – GRANDE RUBRIQUE	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
PIP sur Financement Externe	150,5	81,3	80,7	27,7	34,3%	21,2	21,2	100,0%	61,2%
PIP sur Financement Interne					-			-	95,7%
<b>Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales</b>	<b>210,3</b>	<b>160,1</b>	<b>160,1</b>	<b>392,7</b>	<b>245,3%</b>	<b>55,5</b>	<b>52,5</b>	<b>94,7%</b>	<b>75,5%</b>
Biens et Services	0,3	0,3	0,3	0,3	98,9%	0,3	0,2	84,1%	99,8%
Transferts					-			-	-
PIP sur Financement Externe	210,1	159,8	159,8	392,5	245,6%	55,2	52,3	94,7%	75,6%
PIP sur Financement Interne					-			-	74,4%
<b>Développement des infrastructures Radio et Télévision</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>6,1</b>	<b>6,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>6,1</b>	<b>5,9</b>	<b>97,0%</b>	<b>100,0%</b>
PIP sur Financement Interne	0,0	0,0	6,1	6,1	100,0%	6,1	5,9	97,0%	100,0%
<b>Développement des infrastructures routières</b>	<b>911,1</b>	<b>778,3</b>	<b>679,6</b>	<b>1 085,1</b>	<b>159,7%</b>	<b>303,4</b>	<b>160,2</b>	<b>52,8%</b>	<b>62,6%</b>
Indemnités	0,0	0,0	0,2	0,2	80,6%	0,2	0,2	91,6%	-
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	89,1%	0,1	0,1	74,1%	96,4%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	22,3%	0,0	0,0	100,0%	96,8%
PIP sur Financement Externe	718,2	585,3	585,3	990,9	169,3%	212,3	127,1	59,9%	57,0%
PIP sur Financement Interne	192,8	192,8	93,9	93,9	100,0%	90,8	32,9	36,3%	96,5%
<b>Développement des réseaux d'accès aux TIC dans les zones rurales</b>	<b>39,8</b>	<b>17,7</b>	<b>17,7</b>	<b>43,7</b>	<b>247,0%</b>	<b>43,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>44,2%</b>
PIP sur Financement Externe	39,8	17,7	17,7	43,7	247,0%	43,7	0,0	0,0%	0,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	73,7%
<b>Développement du secteur Minier</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>92,8%</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>76,7%</b>	<b>99,3%</b>
Biens et Services	1,1	1,1	1,1	1,0	92,8%	1,0	0,8	76,7%	98,7%
PIP sur Financement Interne					-			-	99,9%
<b>Développement du secteur pétrolier</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>95,3%</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>84,2%</b>	<b>99,7%</b>
Biens et Services	0,7	0,7	0,7	0,7	95,3%	0,7	0,6	84,2%	99,7%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Développement du secteur pétrolier et des biocarburants</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>99,7%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>95,9%</b>	<b>98,8%</b>
Biens et Services	0,0	0,0	0,0	0,0	99,7%	0,0	0,0	95,9%	98,8%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Développement du Secteur Privé</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>99,9%</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>92,2%</b>	<b>100,0%</b>
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	99,9%	0,1	0,1	92,2%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Développement météorologique</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>0,7</b>	<b>66,3%</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>91,0%</b>	<b>92,9%</b>
Indemnités	0,2	0,1	0,1	0,1	79,8%	0,1	0,1	94,2%	94,9%
Biens et Services	0,9	0,9	0,9	0,6	62,8%	0,5	0,5	89,1%	91,5%
Transferts	0,2	0,2	0,1	0,1	77,8%	0,1	0,1	98,3%	99,2%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Diplomatie et Coopération</b>	<b>9,5</b>	<b>8,5</b>	<b>7,7</b>	<b>15,6</b>	<b>203,3%</b>	<b>15,5</b>	<b>15,2</b>	<b>98,5%</b>	<b>172,9%</b>
Indemnités	2,1	2,1	2,1	1,6	77,3%	1,6	1,6	100,0%	100,0%
Biens et Services	5,4	5,4	5,4	13,8	254,1%	13,8	13,6	98,4%	293,3%
Transferts					-			-	100,0%
PIP sur Financement Interne	2,0	1,0	0,1	0,1	98,9%	0,0	0,0	100,0%	100,0%
<b>Domaine et sécurisation foncière</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	<b>19,0%</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>33,6%</b>
PIP sur Financement Externe	1,0	1,0	1,0	0,2	19,0%	0,2	0,0	0,0%	0,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	96,8%
<b>Douanes</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>	<b>72,3%</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>	<b>89,5%</b>	<b>98,3%</b>
Indemnités	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
Biens et Services	2,3	2,0	2,0	1,5	74,0%	1,4	1,3	88,4%	97,2%
Transferts	0,2	0,2	0,2	0,1	73,5%	0,1	0,1	100,0%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	99,9%
<b>Economie</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>84,7%</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>93,1%</b>	<b>98,5%</b>
Indemnités	0,4	0,2	0,2	0,0	6,7%	0,0	0,0	100,0%	100,0%
Biens et Services	0,7	0,6	0,6	0,6	97,6%	0,6	0,6	95,1%	97,6%
Transferts	0,3	0,3	0,3	0,3	98,7%	0,2	0,2	87,9%	99,7%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Education Electorale et Communication</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>99,8%</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>26,4%</b>	<b>99,5%</b>
Biens et Services	0,2	0,2	0,2	0,2	99,8%	0,2	0,1	26,4%	99,5%
<b>Education fondamentale de 9 ans</b>	<b>435,1</b>	<b>316,6</b>	<b>354,8</b>	<b>439,7</b>	<b>123,9%</b>	<b>187,7</b>	<b>120,7</b>	<b>64,3%</b>	<b>66,3%</b>
Indemnités	8,9	8,9	8,9	8,7	97,7%	8,5	6,4	74,5%	80,2%

PROGRAMME – GRANDE RUBRIQUE	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
Biens et Services	45,5	45,5	28,5	11,5	40,4%	11,4	5,9	51,3%	73,1%
Transferts	93,4	96,6	93,2	93,1	99,9%	77,7	51,8	66,7%	96,9%
PIP sur Financement Externe	146,4	134,7	134,7	295,3	219,2%	63,3	40,1	63,4%	36,0%
PIP sur Financement Interne	141,0	31,0	89,5	31,1	34,8%	26,8	16,6	61,8%	80,9%
<b>Education non formelle</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>98,5%</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>95,9%</b>	<b>75,4%</b>
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	98,5%	0,1	0,1	95,9%	75,4%
Transferts	0,4	0,4	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Education préscolaire</b>	<b>3,3</b>	<b>5,4</b>	<b>5,3</b>	<b>5,3</b>	<b>99,4%</b>	<b>5,3</b>	<b>3,0</b>	<b>56,9%</b>	<b>77,7%</b>
Biens et Services					-			-	42,5%
Transferts	3,3	5,4	5,3	5,3	99,4%	5,3	3,0	56,9%	77,8%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Elevage</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>82,8%</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>76,3%</b>	<b>99,6%</b>
Indemnités	0,1	0,0	0,0	0,0	84,4%	0,0	0,0	100,0%	99,4%
Biens et Services	0,5	0,4	0,4	0,3	79,8%	0,3	0,3	95,0%	97,4%
Transferts	0,1	0,1	0,1	0,1	95,3%	0,1	0,0	0,0%	99,7%
PIP sur Financement Interne	0,9	0,9	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	100,0%
<b>Enseignement secondaire générale</b>	<b>11,6</b>	<b>11,8</b>	<b>14,1</b>	<b>11,3</b>	<b>80,1%</b>	<b>11,3</b>	<b>3,1</b>	<b>27,7%</b>	<b>43,6%</b>
Biens et Services	2,6	2,6	0,9	0,6	68,8%	0,6	0,3	41,4%	79,1%
Transferts	5,1	5,3	5,6	5,6	99,4%	5,6	0,6	10,2%	96,1%
PIP sur Financement Interne	3,9	3,9	7,6	5,1	67,1%	5,1	2,3	45,1%	28,9%
<b>Enseignement Supérieur</b>	<b>58,1</b>	<b>51,6</b>	<b>43,7</b>	<b>37,6</b>	<b>86,0%</b>	<b>34,2</b>	<b>32,9</b>	<b>96,3%</b>	<b>98,6%</b>
Indemnités	0,2	0,2	0,2	0,2	99,9%	0,2	0,2	100,0%	100,0%
Biens et Services	1,3	1,2	1,2	1,1	88,2%	1,1	1,0	91,0%	96,8%
PIP sur Financement Externe	7,5	6,0	6,0	0,1	1,2%	0,1	0,1	100,0%	-
PIP sur Financement Interne	49,1	44,1	36,2	36,2	100,0%	32,8	31,7	96,4%	98,9%
<b>Enseignement Technique et Professionnel</b>	<b>8,1</b>	<b>6,4</b>	<b>8,3</b>	<b>6,9</b>	<b>82,8%</b>	<b>6,8</b>	<b>4,1</b>	<b>60,1%</b>	<b>-</b>
Indemnités	3,8	2,7	4,6	3,6	77,6%	3,5	2,1	59,7%	-
Biens et Services	4,4	3,7	3,7	3,3	89,4%	3,3	2,0	60,5%	-
<b>Formation</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>99,7%</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>85,9%</b>	<b>99,7%</b>
Indemnités	1,1	1,2	1,2	1,2	99,9%	1,2	1,1	93,3%	100,0%
Biens et Services	0,5	0,5	0,5	0,5	99,5%	0,5	0,3	69,7%	99,0%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	93,1%	0,0	0,0	63,9%	99,8%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Formation et réforme</b>	<b>12,4</b>	<b>6,2</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>99,9%</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>99,4%</b>	<b>99,7%</b>
Indemnités	0,1	0,1	0,1	0,1	99,8%	0,1	0,1	100,0%	100,0%
Biens et Services	1,9	5,0	5,0	5,0	99,9%	5,0	4,9	99,3%	99,6%
Transferts	0,4	1,1	0,9	0,9	100,0%	0,9	0,9	100,0%	99,9%
PIP sur Financement Interne	10,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	100,0%
<b>Formation Professionnelle</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>11,2</b>	<b>171,1%</b>	<b>5,4</b>	<b>5,3</b>	<b>98,3%</b>	<b>-</b>
Biens et Services	0,6	0,6	0,6	0,6	99,5%	0,6	0,5	84,5%	-
PIP sur Financement Externe	6,0	6,0	6,0	10,6	178,2%	4,8	4,8	100,0%	-
<b>Fourniture des soins de santé de qualité</b>	<b>106,7</b>	<b>93,8</b>	<b>85,4</b>	<b>72,2</b>	<b>84,6%</b>	<b>70,1</b>	<b>46,7</b>	<b>66,7%</b>	<b>71,5%</b>
Indemnités	0,5	0,5	0,5	0,4	91,4%	0,4	0,3	75,5%	89,3%
Biens et Services	11,6	10,0	10,0	9,6	95,6%	9,4	6,4	68,0%	94,4%
Transferts	30,8	30,8	24,8	24,7	99,9%	23,7	15,8	66,7%	99,6%
PIP sur Financement Externe	24,0	12,7	12,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	39,9	39,9	37,5	37,5	100,0%	36,6	24,2	66,2%	84,0%
<b>Genre et développement</b>	<b>3,9</b>	<b>5,1</b>	<b>4,2</b>	<b>1,7</b>	<b>41,3%</b>	<b>1,6</b>	<b>0,4</b>	<b>24,1%</b>	<b>20,0%</b>
Biens et Services	0,2	0,2	0,2	0,2	99,8%	0,2	0,1	83,1%	99,9%
PIP sur Financement Externe	2,4	2,4	2,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	1,3	2,5	1,6	1,6	100,0%	1,5	0,3	17,8%	100,0%
<b>Gestion du Budget</b>	<b>1 578,6</b>	<b>2 101,4</b>	<b>2 398,4</b>	<b>2 271,3</b>	<b>94,7%</b>	<b>2 263,7</b>	<b>2 227,7</b>	<b>98,4%</b>	<b>93,1%</b>
Indemnités	23,5	27,4	17,1	1,2	6,9%	1,2	1,2	100,0%	18,5%
Biens et Services	33,1	56,5	65,2	23,0	35,2%	19,5	10,9	55,9%	15,6%
Transferts	817,3	1 214,1	1 287,0	1 244,6	96,7%	1 244,6	1 234,1	99,2%	99,1%
PIP sur Financement Interne	704,7	803,4	1 029,1	1 002,5	97,4%	998,4	981,6	98,3%	97,4%
<b>Gestion du patrimoine routier</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>65,7%</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>79,6%</b>	<b>20,9%</b>
Indemnités	0,0	0,0	0,1	0,1	60,9%	0,1	0,1	67,8%	-

PROGRAMME – GRANDE RUBRIQUE	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
Biens et Services	0,1	0,1	0,2	0,1	70,8%	0,1	0,1	90,2%	99,9%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	53,8%	0,0	0,0	39,7%	98,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	14,3%
<b>Gestion durable des ressources naturelles</b>	<b>52,5</b>	<b>33,0</b>	<b>33,0</b>	<b>34,5</b>	<b>104,5%</b>	<b>8,4</b>	<b>4,8</b>	<b>57,5%</b>	<b>7,6%</b>
Indemnités	2,0	1,6	1,6	1,5	92,5%	1,5	1,4	92,6%	98,2%
Biens et Services	0,8	0,8	0,8	0,7	95,0%	0,7	0,6	88,0%	95,8%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	87,6%	0,0	0,0	67,4%	91,9%
PIP sur Financement Externe	49,6	30,6	30,6	32,2	105,4%	6,1	2,8	45,2%	1,8%
PIP sur Financement Interne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	147,5%
<b>Gestion Financière du Personnel de l'Etat</b>	<b>15,3</b>	<b>15,5</b>	<b>15,5</b>	<b>9,5</b>	<b>61,3%</b>	<b>8,9</b>	<b>6,3</b>	<b>71,4%</b>	<b>96,3%</b>
Indemnités					-			-	98,9%
Biens et Services	14,1	14,3	14,3	8,4	58,5%	7,8	5,5	71,2%	96,5%
Transferts	1,1	1,2	1,2	1,1	94,4%	1,1	0,8	72,4%	94,0%
<b>Gestion Fiscale</b>	<b>4,8</b>	<b>4,5</b>	<b>4,5</b>	<b>4,3</b>	<b>95,8%</b>	<b>4,2</b>	<b>3,1</b>	<b>74,5%</b>	<b>99,4%</b>
Indemnités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	100,0%
Biens et Services	4,5	4,2	4,2	4,0	96,8%	3,9	2,9	73,0%	99,3%
Transferts	0,3	0,3	0,3	0,3	83,6%	0,3	0,3	95,8%	99,7%
PIP sur Financement Interne					-			-	100,0%
<b>Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>5,8</b>	<b>5,7</b>	<b>98,9%</b>	<b>5,7</b>	<b>5,5</b>	<b>95,6%</b>	<b>98,4%</b>
Indemnités	1,3	1,3	1,3	1,3	99,3%	1,3	1,3	96,9%	100,0%
Biens et Services	4,5	4,5	4,5	4,4	98,8%	4,4	4,2	95,2%	97,8%
Transferts	0,5	0,5	0,0	0,0	100,0%	0,0	0,0	100,0%	69,0%
<b>Gouvernance Responsable</b>	<b>35,6</b>	<b>39,8</b>	<b>50,9</b>	<b>50,7</b>	<b>99,6%</b>	<b>50,6</b>	<b>51,5</b>	<b>101,6%</b>	<b>99,9%</b>
Indemnités	18,8	18,8	25,9	25,7	99,3%	25,7	26,0	101,1%	100,0%
Biens et Services	16,7	21,0	25,0	25,0	99,8%	24,9	25,5	102,2%	99,7%
Transferts	0,1	0,1	0,0	0,0	100,0%	0,0	0,0	89,7%	100,0%
<b>Industrie</b>	<b>71,8</b>	<b>31,7</b>	<b>18,5</b>	<b>0,6</b>	<b>3,5%</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>79,5%</b>	<b>3,2%</b>
Biens et Services	0,2	0,2	0,2	0,2	97,1%	0,2	0,2	91,0%	96,4%
PIP sur Financement Externe	57,5	17,4	17,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	14,1	14,1	1,0	0,5	48,3%	0,5	0,4	75,2%	94,6%
<b>Intervention spéciale et/ou mixte</b>	<b>6,7</b>	<b>6,7</b>	<b>6,7</b>	<b>6,4</b>	<b>95,5%</b>	<b>6,4</b>	<b>6,3</b>	<b>98,7%</b>	<b>99,9%</b>
Indemnités	0,5	0,5	0,5	0,5	98,5%	0,5	0,5	100,0%	99,7%
Biens et Services	6,2	6,1	6,1	5,8	95,2%	5,8	5,8	98,7%	99,9%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0%	0,0	0,0	75,0%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Jeunesse et Loisirs</b>	<b>8,7</b>	<b>8,6</b>	<b>8,2</b>	<b>5,1</b>	<b>62,2%</b>	<b>5,1</b>	<b>5,3</b>	<b>103,1%</b>	<b>32,4%</b>
Indemnités	0,1	0,0	0,0	0,0	100,0%	0,0	0,0	100,0%	100,0%
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	99,4%	0,1	0,1	71,6%	90,6%
Transferts	5,4	5,4	5,0	5,0	99,9%	5,0	5,2	103,6%	74,1%
PIP sur Financement Externe	3,1	3,1	3,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	100,0%
<b>Lutte contre les maladies</b>	<b>186,9</b>	<b>162,1</b>	<b>161,2</b>	<b>3,0</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>86,3%</b>	<b>1,4%</b>
Indemnités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
Biens et Services	1,0	0,8	0,8	0,8	97,2%	0,7	0,6	77,1%	96,1%
PIP sur Financement Externe	184,2	159,7	159,7	1,6	1,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	1,7	1,7	0,7	0,7	99,4%	0,7	0,7	96,0%	41,5%
<b>Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes malagasy</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>93,5%</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>74,2%</b>	<b>99,2%</b>
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	93,5%	0,1	0,1	74,2%	93,5%
PIP sur Financement Interne					-			-	99,4%
<b>Marine Nationale</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>	<b>99,4%</b>	<b>100,0%</b>
Indemnités	0,7	0,7	0,7	0,7	100,0%	0,7	0,7	100,0%	100,0%
Biens et Services	0,6	0,6	0,6	0,6	100,0%	0,6	0,6	98,8%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Média</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>0,0</b>	<b>1,8%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,9%</b>
Biens et Services	0,0	0,0	0,0	0,0	99,9%	0,0	0,0	100,0%	99,3%
PIP sur Financement Externe	1,1	1,1	1,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
<b>Mise en Œuvre du Processus Electoral</b>	<b>6,8</b>	<b>6,8</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>	<b>99,4%</b>	<b>4,6</b>	<b>3,4</b>	<b>74,3%</b>	<b>100,0%</b>
Indemnités	2,9	2,9	2,9	2,9	99,0%	2,9	2,7	93,2%	100,0%
Biens et Services	0,2	0,2	0,2	0,2	100,0%	0,2	0,0	20,8%	100,0%
PIP sur Financement Interne	3,6	3,6	1,5	1,5	100,0%	1,5	0,7	45,3%	100,0%
<b>Nouvelles Villes et Logements</b>	<b>22,7</b>	<b>22,9</b>	<b>16,2</b>	<b>16,2</b>	<b>100,0%</b>	<b>16,2</b>	<b>7,1</b>	<b>43,6%</b>	<b>23,0%</b>
PIP sur Financement Interne	22,7	22,9	16,2	16,2	100,0%	16,2	7,1	43,6%	23,0%

PROGRAMME – GRANDE RUBRIQUE	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>Pilotage de la politique de défense</b>	<b>29,6</b>	<b>29,1</b>	<b>22,6</b>	<b>22,4</b>	<b>99,0%</b>	<b>22,2</b>	<b>12,2</b>	<b>55,2%</b>	<b>99,7%</b>
Indemnités	5,2	4,7	4,7	4,5	95,4%	4,5	3,7	82,0%	100,0%
Biens et Services	3,4	3,4	3,4	3,4	100,0%	3,4	2,9	85,0%	98,0%
Transferts	0,7	0,7	0,7	0,7	99,7%	0,7	0,6	91,9%	99,4%
PIP sur Financement Interne	20,3	20,3	13,8	13,8	100,0%	13,6	5,0	37,0%	100,0%
<b>Pilotage et coordination, appui, mise en œuvre, suivi et contrôle des actions gouvernementales</b>	<b>10,4</b>	<b>10,2</b>	<b>9,5</b>	<b>9,2</b>	<b>96,8%</b>	<b>8,9</b>	<b>8,5</b>	<b>95,5%</b>	<b>99,1%</b>
Indemnités	0,2	0,1	0,1	0,1	100,0%	0,1	0,1	99,7%	100,0%
Biens et Services	8,3	8,1	8,5	8,2	96,7%	7,9	7,6	95,8%	99,8%
Transferts	1,6	1,6	0,7	0,7	98,5%	0,7	0,7	97,9%	99,7%
PIP sur Financement Interne	0,4	0,4	0,2	0,2	94,5%	0,2	0,2	76,4%	77,5%
<b>Planification</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>99,9%</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	99,9%	0,1	0,1	100,0%	100,0%
<b>Population et développement</b>	<b>8,3</b>	<b>10,5</b>	<b>7,7</b>	<b>2,2</b>	<b>28,8%</b>	<b>2,0</b>	<b>0,7</b>	<b>36,8%</b>	<b>7,6%</b>
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	90,2%	0,1	0,1	74,1%	99,8%
Transferts	0,1	0,1	0,1	0,0	100,0%	0,0	0,0	93,2%	96,3%
PIP sur Financement Externe	5,5	5,5	5,5	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	2,7	4,9	2,1	2,1	100,0%	1,9	0,6	33,4%	100,0%
<b>Pouvoir Juridictionnel à l'endroit des Hautes Personnalités/Gouvernants</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>2,7</b>	<b>91,1%</b>	<b>2,7</b>	<b>2,6</b>	<b>97,5%</b>	<b>99,9%</b>
Indemnités	2,8	2,8	2,8	2,6	90,9%	2,6	2,5	98,4%	100,0%
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	95,8%	0,1	0,1	80,5%	97,2%
<b>Promotion de l'inspection et de l'administration du Travail</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>90,5%</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>93,4%</b>	<b>97,5%</b>
Indemnités	0,0	0,0	0,0	0,0	46,4%	0,0	0,0	100,0%	100,0%
Biens et Services	0,2	0,2	0,2	0,2	94,3%	0,2	0,2	92,2%	96,9%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0%	0,0	0,0	100,0%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	100,0%
<b>Promotion de l'intégrité</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>94,3%</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>83,4%</b>	<b>99,6%</b>
Biens et Services	0,4	0,4	0,4	0,4	96,3%	0,4	0,3	83,4%	99,8%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	65,0%	0,0	0,0	83,6%	97,5%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Promotion et protection des Droits de l'Homme</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Transferts	0,6	0,4	0,4	0,4	100,0%	0,4	0,4	100,0%	100,0%
<b>Promouvoir la croissance économique par l'emploi décent</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>93,4%</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>94,2%</b>	<b>97,4%</b>
Biens et Services	0,3	0,3	0,3	0,3	95,6%	0,3	0,3	93,9%	96,1%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	61,1%	0,0	0,0	100,0%	99,9%
PIP sur Financement Interne					-			-	100,0%
<b>Promouvoir l'insertion et la reconversion du travail</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>92,0%</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>99,2%</b>	<b>92,2%</b>
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	92,0%	0,1	0,1	99,2%	92,2%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Promouvoir une fonction publique professionnelle moderne, intègre et centrée sur le service public</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>77,4%</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>94,3%</b>	<b>97,1%</b>
Indemnités	0,1	0,1	0,1	0,0	6,9%	0,0	0,0	86,3%	91,3%
Biens et Services	0,2	0,2	0,2	0,2	96,8%	0,2	0,2	93,8%	97,0%
Transferts	0,0	0,0	0,0	0,0	99,6%	0,0	0,0	100,0%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Protection sociale</b>	<b>12,6</b>	<b>17,6</b>	<b>16,1</b>	<b>14,3</b>	<b>88,6%</b>	<b>9,5</b>	<b>3,2</b>	<b>33,5%</b>	<b>27,3%</b>
Biens et Services	0,3	0,3	0,3	0,3	99,8%	0,3	0,3	90,2%	99,8%
PIP sur Financement Externe	10,0	10,1	10,1	8,2	81,8%	3,4	2,7	78,4%	19,1%
PIP sur Financement Interne	2,3	7,2	5,7	5,7	100,0%	5,7	0,2	3,0%	46,3%
<b>Recherche Scientifique</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>97,6%</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>84,5%</b>	<b>97,2%</b>
Biens et Services	0,3	0,3	0,3	0,3	97,6%	0,3	0,3	84,5%	96,5%
PIP sur Financement Interne					-			-	99,2%
<b>Réconciliation Nationale</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>79,6%</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>66,9%</b>	<b>97,4%</b>
Biens et Services	0,9	0,9	0,9	0,7	79,6%	0,7	0,5	66,9%	97,4%
<b>Réforme de l'Administration</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>43,3%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Biens et Services	0,0	0,0	0,0	0,0	43,3%	0,0	0,0	100,0%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Réformes Administratives</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>99,5%</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>77,9%</b>	<b>96,2%</b>

PROGRAMME – GRANDE RUBRIQUE	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
Indemnités	0,0	0,0	0,0	0,0	79,7%	0,0	0,0	100,0%	69,6%
Biens et Services	0,3	0,3	0,3	0,3	99,7%	0,3	0,3	77,7%	95,7%
Transferts					-			-	-
PIP sur Financement Interne					-			-	99,8%
<b>Répression des actes de corruption</b>	<b>3,5</b>	<b>3,4</b>	<b>3,4</b>	<b>2,7</b>	<b>78,8%</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>	<b>99,3%</b>	<b>98,2%</b>
Indemnités	2,4	2,3	2,3	1,6	71,3%	1,6	1,7	106,6%	100,0%
Biens et Services	1,1	1,1	1,1	1,0	93,9%	0,9	0,8	86,6%	95,8%
Transferts	0,1	0,1	0,1	0,1	100,0%	0,1	0,1	99,6%	100,0%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>SECURITE ET ORDRE PUBLICS</b>	<b>8,9</b>	<b>8,6</b>	<b>8,6</b>	<b>8,5</b>	<b>99,2%</b>	<b>8,5</b>	<b>7,9</b>	<b>92,6%</b>	<b>99,6%</b>
Indemnités	1,7	1,6	1,6	1,6	97,1%	1,6	1,5	93,1%	99,9%
Biens et Services	7,0	6,7	6,7	6,7	99,6%	6,7	6,2	92,6%	99,5%
Transferts	0,2	0,2	0,2	0,2	99,7%	0,2	0,2	87,1%	99,6%
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Sécurité publique</b>	<b>25,6</b>	<b>25,4</b>	<b>25,4</b>	<b>25,3</b>	<b>99,7%</b>	<b>25,2</b>	<b>18,3</b>	<b>72,7%</b>	<b>87,5%</b>
Biens et Services	2,0	1,9	1,9	1,8	96,5%	1,8	1,8	96,5%	99,6%
Transferts					-			-	99,9%
PIP sur Financement Interne	23,5	23,5	23,5	23,5	100,0%	23,4	16,6	70,9%	85,7%
<b>Sports</b>	<b>133,9</b>	<b>125,2</b>	<b>32,3</b>	<b>28,9</b>	<b>89,4%</b>	<b>28,8</b>	<b>28,7</b>	<b>99,8%</b>	<b>97,2%</b>
Indemnités	0,1	0,0	0,0	0,0	100,0%	0,0	0,0	100,0%	99,4%
Biens et Services	0,1	0,1	0,1	0,1	99,3%	0,1	0,1	88,2%	91,8%
Transferts	4,0	5,3	5,4	5,4	100,0%	5,4	5,3	98,8%	97,3%
PIP sur Financement Externe	0,9	0,9	0,9	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	128,9	118,9	25,9	23,4	90,1%	23,3	23,3	100,0%	100,0%
<b>Surveillance du territoire et renseignements généraux</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>6,1</b>	<b>95,8%</b>	<b>6,1</b>	<b>4,0</b>	<b>66,3%</b>	<b>100,0%</b>
Biens et Services	6,4	6,4	6,4	6,1	95,8%	6,1	4,0	66,3%	100,0%
<b>Survie et développement de la mère et de l'enfant</b>	<b>178,6</b>	<b>153,1</b>	<b>293,2</b>	<b>231,9</b>	<b>79,1%</b>	<b>98,2</b>	<b>32,2</b>	<b>32,8%</b>	<b>33,2%</b>
Indemnités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
Biens et Services	0,4	0,3	0,3	0,3	97,4%	0,3	0,2	71,3%	92,1%
Transferts	3,5	3,5	18,0	18,0	100,0%	18,0	18,0	100,0%	100,0%
PIP sur Financement Externe	174,1	148,7	274,3	213,0	77,6%	79,3	13,6	17,1%	31,2%
PIP sur Financement Interne	0,7	0,7	0,7	0,7	100,0%	0,7	0,5	70,0%	100,0%
<b>Transports Maritime, Fluvial et Aérien</b>	<b>6,4</b>	<b>2,7</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>66,9%</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>99,1%</b>	<b>87,5%</b>
Indemnités	0,1	0,0	0,0	0,0	81,3%	0,0	0,0	100,7%	95,6%
Biens et Services	0,7	0,7	0,7	0,5	75,6%	0,5	0,5	99,7%	98,3%
Transferts	1,7	1,7	0,4	0,4	93,5%	0,4	0,4	98,1%	83,3%
PIP sur Financement Externe	3,9	0,3	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
PIP sur Financement Interne					-			-	-
<b>Transports Routier et Ferroviaire</b>	<b>13,3</b>	<b>119,7</b>	<b>115,3</b>	<b>110,9</b>	<b>96,2%</b>	<b>110,9</b>	<b>110,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>81,9%</b>
Indemnités	0,3	0,2	0,2	0,1	54,6%	0,1	0,1	98,5%	92,5%
Biens et Services	0,6	0,6	0,6	0,5	76,4%	0,5	0,4	98,1%	98,6%
Transferts	1,5	1,4	0,1	0,0	54,4%	0,0	0,0	91,1%	28,9%
PIP sur Financement Externe	8,0	4,1	4,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
PIP sur Financement Interne	3,1	113,4	110,3	110,3	100,0%	110,3	110,3	100,0%	98,8%
<b>Trésor</b>	<b>966,1</b>	<b>987,5</b>	<b>987,5</b>	<b>885,8</b>	<b>89,7%</b>	<b>819,0</b>	<b>785,4</b>	<b>95,9%</b>	<b>97,3%</b>
Indemnités	1,8	1,8	1,8	1,8	97,3%	1,8	1,8	100,0%	99,8%
Biens et Services	736,0	771,0	771,0	764,3	99,1%	758,9	727,6	95,9%	97,0%
Transferts	162,5	162,5	162,5	0,5	0,3%	0,5	0,5	96,8%	99,6%
PIP sur Financement Externe	65,5	52,0	52,0	119,1	229,0%	57,8	55,5	96,0%	105,3%
PIP sur Financement Interne	0,2	0,2	0,2	0,0	16,4%	0,0	0,0	50,2%	48,9%
<b>Total général</b>	<b>8 048,7</b>	<b>7 648,3</b>	<b>7 773,9</b>	<b>8 609,0</b>	<b>110,7%</b>	<b>5 749,2</b>	<b>5 084,2</b>	<b>88,4%</b>	<b>78,6%</b>

Source : Situation SIIGFP du 25/01/2022

## Annexe 2 : Exécution par secteur et par grandes rubriques

En milliards Ariary

SECTEURS - GRANDES RUBRIQUES	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>Administratif</b>	<b>3 680,2</b>	<b>4 154,1</b>	<b>4 328,3</b>	<b>4 314,8</b>	<b>99,7%</b>	<b>3 873,4</b>	<b>3 750,9</b>	<b>96,8%</b>	<b>94,7%</b>
Indemnités	148,4	149,1	147,2	119,7	81,3%	119,8	117,2	97,9%	83,2%
Biens et Services	921,0	980,1	994,4	935,7	94,1%	921,3	865,7	94,0%	89,8%
Transferts	1 047,1	1 444,8	1 502,5	1 296,4	86,3%	1 296,3	1 284,5	99,1%	98,8%
PIP sur Financement Externe	501,9	468,0	468,0	797,9	170,5%	376,2	362,3	96,3%	95,2%
PIP sur Financement Interne	1 061,8	1 112,1	1 216,2	1 165,2	95,8%	1 159,9	1 121,2	96,7%	97,0%
<b>Education hors MEN</b>	<b>207,6</b>	<b>179,5</b>	<b>130,1</b>	<b>119,1</b>	<b>91,5%</b>	<b>109,4</b>	<b>103,1</b>	<b>94,2%</b>	<b>74,7%</b>
Indemnités	5,5	4,0	5,9	4,5	75,6%	4,4	2,9	66,9%	96,9%
Biens et Services	16,8	15,8	15,8	14,6	92,1%	14,2	10,6	74,3%	97,5%
Transferts	106,2	95,6	53,2	53,2	100,0%	53,2	53,1	99,9%	73,9%
PIP sur Financement Externe	19,9	19,0	19,0	10,7	56,2%	4,9	4,9	100,0%	0,0%
PIP sur Financement Interne	59,1	45,1	36,2	36,2	100,0%	32,8	31,7	96,4%	98,2%
<b>Infrastructure</b>	<b>1 662,6</b>	<b>1 394,4</b>	<b>1 275,0</b>	<b>2 012,0</b>	<b>157,8%</b>	<b>656,8</b>	<b>437,2</b>	<b>66,6%</b>	<b>68,7%</b>
Indemnités	8,7	4,7	4,6	4,1	88,1%	4,1	3,6	88,8%	97,6%
Biens et Services	12,7	12,6	11,9	9,7	81,9%	9,6	8,3	86,4%	96,0%
Transferts	13,1	12,9	5,8	4,7	81,7%	4,6	3,8	82,4%	71,1%
PIP sur Financement Externe	1 313,6	1 032,3	1 029,5	1 771,4	172,1%	420,2	271,1	64,5%	64,1%
PIP sur Financement Interne	314,4	331,9	223,2	222,1	99,5%	218,3	150,3	68,9%	91,8%
<b>Productif</b>	<b>796,5</b>	<b>582,2</b>	<b>543,8</b>	<b>877,1</b>	<b>161,3%</b>	<b>253,1</b>	<b>231,8</b>	<b>91,6%</b>	<b>44,1%</b>
Indemnités	12,0	8,0	8,1	7,1	88,3%	7,1	6,8	96,5%	94,7%
Biens et Services	31,2	30,1	30,8	26,0	84,4%	25,5	19,8	77,7%	93,4%
Transferts	42,1	42,5	36,7	35,9	98,0%	34,5	33,3	96,5%	93,8%
PIP sur Financement Externe	639,1	453,5	456,2	797,4	174,8%	181,7	168,4	92,7%	36,1%
PIP sur Financement Interne	72,1	48,1	12,0	10,7	89,0%	4,4	3,5	79,8%	91,0%
<b>Sécurité et Administration du Territoire</b>	<b>524,9</b>	<b>465,2</b>	<b>463,4</b>	<b>423,0</b>	<b>91,3%</b>	<b>393,8</b>	<b>318,2</b>	<b>80,8%</b>	<b>98,9%</b>
Indemnités	35,6	32,9	32,9	31,8	96,6%	31,8	30,3	95,2%	99,6%
Biens et Services	104,7	105,7	106,1	85,2	80,3%	84,8	69,3	81,7%	99,3%
Transferts	112,6	113,3	111,3	111,3	100,0%	111,3	111,0	99,7%	98,4%
PIP sur Financement Externe	44,4	32,7	32,7	33,2	101,5%	5,0	4,7	95,0%	100,1%
PIP sur Financement Interne	227,6	180,6	180,3	161,5	89,6%	160,8	102,7	63,9%	98,8%
<b>Social</b>	<b>1 176,9</b>	<b>872,8</b>	<b>1 033,4</b>	<b>863,0</b>	<b>83,5%</b>	<b>462,7</b>	<b>243,1</b>	<b>52,5%</b>	<b>44,4%</b>
Indemnités	13,4	11,5	11,5	10,8	93,9%	10,6	8,2	77,2%	85,2%
Biens et Services	78,3	76,4	61,6	42,4	68,8%	41,9	28,5	67,9%	81,4%
Transferts	142,8	153,2	152,9	152,7	99,9%	136,1	94,8	69,7%	95,8%
PIP sur Financement Externe	648,1	516,3	641,9	552,7	86,1%	176,2	60,6	34,4%	17,2%
PIP sur Financement Interne	294,3	115,5	165,5	104,4	63,1%	97,9	51,1	52,1%	76,1%
<b>Total général</b>	<b>8 048,7</b>	<b>7 648,3</b>	<b>7 773,9</b>	<b>8 609,0</b>	<b>110,7%</b>	<b>5 749,2</b>	<b>5 084,2</b>	<b>88,4%</b>	<b>78,6%</b>

Source : SIIGFP, 25-01-2022

## Annexe 3 : Exécution par Ministère/Institution et financement

En milliards Ariary

MINISTÈRE/INSTITUTION - FINANCEMENT	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>PRESIDENCE</b>	<b>192,0</b>	<b>197,8</b>	<b>181,8</b>	<b>165,1</b>	<b>90,8%</b>	<b>140,1</b>	<b>133,8</b>	<b>95,5%</b>	<b>75,2%</b>
Ressources Propres	162,0	163,8	147,7	132,1	89,4%	127,6	122,8	96,3%	97,4%
Droits et Taxes à l'Importation	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
Emprunts Etat	17,4	21,5	21,5	32,7	152,3%	12,2	11,0	90,0%	25,9%
Subventions	12,5	12,5	12,5	0,3	2,1%	0,3	0,0	1,5%	1,2%
Taxes sur les valeurs ajoutées					-			-	-
<b>SENAT</b>	<b>16,6</b>	<b>16,5</b>	<b>15,9</b>	<b>15,8</b>	<b>99,0%</b>	<b>15,7</b>	<b>15,3</b>	<b>97,0%</b>	<b>99,3%</b>
Ressources Propres	16,6	16,5	15,9	15,8	99,0%	15,7	15,3	97,0%	99,3%
<b>AN</b>	<b>50,7</b>	<b>54,8</b>	<b>67,0</b>	<b>66,7</b>	<b>99,6%</b>	<b>66,7</b>	<b>66,2</b>	<b>99,2%</b>	<b>99,9%</b>
Ressources Propres	50,7	54,8	67,0	66,7	99,6%	66,7	66,2	99,2%	99,9%
<b>HCC</b>	<b>9,2</b>	<b>9,1</b>	<b>8,5</b>	<b>8,4</b>	<b>98,5%</b>	<b>8,3</b>	<b>6,8</b>	<b>82,2%</b>	<b>98,5%</b>
Ressources Propres	9,2	9,1	8,5	8,4	98,5%	8,3	6,8	82,2%	98,5%
<b>PRIMATURE</b>	<b>264,3</b>	<b>263,7</b>	<b>251,0</b>	<b>475,7</b>	<b>189,5%</b>	<b>266,9</b>	<b>273,5</b>	<b>102,5%</b>	<b>189,6%</b>
Ressources Propres	64,8	63,4	50,7	46,9	92,4%	46,2	41,2	89,2%	99,2%
Droits et Taxes à l'Importation	1,5	1,5	1,5	0,8	52,4%	0,8	0,7	92,4%	0,0%
Emprunts Etat	89,8	90,6	90,6	166,5	183,7%	142,3	142,7	100,3%	0,0%
Subventions	107,8	107,8	107,8	261,6	242,6%	77,6	88,9	114,5%	352,1%
Taxes sur les valeurs ajoutées	0,4	0,4	0,4	0,0	1,5%	0,0	0,0	82,2%	2,0%
<b>CFM</b>	<b>7,8</b>	<b>7,8</b>	<b>7,8</b>	<b>7,3</b>	<b>94,5%</b>	<b>7,3</b>	<b>6,4</b>	<b>87,0%</b>	<b>99,3%</b>
Ressources Propres	7,8	7,8	7,8	7,3	94,5%	7,3	6,4	87,0%	99,3%
<b>CENI</b>	<b>15,0</b>	<b>14,8</b>	<b>12,7</b>	<b>12,6</b>	<b>98,9%</b>	<b>12,6</b>	<b>10,6</b>	<b>84,1%</b>	<b>99,4%</b>
Ressources Propres	15,0	14,8	12,7	12,6	98,9%	12,6	10,6	84,1%	99,4%
<b>MAE</b>	<b>84,5</b>	<b>82,7</b>	<b>79,3</b>	<b>73,5</b>	<b>92,6%</b>	<b>73,2</b>	<b>67,6</b>	<b>92,4%</b>	<b>85,6%</b>
Ressources Propres	84,5	82,7	79,3	73,5	92,6%	73,2	67,6	92,4%	85,6%
<b>MDN</b>	<b>390,0</b>	<b>378,4</b>	<b>358,4</b>	<b>340,8</b>	<b>95,1%</b>	<b>340,6</b>	<b>322,5</b>	<b>94,7%</b>	<b>98,2%</b>
Ressources Propres	390,0	378,4	358,4	340,8	95,1%	340,6	322,5	94,7%	98,2%
<b>SEG</b>	<b>317,7</b>	<b>309,5</b>	<b>322,1</b>	<b>319,7</b>	<b>99,2%</b>	<b>319,6</b>	<b>313,8</b>	<b>98,2%</b>	<b>100,0%</b>
Ressources Propres	317,7	309,5	322,1	319,7	99,2%	319,6	313,8	98,2%	100,0%
<b>MID</b>	<b>394,6</b>	<b>360,4</b>	<b>366,5</b>	<b>320,6</b>	<b>87,5%</b>	<b>291,7</b>	<b>241,9</b>	<b>82,9%</b>	<b>99,2%</b>
Ressources Propres	350,2	327,7	333,8	287,4	86,1%	286,7	237,2	82,7%	99,2%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	18,7	7,1	7,1	0,2	3,1%	0,2	0,2	100,0%	50,6%
Subventions	25,6	25,6	25,6	33,0	128,7%	4,8	4,5	94,8%	110,3%
Taxes sur les valeurs ajoutées					-			-	-
<b>MSP</b>	<b>202,8</b>	<b>195,0</b>	<b>194,5</b>	<b>176,5</b>	<b>90,7%</b>	<b>176,3</b>	<b>158,7</b>	<b>90,0%</b>	<b>98,6%</b>
Ressources Propres	202,8	195,0	194,5	176,5	90,7%	176,3	158,7	90,0%	98,6%
<b>MINJUS</b>	<b>219,4</b>	<b>201,4</b>	<b>186,6</b>	<b>170,8</b>	<b>91,5%</b>	<b>162,3</b>	<b>145,0</b>	<b>89,3%</b>	<b>96,8%</b>
Ressources Propres	208,8	190,8	176,0	163,6	92,9%	162,3	145,0	89,3%	99,0%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Subventions	10,6	10,6	10,6	7,2	67,7%	0,0	0,0	-	31,0%
Taxes sur les valeurs ajoutées					-			-	-
<b>MEF</b>	<b>3 774,7</b>	<b>4 233,3</b>	<b>4 535,9</b>	<b>4 290,8</b>	<b>94,6%</b>	<b>4 000,0</b>	<b>3 884,2</b>	<b>97,1%</b>	<b>90,4%</b>
Ressources Propres	3 397,5	3 894,9	4 197,5	3 877,8	92,4%	3 776,9	3 701,6	98,0%	92,1%
Droits et Taxes à l'Importation	100,6	100,6	100,6	76,0	75,6%	72,0	59,6	82,8%	95,8%
Emprunts Etat	163,5	138,5	138,5	314,6	227,1%	137,5	113,9	82,9%	123,4%
Subventions	95,2	81,3	81,3	15,0	18,4%	6,3	5,7	91,5%	3,9%
Taxes sur les valeurs ajoutées	18,0	18,0	18,0	7,3	40,8%	7,3	3,4	46,3%	31,1%
<b>MTEFPLS</b>	<b>28,6</b>	<b>25,7</b>	<b>25,9</b>	<b>23,7</b>	<b>91,5%</b>	<b>23,7</b>	<b>22,7</b>	<b>95,8%</b>	<b>99,7%</b>
Ressources Propres	28,6	25,7	25,9	23,7	91,5%	23,7	22,7	95,8%	99,7%
<b>MICA</b>	<b>209,4</b>	<b>99,4</b>	<b>41,2</b>	<b>39,5</b>	<b>95,7%</b>	<b>39,3</b>	<b>38,8</b>	<b>98,8%</b>	<b>53,0%</b>
Ressources Propres	76,6	73,9	41,2	39,5	95,7%	39,3	38,8	98,8%	93,6%
Droits et Taxes à l'Importation	0,7	0,7	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
Emprunts Etat	88,6	11,4	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
Subventions	42,7	12,7	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
Taxes sur les valeurs ajoutées	0,7	0,7	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
<b>MINTOUR</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>4,0</b>	<b>1,0</b>	<b>24,2%</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>	<b>66,6%</b>	<b>-</b>
Ressources Propres	0,0	0,0	1,3	1,0	75,4%	1,0	0,6	66,6%	-
Subventions	0,0	0,0	2,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-



MINISTERE/INSTITUTION - FINANCEMENT	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
<b>MCC</b>	<b>38,8</b>	<b>26,8</b>	<b>35,0</b>	<b>31,7</b>	<b>90,7%</b>	<b>31,7</b>	<b>28,3</b>	<b>89,2%</b>	<b>96,2%</b>
Ressources Propres	37,7	25,7	33,8	31,7	93,7%	31,7	28,3	89,2%	98,0%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Subventions	1,1	1,1	1,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
<b>MAM</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>85,5%</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>-</b>
Ressources Propres	0,0	0,0	0,7	0,6	85,5%	0,6	0,0	0,0%	-
<b>MICC</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>29,1</b>	<b>3,5</b>	<b>12,1%</b>	<b>3,5</b>	<b>2,6</b>	<b>73,6%</b>	<b>-</b>
Ressources Propres	0,0	0,0	3,6	3,5	97,6%	3,5	2,6	73,6%	-
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	0,0	0,0	11,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
Subventions	0,0	0,0	12,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
Taxes sur les valeurs ajoutées	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
<b>MAEP</b>	<b>544,9</b>	<b>473,2</b>	<b>123,3</b>	<b>129,2</b>	<b>104,8%</b>	<b>129,2</b>	<b>129,1</b>	<b>99,9%</b>	<b>49,1%</b>
Ressources Propres	86,8	74,4	41,3	36,2	87,7%	36,2	35,4	97,7%	93,8%
Droits et Taxes à l'Importation	0,1	0,1	0,0	0,0	100,0%	0,0	0,0	100,0%	1823,9%
Emprunts Etat	275,1	234,6	65,9	69,0	104,8%	69,0	69,5	100,7%	48,0%
Subventions	182,9	164,1	16,1	24,0	149,0%	24,0	24,2	100,9%	29,8%
Taxes sur les valeurs ajoutées				-	-		-	-	100,0%
<b>MEDD</b>	<b>86,9</b>	<b>58,1</b>	<b>56,9</b>	<b>55,9</b>	<b>98,2%</b>	<b>29,4</b>	<b>23,3</b>	<b>79,3%</b>	<b>29,7%</b>
Ressources Propres	37,3	27,5	26,3	23,6	89,8%	23,3	20,6	88,3%	92,6%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	1209134,5%
Emprunts Etat	5,3	0,0	0,0	0,3	-	0,1	0,0	35,7%	1,2%
Subventions	44,4	30,6	30,6	32,0	104,5%	6,0	2,7	45,5%	1,9%
Taxes sur les valeurs ajoutées				-	-		-	-	0,0%
<b>MINAE</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>296,7</b>	<b>608,8</b>	<b>205,2%</b>	<b>78,6</b>	<b>69,4</b>	<b>88,3%</b>	<b>-</b>
Ressources Propres	0,0	0,0	14,0	12,9	92,5%	6,2	4,9	78,6%	-
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,1	267,7%	0,1	0,0	0,0%	-
Emprunts Etat	0,0	0,0	150,4	459,1	305,1%	48,1	43,8	91,0%	-
Subventions	0,0	0,0	132,3	136,7	103,3%	24,2	20,7	85,6%	-
<b>MPEB</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>41,0</b>	<b>82,5</b>	<b>201,3%</b>	<b>15,3</b>	<b>11,9</b>	<b>77,7%</b>	<b>-</b>
Ressources Propres	0,0	0,0	6,9	6,2	89,1%	5,1	4,5	89,1%	-
Emprunts Etat	0,0	0,0	18,3	58,0	316,9%	9,1	6,2	68,5%	-
Subventions	0,0	0,0	15,8	18,3	116,3%	1,2	1,2	100,0%	-
<b>MEH</b>	<b>236,3</b>	<b>166,6</b>	<b>166,4</b>	<b>397,1</b>	<b>238,6%</b>	<b>59,8</b>	<b>56,5</b>	<b>94,4%</b>	<b>76,5%</b>
Ressources Propres	26,3	6,7	6,6	4,6	70,2%	4,6	4,2	90,5%	83,3%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
Emprunts Etat	201,4	147,2	147,2	392,5	266,6%	55,2	52,3	94,7%	82,5%
Subventions	8,6	12,6	12,6	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
Taxes sur les valeurs ajoutées				-	-		-	-	-
<b>MEAH</b>	<b>161,7</b>	<b>65,9</b>	<b>61,9</b>	<b>58,7</b>	<b>94,9%</b>	<b>53,2</b>	<b>16,3</b>	<b>30,6%</b>	<b>31,9%</b>
Ressources Propres	65,3	28,5	24,6	24,1	97,9%	23,1	12,1	52,3%	68,6%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
Emprunts Etat	8,4	5,3	5,3	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
Subventions	88,0	32,0	32,0	34,7	108,2%	30,1	4,2	14,0%	0,0%
Taxes sur les valeurs ajoutées				-	-		-	-	0,0%
<b>MMRS</b>	<b>21,2</b>	<b>17,7</b>	<b>17,0</b>	<b>14,2</b>	<b>84,0%</b>	<b>14,1</b>	<b>11,9</b>	<b>84,5%</b>	<b>99,1%</b>
Ressources Propres	21,2	17,7	17,0	14,2	84,0%	14,1	11,9	84,5%	99,1%
<b>MDNTDPT</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>18,0</b>	<b>43,9</b>	<b>244,7%</b>	<b>43,9</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3%</b>	<b>-</b>
Ressources Propres	0,0	0,0	0,2	0,2	72,1%	0,2	0,1	66,7%	-
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	0,0	0,0	17,7	43,7	247,0%	43,7	0,0	0,0%	-
<b>MATTP</b>	<b>1 358,3</b>	<b>1 104,8</b>	<b>118,8</b>	<b>134,9</b>	<b>113,5%</b>	<b>134,8</b>	<b>133,7</b>	<b>99,2%</b>	<b>67,7%</b>
Ressources Propres	309,2	257,1	32,1	28,9	89,9%	28,8	27,8	96,3%	92,3%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	862,1	679,6	68,5	68,5	100,0%	68,5	68,5	100,0%	77,6%
Subventions	187,0	168,0	18,2	37,5	205,7%	37,5	37,5	100,0%	21,9%
Taxes sur les valeurs ajoutées				-	-		-	-	100,0%
<b>MTTM</b>	<b>58,7</b>	<b>140,6</b>	<b>13,5</b>	<b>11,7</b>	<b>87,0%</b>	<b>11,5</b>	<b>11,1</b>	<b>96,6%</b>	<b>83,8%</b>
Ressources Propres	44,1	133,4	13,5	11,7	87,0%	11,5	11,1	96,6%	96,5%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	7,7	0,3	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
Subventions	6,9	6,9	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
Taxes sur les valeurs ajoutées				-	-		-	-	-
<b>SCNVHPR</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>18,2</b>	<b>17,2</b>	<b>94,5%</b>	<b>17,2</b>	<b>6,7</b>	<b>38,9%</b>	<b>-</b>

MINISTERE/INSTITUTION - FINANCEMENT	CREDITS LFI	CREDITS LFR	CREDITS MODIFIES	DEPENSES ENGAGEES	TAUX ENG	DEPENSES MANDATEES	PAYE	TAUX PAYE	TAUX ENG 2020
Ressources Propres	0,0	0,0	18,2	17,2	94,5%	17,2	6,7	38,9%	-
<b>MTP</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>706,6</b>	<b>1 039,4</b>	<b>147,1%</b>	<b>251,2</b>	<b>107,9</b>	<b>42,9%</b>	<b>-</b>
Ressources Propres	0,0	0,0	95,5	95,1	99,5%	92,0	33,9	36,8%	-
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	0,0	0,0	488,7	762,7	156,1%	136,3	52,5	38,5%	-
Subventions	0,0	0,0	122,4	181,6	148,4%	22,9	21,4	93,7%	-
<b>MPTDN</b>	<b>47,9</b>	<b>20,6</b>	<b>1,7</b>	<b>1,0</b>	<b>61,4%</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>95,8%</b>	<b>51,7%</b>
Ressources Propres	8,1	2,9	1,7	1,0	61,4%	1,0	1,0	95,8%	79,2%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
Emprunts Etat	39,8	17,7	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0%
Taxes sur les valeurs ajoutées					-			-	-
<b>MTM</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>116,6</b>	<b>111,1</b>	<b>95,3%</b>	<b>111,1</b>	<b>111,0</b>	<b>99,9%</b>	<b>-</b>
Ressources Propres	0,0	0,0	112,2	111,1	99,0%	111,1	111,0	99,9%	-
Emprunts Etat	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
Subventions	0,0	0,0	4,1	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
<b>MATSF</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>153,4</b>	<b>287,5</b>	<b>187,4%</b>	<b>58,0</b>	<b>39,7</b>	<b>68,4%</b>	<b>-</b>
Ressources Propres	0,0	0,0	3,5	2,6	75,4%	2,0	0,8	42,3%	-
Emprunts Etat	0,0	0,0	122,5	267,3	218,2%	50,0	34,7	69,5%	-
Subventions	0,0	0,0	27,4	17,6	64,2%	6,1	4,2	68,2%	-
<b>MINSAN</b>	<b>763,7</b>	<b>657,8</b>	<b>788,8</b>	<b>512,3</b>	<b>64,9%</b>	<b>374,7</b>	<b>276,6</b>	<b>73,8%</b>	<b>51,4%</b>
Ressources Propres	376,3	331,5	336,9	297,8	88,4%	295,4	263,1	89,1%	95,0%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	120,6	103,7	103,7	108,0	104,1%	45,7	13,6	29,7%	85,8%
Subventions	266,8	222,5	348,2	106,6	30,6%	33,7	0,0	0,0%	9,3%
Taxes sur les valeurs ajoutées					-			-	-
<b>MJS</b>	<b>159,9</b>	<b>149,8</b>	<b>56,5</b>	<b>47,6</b>	<b>84,2%</b>	<b>47,5</b>	<b>47,0</b>	<b>98,9%</b>	<b>93,2%</b>
Ressources Propres	155,9	145,9	52,5	47,6	90,5%	47,5	47,0	98,9%	98,8%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Subventions	4,0	4,0	4,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	0,0%
Taxes sur les valeurs ajoutées					-			-	-
<b>MPPSPF</b>	<b>44,2</b>	<b>56,1</b>	<b>49,1</b>	<b>37,8</b>	<b>77,0%</b>	<b>32,7</b>	<b>19,7</b>	<b>60,4%</b>	<b>45,8%</b>
Ressources Propres	26,2	38,1	31,1	29,6	95,0%	29,2	17,0	58,3%	87,0%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	2,0	2,0	2,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	43,4%
Subventions	16,0	16,0	16,0	8,2	51,4%	3,4	2,7	78,4%	7,6%
Taxes sur les valeurs ajoutées					-			-	-
<b>MEN</b>	<b>1 407,8</b>	<b>1 281,5</b>	<b>1 315,8</b>	<b>1 328,8</b>	<b>101,0%</b>	<b>1 075,1</b>	<b>974,6</b>	<b>90,6%</b>	<b>75,9%</b>
Ressources Propres	1 261,4	1 146,8	1 181,1	1 033,5	87,5%	1 011,8	934,5	92,4%	86,6%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	65,1	39,2	39,2	129,3	329,4%	31,5	26,5	84,1%	0,0%
Subventions	81,2	95,5	95,5	166,0	173,9%	31,7	13,6	42,9%	19,7%
<b>METFP</b>	<b>70,7</b>	<b>62,0</b>	<b>62,6</b>	<b>57,0</b>	<b>91,0%</b>	<b>50,7</b>	<b>46,0</b>	<b>90,8%</b>	<b>79,0%</b>
Ressources Propres	58,4	49,0	49,6	46,4	93,4%	45,9	41,2	89,8%	95,8%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0	0,0	-	-
Subventions	12,3	13,0	13,0	10,6	81,7%	4,8	4,8	100,0%	0,0%
<b>MESRS</b>	<b>304,3</b>	<b>287,7</b>	<b>238,1</b>	<b>212,1</b>	<b>89,1%</b>	<b>208,7</b>	<b>200,2</b>	<b>95,9%</b>	<b>88,9%</b>
Ressources Propres	296,7	281,6	232,1	212,1	91,4%	208,7	200,1	95,9%	88,9%
Droits et Taxes à l'Importation	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	-
Emprunts Etat	7,5	6,0	6,0	0,1	1,2%	0,1	0,1	100,0%	-
<b>HCDD</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Ressources Propres	1,8	1,8	1,9	1,9	100,0%	1,9	1,9	100,0%	100,0%
<b>CNIDH</b>	<b>1,6</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Ressources Propres	1,6	1,2	1,0	1,0	100,0%	1,0	1,0	100,0%	100,0%
<b>HCJ</b>	<b>3,8</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,1</b>	<b>83,9%</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>97,3%</b>	<b>92,0%</b>
Ressources Propres	3,8	3,7	3,7	3,1	83,9%	3,1	3,0	97,3%	92,0%
<b>Total général</b>	<b>11 489,6</b>	<b>11 025,8</b>	<b>11 151,5</b>	<b>11 739,2</b>	<b>105,3%</b>	<b>8 785,2</b>	<b>8 039,2</b>	<b>91,5%</b>	<b>83,2%</b>

Source : SIIGFP, 25/01/2022



***Edité par le Ministère de l'Economie et des Finances***

Direction Générale des Finances et des Affaires Générales

Direction du Budget

Service de la Synthèse Budgétaire